

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
CONDITION DES JUIFS
DANS
L'ANCIENNE FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 27 Juin 1942, à 14 heures

par

Henri GAILLARD

JURY DE LA THÈSE

Président : M. MESTRE, *Professeur.*

Suffragants : MM. GIFFARD, *Professeur,*
FÉLIX OLIVIER-MARTIN, *Professeur.*



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551805_0048

LA CONDITION DES JUIFS
DANS L'ANCIENNE FRANCE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA
CONDITION DES JUIFS
DANS
L'ANCIENNE FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 27 Juin 1942, à 14 heures

par

Henri GAILLARD

JURY DE LA THÈSE

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : MM. GIFFARD, Professeur,

FÉLIX OLIVIER-MARTIN, Professeur.



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, Boulevard Saint-Germain, PARIS VI•

1942



INTRODUCTION

La condition des Juifs dans notre ancienne France est extrêmement curieuse à étudier.

En butte à l'hostilité de l'Eglise, haïs et persécutés par le peuple, soumis à des mesures d'exception et de rigueur, les Juifs n'en ont pas moins vécu et ne s'en sont pas moins développés : sans cesse errant à travers le monde, traqués comme des bêtes sauvages, décimés à chaque génération par des pogroms répétés, victimes d'expulsions collectives qui les obligèrent à continuer leur marche dans l'exil au milieu des privations les plus dures, les Juifs surmontèrent néanmoins toutes les épreuves et triomphèrent provisoirement en 1791, puisque, au nom des principes intangibles de la Déclaration des Droits de l'Homme, l'Assemblée Constituante proclama leur émancipation.

Leur particularisme extraordinaire trouve sa cause dans l'obéissance absolue du peuple juif à sa loi et à la discipline qu'elle lui impose. Le Judaïsme oriente en effet l'individu qui le pratique à chaque pas qu'il fait; qu'il s'agisse de sa vie morale, intellectuelle, sociale ou économique, un ensemble de prescriptions le forcent à marcher dans une voie déterminée. Cette réglementation détaillée de chaque acte quotidien a donné au peuple juif une vitalité extraordinaire qui l'a rendu capable d'une résistance exceptionnelle.

Il nous a semblé intéressant de rechercher com-

ment, en France, cette résistance s'est manifestée et affirmée au cours des siècles malgré des persécutions continuelles. Nous nous proposons donc d'étudier la situation des Juifs sous notre ancien régime et d'exposer les mesures d'exception ou de rigueur que notre vieille monarchie a dû prendre contre eux, souvent à juste titre, car ce n'est pas sans motifs que les Juifs ont subi le traitement spécial qui eut pour effet de séparer leur condition, en fait et en droit, de celle des autres sujets du roi. D'abord considérés comme des étrangers, les Juifs furent assimilés à des serfs; puis, en 1394, ils furent expulsés du royaume. Pourquoi les Juifs étaient-ils traités comme des aubains au Moyen Age? Pourquoi le décret d'expulsion de 1394 fut-il rendu contre eux par Charles VI? Tels sont les points que nous aurons à élucider; telles sont les mesures que nous aurons à justifier.

Ce qui est particulièrement et vraiment saisissant, c'est cette persistance étonnante du peuple juif à se perpétuer, à maintenir la pureté et l'originalité de sa race, en dépit des épreuves cruelles qu'il eut à supporter de toutes parts : « C'est ici, non pas le plus grand, mais le plus étrange spectacle que présentent les choses humaines : un peuple qui fait remonter ses origines aux premiers jours du monde et que n'ont pu détruire la haine et les persécutions attachées depuis tant de siècles à ses pas; une histoire féconde, non en succès ou en revers fameux, mais en calamités de tous les genres; et cependant des ruines encore vivantes, quoique dispersées et qui semblent toujours prêtes à se réunir (1). »

Pascal lui-même s'étonne de la vitalité extraordinaire du peuple juif et y voit une preuve de la religion chrétienne :

« L'état où l'on voit les Juifs est encore une grande

(1) BEUGNOT : *Les Juifs d'Occident*, page 5, Paris 1824.

preuve de la religion, car c'est une chose étonnante de voir ce peuple subsister depuis tant d'années et de le voir toujours misérable, étant nécessaire pour la preuve de Jésus-Christ, et qu'ils subsistent pour le prouver, et qu'ils soient misérables puisqu'ils l'ont crucifié, et quoiqu'il soit contraire d'être misérable et de subsister, il subsiste néanmoins toujours malgré sa misère. »

C'est justement cette persistance du peuple juif à demeurer lui-même et son refus de s'assimiler aux nations où ses enfants se sont vus dispersés qui nous expliquent jusqu'à un certain point la législation spéciale qui a régi la condition des Juifs durant notre ancien droit.

« Contraints par la législation mosaïque à rester isolés pendant des siècles et à regarder comme sacrilège toute fusion avec les étrangers, les Juifs ont contracté l'habitude de cet isolement qui est devenu une nécessité, une loi ethnique de leur race. Grâce à elle, ils ont pu conserver jusqu'à nos jours leur nationalité distincte ; dispersés par toute la terre, ils ont échappé à la loi commune de l'anéantissement ; mais cette impossibilité de se fondre avec leurs hôtes, qui a été leur force et leur a permis de durer là où tous autres auraient disparu, a été bien souvent aussi la cause de leurs malheurs (2). »

C'est leur isolement plein d'orgueil, leur esprit anti-social, leur volonté bien arrêtée de ne se mêler à aucun peuple, de demeurer étrangers aux États qui les ont vaincus ou dans lesquels ils se sont réfugiés, qui ont été la grande cause de leur faiblesse.

Obstinément décidés à ne fusionner avec aucune des populations avec lesquelles ils se sont successivement trouvés en contact, les Juifs se sont mis ainsi

(2) GASNOS: *Études historiques sur la condition des Juifs dans l'ancien droit français*; thèse Rennes 1897, p. 6.

en perpétuelle révolte contre l'éternelle loi humaine et sociale de la solidarité,

Les gouvernements surpris et inquiets de l'existence au sein du corps social de cet élément étranger à tout, essentiellement hétérogène et réfractaire à toute assimilation, n'ont pu s'empêcher de voir d'un œil hostile la présence dans leurs Etats d'une communauté de personnes si en opposition avec la majeure partie de la population indigène. De là des mesures que nos rois ont dû prendre contre les Juifs et qui se justifient par l'attitude de ces derniers. L'opposition irréductible des Juifs à l'égard des chrétiens dérive d'une triple cause qui consiste dans la race, la religion, et les mœurs.

Les deux races auxquelles appartiennent les Juifs et les chrétiens sont essentiellement différentes. Les uns appartiennent à la race sémitique, les autres sont issus de la race aryenne ou indo-européenne.

Nous n'entendons pas retracer ici l'histoire du peuple juif, mais nous devons retenir, en ce qui concerne leur race, les vicissitudes et les migrations nombreuses auxquelles ils furent soumis. C'est à Ur, en Chaldée, que Dieu vient révéler à Abraham sa vocation. Appelé à devenir le père du peuple élu, Abraham, sur l'ordre de Dieu, quitte les bords de l'Euphrate pour s'arracher aux lieux où régnait l'idolâtrie, et se rend dans le pays de Chanaan. Après un séjour de trois cents ans dans la terre de Chanaan, les Juifs, poussés par la famine, sont obligés de la quitter en la personne de Jacob, de ses enfants et de toute sa tribu, pour se rendre en Egypte, auprès du roi Pharaon dont Joseph est devenu le ministre. Après une période de 450 ans, les Egyptiens, redoutant les progrès des Hébreux qui s'étaient multipliés d'une façon inquiétante, effrayés par le grand nombre de ces étrangers qui n'avaient ni leur culte ni leurs mœurs, eurent recours à la plus cruelle des oppressions, les

accablant des travaux les plus pénibles, et ordonnant la mise à mort des nouveau-nés; c'est pour secouer ce joug d'esclavage et d'oppression que les Juifs, sous la conduite de Moïse, quittèrent l'Égypte, et, après avoir erré longtemps dans le désert, regagnèrent la Terre Promise. Après de longues et sanglantes luttes contre les peuplades voisines, les Amalécites, les Philistins, les Ammonites et les Moabites, le peuple juif s'établit enfin sur les bords du Jourdain et de la mer Morte. Au gouvernement des juges succède celui des rois : les noms fameux de Saül, de David et de Salomon viennent illustrer le peuple choisi de Dieu, et nous voyons se dérouler les pages les plus glorieuses de son histoire. Puis c'est la ruine de sa puissance. C'est d'abord le schisme qui divise les Hébreux en deux royaumes : celui de Juda et celui d'Israël. C'est ensuite la destruction du royaume d'Israël par Saba-canazar en 718 avant J.-C. Puis c'est la prise de Jérusalem par Nabuchodonosor en 587 et la captivité des Juifs à Babylone. Après les conquêtes de Cyrus, ils sont délivrés et rentrent à Jérusalem, mais c'est pour tomber ensuite sous la domination d'Alexandre de Macédoine et de ses successeurs, les rois de Syrie. Un moment redevenus libres, grâce au courage des Machabées, les Juifs se divisent de nouveau, et les Romains, avec Pompée, profitent de leurs divisions pour s'emparer de Jérusalem en 67 avant J.-C. Le royaume de Judée, définitivement réduit en province romaine en l'an 6 de l'ère chrétienne, se souleva de nouveau sous Néron, après le siège de Jérusalem par Vespasien; la Ville sainte, prise par son fils Titus en l'an 70 après J.-C., fut entièrement anéantie. Onze cent mille Juifs furent massacrés, le temple fut incendié et la charrue passa sur les ruines de la ville. C'est alors que commença la dispersion du peuple juif sur la terre. On les voit errer dans le vaste empire romain dont ils s'efforcent à maintes reprises, mais en vain, de briser

le joug. Puis nous les voyons en butte avec l'Eglise chrétienne qui triomphe sous Constantin, au Bas-Empire romain.

Successivement, ils sont aux prises avec les Barbares à la suite des invasions, puis avec la société féodale, puis avec la monarchie absolue de notre ancienne France.

Les Juifs et les Chrétiens devaient fatalement se heurter, à la fois par leurs qualités et par leurs défauts. La race sémitique a pour elle la subtilité, la ténacité, l'esprit mercantile. Les Juifs ont le génie du commerce, et presque tout le trafic était entre leurs mains à une époque où le commerce en France était beaucoup plus restreint qu'aujourd'hui. En effet, sous l'ancien régime, l'héroïsme et les sentiments chevaleresques étaient l'apanage de la noblesse, qui ne pouvait se livrer au commerce sans déroger. Les censitaires et les roturiers s'adonnaient surtout à l'agriculture; les bourgeois du tiers-état pratiquaient l'industrie, faisaient quelquefois aussi le négoce, ou bien étaient artisans. La spécialité des Juifs à cette époque a été le commerce des capitaux, les opérations de banque et de finance, les prêts d'argent. Par contre, nous ne rencontrons pas chez eux d'agriculteurs, et peu d'industriels, car ils sont avant tout commerçants.

Leur religion fut aussi une des grandes causes de leurs luttes avec les chrétiens. «Le christianisme s'établissait sur les ruines du temple. Quel sujet de douleur pour une nation orgueilleuse de ses privilèges et qui était bien sûre que Dieu avait traité alliance avec elle! Le Juifs, piqué de cet outrage, n'oublia rien pour exciter la persécution contre l'Eglise naissante et pour la rendre plus vive dans les lieux où elle était allumée (3). »

Telle fut la cause initiale de leur haine contre les

(3) BASNAGE: *Histoire des Juifs*, La Haye, 1716, XI, p. 17.

chrétiens, haine qui, à l'époque des martyrs, se retourna contre eux, au moment où la religion chrétienne ayant triomphé, grâce à Constantin, fut érigée en religion d'Etat par Théodose.

Mais ce n'est pas seulement une simple querelle religieuse qui fut la cause de leur situation précaire dans notre ancienne France. Ce fut surtout la loi mosaïque avec son esprit particulariste qui contribua à faire des Juifs un peuple fermé à toute influence du dehors. La loi mosaïque est, en effet, leur code à la fois politique et religieux. Le Dieu tel qu'il s'est révélé, par le ministère de Moïse, aux yeux des Juifs, sur les cimes du Sinaï, au milieu de la lueur des éclairs et du rugissement de la foudre, c'est un Dieu unique, et la religion juive est une religion monothéiste. Le Dieu des Juifs fait alliance avec son peuple, auquel il promet la venue d'un Messie et la domination universelle. Dans la loi mosaïque, le côté religieux est intimement lié au côté civil et politique. Ce fut le gouvernement théocratique qui fut appelé à régir le peuple d'Israël en Palestine; et après la ruine de Jérusalem par Titus et la dispersion des Juifs dans le monde entier, les communautés juives se trouvèrent imbues des principes mêmes de la théocratie. C'est ce qui a fait leur faiblesse, c'est ce qui a été la source de toutes leurs fautes. « Dans cette étrange organisation sociale, le ciel et la terre, le sacré et le profane ne sont séparés par aucune barrière; l'autel sur lequel fume l'encens sert de trône au chef de l'Etat. Lorsqu'il faut commander au peuple, on ne lui parle pas de ses intérêts, on sait faire descendre du ciel une voix qui prescrit des ordres souverains. Ce peuple n'obéit pas par conviction, mais par crainte. Le ressort d'un tel gouvernement est une terreur religieuse qui pénètre par toutes les issues de l'intelligence et qui est comme une seconde nature (4). » Ce

(4) BEUGNOT, op. cit., p. 12.

furent en effet les dissensions des sectes qui causèrent la ruine du peuple juif. D'une part, la législation mosaïque suscitait leur fanatisme, en faisant miroiter à leurs yeux émerveillés la domination du monde. Ce fut là la cause politique de leurs nombreuses révoltes contre les Romains et des sanglantes représailles qui les réprimèrent. D'autre part, en vue de conserver dans toute sa pureté la foi religieuse et de préserver le culte de l'intrusion des religions étrangères, la législation de Moïse s'efforça de fermer le peuple juif à toute influence extérieure de la part des autres nations. Il suffit de citer le Deutéronome (5), qui s'exprime en ces termes : « Lorsque Dieu vous aura introduits dans la terre qu'il vous a promise, vous trouverez devant vous sept nations beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus fortes que vous. Dieu vous les livrera et vous les frapperez jusqu'à extermination. Vous ne ferez pas d'alliance avec elles et vous ne vous mêlerez pas à elles. Vous ne contracterez pas de mariages avec elles. Vous ne donnerez pas vos filles à leurs fils et vous ne prendrez pas leurs filles pour vos fils. » La législation mosaïque eut pour conséquence immédiate de rendre absolument impossible toute assimilation entre les Juifs et les indigènes des autres nations.

Outre cette impossibilité d'assimilation, il existait chez les Juifs une très grande divergence de mœurs, et c'est cette contradiction entre leurs mœurs et celles des chrétiens au Moyen Âge qui conduisit Charles VI à les expulser définitivement du royaume le 17 septembre 1394.

En effet, le divorce et la répudiation qui régnaient chez eux se trouvaient formellement en contradiction avec les principes du droit canonique qui, dès Charle-

(5) Deutéronome, VII et XXII.

magne, avait pénétré dans la législation civile et séculière.

Mais c'est surtout le prêt à intérêt pratiqué par les Juifs à une époque où il avait été aboli par la loi civile qui souleva contre eux les populations aux dépens desquelles ils s'enrichissaient. Ce fut là l'objet d'un grand nombre d'ordonnances royales qui intervinrent, les unes pour les obliger à faire remise de tout ou partie de leurs dettes au débiteur, les autres pour limiter le taux de l'intérêt dans les prêts à intérêts que, par une faveur exceptionnelle, ils étaient seuls autorisés à réaliser. L'abus de l'usure fut la cause principale de l'édit d'expulsion de 1394.

Ces raisons suffisent à expliquer la condition souvent précaire des Juifs dans l'ancienne France. M. Bernard Lazare, suivi d'ailleurs par la plupart des auteurs israélites, en trouve une autre cause à laquelle nous nous refusons de souscrire : si le peuple juif est persécuté depuis des millénaires, c'est qu'il se considère comme le peuple élu, c'est-à-dire jouissant de droits exceptionnels, et qu'en même temps il revendique l'assimilation complète avec les chrétiens.

Or, comment peut-il à la fois avoir une situation privilégiée, par conséquent supérieure à celle des chrétiens, et désirer une assimilation totale avec ces derniers, devenir, en conséquence, bénéficiaire du droit commun?

Nous nous proposons d'étudier la situation des Juifs depuis leur arrivée en Gaule jusqu'à leur émancipation par l'Assemblée Constituante. Nous diviserons cette longue période en trois parties :

Nous les montrerons d'abord à l'époque barbare sous le système de la personnalité des lois, puis au sein du régime féodal, durant tout le Moyen Âge, assimilés à des étrangers et traités comme des serfs. Dans une seconde partie, nous examinerons leur situation en France après l'édit d'expulsion du 17 sep-

tembre 1394, Nous distinguerons les Juifs en général expulsés du territoire français, et les diverses communautés juives autorisées exceptionnellement à séjourner dans le royaume.

Nous étudierons ensuite les réformes de Louis XVI, qui améliorèrent leur condition en France et servirent de prélude à leur émancipation.

Enfin, notre dernière partie sera consacrée à l'œuvre de l'Assemblée Constituante qui aboutit au décret du 28 septembre 1791, promulgué par la Révolution dans un de ces moments d'altruisme dont elle était coutumière, et qui proclama l'émancipation totale de tous les Juifs de France.

PREMIERE PARTIE

**SITUATION DES JUIFS EN FRANCE
DEPUIS LES ORIGINES
JUSQU'A L'EDIT D'EXPULSION
DE 1394**

CHAPITRE PREMIER

CONDITION DES JUIFS A L'EPOQUE GALLO-ROMAINE

A quelle époque les Juifs ont-ils fait leur apparition en Gaule? Il est difficile de le dire, car nous ne possédons aucun document sérieux sur ce sujet. Depuis sa conquête par César et jusqu'à la fin du ^ve siècle, la Gaule n'a été qu'une terre romaine entièrement latinisée, et son histoire se confond avec celle de Rome. Si donc il y a eu des Juifs en Gaule durant cette période, ils y sont venus en tant que citoyens ou protégés romains soumis au statut habituel des pérégrins et bénéficiant de plus, dans leurs rapports entre eux, comme dans leurs rapports avec les autres pérégrins, ou avec les citoyens romains, des institutions romaines du *jus gentium*. Tous les contrats de *jus gentium* leur étaient accessibles : stipulation, *mutuum*, ainsi que les contrats de bonne foi : *commodat*, *dépôt*, *gage*, *fiducie*, *vente*, *louage*, *société*, *mandat*.

Selon une légende qui a longtemps eu cours dans le Midi, des Hébreux seraient venus se fixer à Narbonne au temps du roi David, soit au ^{ix}e siècle avant l'ère chrétienne. Selon une autre légende consignée en un manuscrit araméen d'origine inconnue, après la prise de Jérusalem en 70, l'empereur Vespasien

aurait chargé trois navires de prisonniers juifs. Abandonnés par leurs capitaines, ces navires, entraînés chacun dans une direction différente, auraient fini par aborder, l'un à Arles, le deuxième à Bordeaux, et le troisième à Lyon. Mais en réalité, au 1^{er} siècle après J.-C., on ne note encore sur le territoire gaulois que la présence de quelques Judéens de marque, déportés en Gaule par ordre de l'autorité romaine, et qui sont : l'ethnarque Archélaüs, fils d'Hérode, exilé en l'an 6 à Vienne, et un autre fils d'Hérode : Hérode Antipater, exilé à Lyon en l'an 39 sur l'ordre de l'empereur Caligula. Mais, étant donné que la Gaule était une terre d'exil pour les condamnés politiques romains, il est permis de penser que des Juifs de moindre importance y ont également été transplantés. Marseille, entre autres, posséda des Juifs depuis les temps les plus reculés. En contact permanent avec Alexandrie d'Egypte et avec les principaux ports d'Asie Mineure, elle retint en son sein quelques-uns des nombreux négociants qui venaient lui offrir des produits d'Orient. Vienne, Lyon, Arles, Narbonne, grands centres d'affaires parce que nœuds des seules communications routières alors existantes, ont dû également attirer des Juifs (1).

Cependant, il faut arriver au 4^e siècle pour trouver une mention, et encore est-elle assez vague, de leur présence en Gaule : quand Hilaire, évêque de Poitiers, mourut, il fut loué pour avoir fui leur société (366).

En dépit de la pénurie de documents, il nous est cependant permis de croire que les Juifs étaient beaucoup plus nombreux en Gaule qu'il n'y paraît; ils y sont venus protégés par les lois romaines. Car celles-ci, jusque vers le 5^e siècle, leur accordaient des droits et même des privilèges importants; ils avaient tout

(1) ULRICH: *Histoire des Juifs* (Basel, 1763), I, p. 13.

d'abord la liberté d'exercer leur culte. Celui-ci fut même partiellement reconnu comme culte officiel, et quand le christianisme triomphant eut obtenu des empereurs la suppression des autres cultes, une exception fut faite en faveur du Judaïsme.

Citoyens romains, les Juifs étaient admis à faire leur service militaire, et, à la fin du iv^e siècle, le nombre des soldats juifs était si grand que les Pères de l'Eglise crurent devoir jeter un cri d'alarme. De par la loi, les Juifs ont accès à toutes les fonctions et charges publiques. Il y a des Juifs chevaliers romains, sénateurs, préfets honoraires, défenseurs de la cité, décurions, contrôleurs des impôts, garde-fleuves, fermiers des impôts, etc...

Mais lorsque le christianisme s'affermît, la division se créa entre Juifs et chrétiens; des querelles intestines, des dissensions très vives devenant rapidement une cause de tumulte et de trouble pour l'ordre public, amenèrent les autorités à prendre des mesures énergiques pour les réprimer.

Sous le règne de Constantin se place le Concile d'Elvire, qui interdit aux chrétiens toute communication avec les Juifs de l'Empire. Il interdit en outre aux possesseurs de terres de laisser bénir leurs fruits par les Juifs. Tout fidèle contrevenant à ces deux prohibitions devait être frappé d'excommunication.

Constance, par une loi de 339, interdit aux Juifs d'épouser des femmes chrétiennes, et cela sous peine de mort (2), afin d'éviter que les enfants issus de ces unions ne fussent élevés dans la religion du père. Il défendit également aux Juifs de prendre à leur service des esclaves chrétiens, en 340, et, la même année, prohiba leur entrée dans les charges publiques.

Par contre, Honorius leur fut extrêmement favorable; il leur permit d'avoir des juges propres, compétents dans toutes les matières civiles et criminelles,

(2) *Code Théodosien*, I, XVI, t. VIII, de *Judoeis*, loi 6.

sauf dans les affaires capitales. Il rapporta en outre l'édit de Constance qui leur interdisait d'avoir des esclaves chrétiens.

Sous Honorius, les Juifs furent admis à toutes les carrières, et la plupart des fonctions publiques leur furent ouvertes. Seules certaines hautes dignités, les charges d'agent du fisc et l'entrée dans la milice, leur restaient interdites. Mais ils pouvaient occuper toutes les autres charges publiques et exercer la profession d'avocat (3).

Toutefois, à l'époque de la promulgation du Code Théodosien sous les règnes de Théodose et de Valentinien III, en 438, leur condition se trouva singulièrement aggravée : toutes les dispositions légales furent prises pour favoriser l'essor de la religion chrétienne et protéger les chrétiens devenus très nombreux dans toutes les provinces romaines, contre les atteintes que les Juifs auraient pu être tentés de commettre contre eux ou leur religion. D'abord, la loi 28 du Code Théodosien (4), rendue en 426 par Théodose II et Valentinien III, décide que les Juifs ne pourront plus déshériter leurs enfants convertis au christianisme. Le fils converti ne pourra plus être privé de la quarte falcidie, dit la loi, même quand il se serait rendu coupable du plus grand crime contre les parents non convertis. Cette loi avait pour but d'encourager les conversions au christianisme et de soustraire les convertis aux moyens d'intimidation que les parents juifs non convertis auraient pu employer à leur égard, notamment en les privant de leur légitime. Il leur était par conséquent impossible d'invoquer une des causes d'exhérédation pour dissimuler le véritable motif qui les faisait agir ainsi, c'est-à-dire la conversion de leurs héritiers. Mais le but de la loi était dépassé par son exagération même,

(3) Loi 24 au Code Théodosien I, XVI, VIII.

(4) Loi 16 au Code Théodosien, I, VIII.

puisque les fautes les plus graves contre les parents, même le parricide, ne constituaient pas une juste cause d'exhérédation.

Une autre constitution de Théodose les exclut de toutes les fonctions publiques (nous la retrouverons dans la loi romaine des Wisigoths). Cette décision a pour but de protéger les chrétiens contre l'animosité des Juifs qui abusaient souvent de l'influence et de l'autorité dont ils étaient investis dans les charges qu'ils occupaient, pour opprimer ceux de leurs administrés appartenant à la religion chrétienne. « Il n'était pas juste que ceux qui étaient ennemis des lois romaines en fussent les défenseurs et les garants, ni qu'on les revêtît d'aucune autorité contre des chrétiens, des prêtres et des évêques qu'ils haïssaient (5). »

Cette constitution de Théodose destituait de plus tous les Juifs en fonction à l'époque de sa promulgation; elle leur enlevait même les titres honoraires qui servaient à les distinguer. On alla jusqu'à leur interdire d'être geôliers ou concierges des prisons, de peur qu'ils ne trouvassent là une occasion favorable d'exercer leur haine contre les chrétiens. Valentinien III leur interdit aussi d'exercer la profession d'avocat.

Les autres constitutions de Théodose contenues au code ne présentent plus la même originalité; la plupart sont des décisions prises par les empereurs précédents et que Théodose remet en vigueur, telle l'interdiction faite aux Juifs par Constantin de posséder des esclaves chrétiens.

La législation de Justinien se borne généralement à reproduire les réglementations théodosiennes relativement aux Juifs de tout l'empire romain. La loi 19 du Code *de judæis* et la Nouvelle 45 les privent de

(5) BASNAGE: *op. cit.*, XIII, p. 432.

la jouissance des droits publics. Il leur est même défendu de témoigner en justice contre des chrétiens.

C'est le christianisme qui, devenu religion officielle depuis Constantin, réussit à imposer ses conceptions aux législateurs romains. C'est lui qui, en haine du judaïsme et dans le dessein d'empêcher son développement, s'efforce, par l'imposition d'une série de restrictions légales, d'écarter petit à petit les Juifs de la vie sociale.

C'est pourquoi, lorsque, au v^e siècle, l'empire romain, miné par les luttes intestines, tombe, lorsque les invasions de peuples barbares bouleversent les provinces et la Gaule, tout ce que perd en autorité le pouvoir central, c'est l'Eglise qui le gagne, c'est elle qui impose ses prescriptions restrictives aux Juifs, qui dicte aux premiers barbares victorieux les décisions à prendre envers le peuple d'Israël. Plus tard, les mesures rigoureuses que prendront les princes contre les Juifs seront inspirées par l'inquiétude de l'isolement volontaire dans lequel ils se confinent, par la crainte de voir ainsi se former un Etat dans l'Etat. Mais au cours des époques mérovingienne et carolingienne, ces mêmes mesures sont imposées sous l'influence de l'Eglise toute-puissante, qui voit dans le Judaïsme un rival justement redouté.

Nous allons maintenant aborder l'étude de la réglementation à laquelle furent en conséquence soumis les Juifs de l'époque franque.

CHAPITRE II

LES JUIFS A L'EPOQUE MEROVINGIENNE

A partir du moment où la Gaule fut privée de la protection de Rome, sa tutrice, elle se trouva ravagée par une série d'invasions, et en fin de compte elle fut divisée en trois tronçons : entre les Pyrénées et la Loire, elle eut pour nouveaux maîtres les Wisigoths; au nord de la Somme, les Francs; dans la vallée du Rhône, les Burgondes. En 476, Euric, roi des Wisigoths, s'affranchit le premier de la tutelle romaine et devint roi de Gaule et d'Espagne. Gondebaud, roi des Burgondes, l'imita peu après. Quant au roi des Francs, Clovis, à peine converti au christianisme, vers 500, il se lança à la conquête de la Gaule.

Jusqu'à l'unification du royaume franc sous Childeberrt I^{er}, au vi^e siècle, les communautés juives répandues en Gaule se trouvaient placées sous le régime de la personnalité des lois; ce système est en effet la caractéristique juridique d'une société au sein de laquelle la présence et le mélange de populations, de races, de mœurs différentes, forment un enchevêtrement des plus bizarres.

Au milieu de tous ces éléments disparates, les Juifs se trouvaient en contact avec les Gallo-Romains, indigènes du pays auxquels ils avaient toujours refusé

de s'assimiler, et avec toutes les races barbares jetées sur le pays par l'invasion : Wisigoths, Burgondes, Francs-Ripuaires et Francs-Saliens. D'autre part, ils devaient se heurter à la puissance de l'Eglise chrétienne, seule force survivant au désastre de la chute de Rome.

Grâce à la mosaïque de peuples qui couvraient le territoire français, les Juifs se groupèrent de très bonne heure en communautés autonomes et profitèrent de la situation que leur procurait le système de la personnalité des lois pour se constituer comme un élément distinct dans la société nouvelle. Leurs mœurs, leur religion, le caractère particulariste et fermé de la loi de Moïse, tout tendait à les séparer des autres habitants du territoire. Les Barbares ne s'inquiétaient pas alors de leur isolement, de leur refus de s'assimiler aux vainqueurs, n'en apercevant pas le danger. Ils se montrèrent au contraire tolérants pour eux, et cette époque constitue une période heureuse de l'histoire des Juifs dans notre ancienne France.

Cependant, la personnalité des lois n'eut pas pour effet de doter le peuple juif du bénéfice de la loi mosaïque. M. Glasson nous dit « qu'on refusait aux Juifs le bénéfice de leurs lois propres et que les tribunaux ordinaires ne leur donnaient aucune garantie (1) ». Il ne faut pas s'en étonner, puisque, à l'époque de l'invasion barbare, les Juifs ne constituaient plus une nationalité distincte. Ils étaient devenus des citoyens romains depuis la constitution de Caracalla de 212, qui avait accordé le droit de cité à tous les habitants du monde romain. Ce furent donc les lois romaines rédigées par les Barbares au profit de leurs sujets gallo-romains qui régirent les Juifs dans la France barbare, et non la loi mosaïque; chez les Wi-

(1) GLASSON : *Histoire du droit français et des institutions de la France*, II, p. 609. Paris, 1887.

sigoths, en Aquitainé, leur législation était constituée par les prescriptions de la Lex romana Wisigothorum ou Bréviaire d'Alaric, reproduisant les dispositions du Code Théodosien. Chez les Burgondes, c'étaient les dispositions du Papien ou Lex romana Burgondionum qui constituaient leur loi personnelle.

Mais si l'on veut connaître exactement leur condition pendant cette période, il convient de considérer toutes les autres législations qui gouvernèrent les populations de France sous le régime de la personnalité des lois.

Si l'on parcourt la loi Salique, la loi Ripuaire, la loi Gombette des Burgondes et la loi d'Euric ou loi barbare des Wisigoths, on ne rencontre que peu de dispositions relatives aux Juifs. Les différentes lois barbares s'occupent d'eux seulement au point de vue de la législation pénale et de la répression des crimes et délits; elle les frappe de peines plus sévères que celles du droit commun, et tarife les crimes par eux commis d'un wehrgeld plus fort.

C'est ainsi que la loi Gombette ordonnait qu'on coupât le poing au Juif qui aurait frappé un chrétien laïque, soit avec la main ou le pied, soit avec un bâton, un fouet ou une pierre. Le Juif coupable pouvait se racheter en payant comme wehrgeld une composition pécuniaire de 75 sols et une amende de 12 sols. Si la victime était un prêtre chrétien, la même loi condamnait à mort le Juif coupable et ordonnait la confiscation de ses biens (2).

La loi Ripuaire se montrait encore plus rigoureuse que la loi Gombette. Le Juif accusé de quelque crime se trouvait dans une situation pire que celle des hommes appartenant à une race ou à une classe différente. Il n'était admis à invoquer le bénéfice d'aucun wehrgeld. Par contre, dans l'hypothèse inverse, au cas de

(2) *Codex legum antiquarum*: Lindenbrogg, Francfort, 1619.

meurtre d'un Juif, il était défendu d'informer contre celui qui l'avait tué (3).

Les lois barbares des Wisigoths se montrèrent beaucoup plus rigoureuses à leur égard, sous l'influence de l'Eglise. En effet, une foi ardente pour le christianisme et une ferveur extrême, qui allait jusqu'à l'intolérance, inspiraient les premiers rois wisigoths. Montesquieu n'a pas hésité à qualifier de « lois effroyables (4) » quelques-unes de ces lois cruelles, rendues par les successeurs d'Euric et qui régissaient la province appelée Septimanie, dont le territoire correspondait aux départements actuels des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Hérault et du Gard.

Le texte même du préambule de l'une de ces lois, qui annonce le signal des persécutions les plus vives que les Wisigoths allaient exercer contre les Juifs, s'exprime ainsi : « Plein de confiance dans la force de Dieu, j'attaquerai ses ennemis, je ne laisserai point en repos ses détracteurs, je poursuivrai ses adversaires, j'emploierai toutes mes forces, je mettrai toute ma constance à les dissiper comme la poussière ou à les détruire comme la vase infectée, afin de propager la foi et d'élever un trophée à la gloire de Dieu (5). »

Ces lois ne se bornaient pas à prendre des mesures rendues indispensables par la rivalité religieuse des Juifs et des chrétiens; elles allaient plus loin, portaient atteinte à la liberté du culte israélite et violaient la liberté de conscience des Juifs. Elles interdisaient en effet tous les rites de leur religion, leur défendaient de célébrer la Pâque, de fêter le Sabbat, de circoncire leurs enfants. Ils devaient observer les lois de l'Eglise chrétienne, et n'avaient plus le droit

(3) *Loi des Ripuaires*, titre XLVI.

(4) MONTESQUIEU: *Esprit des Lois*, I, 28, ch. 7.

(5) D. BOUQUET: *Recueil des Institutions de France*, IV, p. 439.

de s'abstenir de manger certaines viandes. On leur ordonnait de répudier la loi de Moïse. La peine de la lapidation ou celle du feu était prononcée par la loi wisigothe contre les Juifs qui, contrairement à ces prescriptions, continuaient à pratiquer leurs croyances (6).



A partir du règne de Childebert, le royaume franc peut être considéré comme unifié, et il occupe à peu de choses près la même superficie que la France de Charlemagne. Le système de la personnalité des lois s'atténua alors partiellement, car le Bréviaire d'Alaric devint le seul code des Romains, et en cette qualité fut applicable aux Juifs de toute la France. Néanmoins, toutes les mesures prises par la législation de Théodose et toutes les dispositions édictées par les nouvelles postérieures passèrent dans la législation du Bréviaire d'Alaric.

A partir de cette époque, l'Eglise intervient directement par ses Conciles, pour légiférer sur d'importantes questions intéressant les Juifs. Nous voyons exister une harmonie étrange entre les dispositions du droit canonique et les capitulaires des rois francs. L'autorité de l'Eglise, de plus en plus forte, s'impose aux rois qui, dans la législation laïque de leurs capitulaires, reproduisent nombre des dispositions des canons des conciles. On peut être surpris de voir les conciles tenus sous la première race s'occuper avec tant de persistance des rapports entre Juifs et chrétiens. Par son intervention, l'Eglise voulait défendre à un double point de vue les intérêts de la chrétienté : elle cherchait d'abord à diminuer le nombre des Juifs par des conversions individuelles; elle voulait ensuite les empêcher de troubler le fonctionne-

(6) LINDENBROGG: *Lex Wisigothorum*, L. 12, II et III.

ment des sociétés soumises à son autorité. Les mœurs israélites étaient en effet en opposition avec les mœurs chrétiennes. La polygamie, le prêt à intérêt, le divorce autorisés par la loi mosaïque étaient interdits par la religion chrétienne. L'Eglise cherchait donc à diminuer autant que possible l'influence des Juifs, à les séparer des chrétiens pour prévenir les rivalités religieuses qui auraient pu s'aviver par suite d'un contact continu entre gens aussi opposés d'esprit et de mœurs. Ces raisons expliquent les décisions des conciles de Vannes (463), d'Agde (506) et d'Epaone (517), qui interdisent aux chrétiens, et principalement aux clercs, de manger à la table des Juifs (7). Le 2^e concile d'Orléans (533), celui de Clermont (535), et le 3^e concile d'Orléans (538), s'élèvent avec véhémence contre les mariages mixtes et menacent d'excommunication les chrétiens qui se refuseraient à rompre une union interdite. Cette prohibition ecclésiastique est des plus importantes et se perpétue jusqu'à la Révolution. Par ailleurs, le Concile de Clermont de 535 reproduit une disposition du Code Théodosien qui interdisait aux Juifs d'exercer la magistrature.

Mais le plus gros effort du clergé porte sur la question de l'esclavage; le synode d'Orléans (511) décide que nul n'aura le droit de ramener à son propriétaire juif un esclave chrétien qui se serait enfui et réfugié, soit dans une église, soit dans une maison chrétienne. Les maîtres juifs devront libérer leurs esclaves chrétiens moyennant un droit de rachat, mais les esclaves convertis au judaïsme devront quitter leurs maîtres juifs sans payer ce rachat. Le concile de Mâcon de 581 interdit aux Juifs de posséder des esclaves chrétiens, mais comme il était à craindre que, pour éviter cette prohibition, les Juifs ne cherchassent à convertir leurs esclaves chrétiens à la religion mosaïque,

(7) LABBÉ: *Concilia* IV, p. 1056, Paris, 1671.

le Concile de Reims de 630 déclare nul et de nul effet l'affranchissement donné par un Juif à son esclave chrétien sous la seule condition qu'il se convertirait à la religion mosaïque (8).

La législation canonique, nous l'avons dit, ne tarda pas à être suivie dans la voie qu'elle avait adoptée à l'égard des Juifs par la législation séculière des princes francs de la première et de la deuxième race, dont les capitulaires, applicables à tout le royaume, vinrent réglementer, eux aussi, leur condition. Ces capitulaires, d'abord peu nombreux dans les premiers siècles, se bornaient à consacrer les principales dispositions prises par les conciles de l'Eglise à l'égard des Juifs. C'est ainsi qu'une ordonnance de Chilpéric (582) interdit aux Juifs d'avoir des esclaves chrétiens, et qu'un capitulaire de Clotaire II confirme la disposition édictée par le Concile de Paris en 614, exigeant la conversion au christianisme des Juifs qui contreviendraient à l'interdiction d'exercer des fonctions publiques.

Mais les Juifs ne se soumettaient pas toujours aux dispositions particulières édictées contre eux par les Conciles de l'Eglise et les édits des rois mérovingiens. C'est ainsi qu'ils contrevenaient fréquemment à la fameuse disposition canonique qui leur avait interdit de posséder des esclaves chrétiens, disposition qui avait été consacrée par Chilpéric dans son ordonnance de 582.

Sous le règne de Dagobert, en 630, un édit royal réitéra cette interdiction dont les Juifs continuèrent à ne tenir aucun compte. Des plaintes nombreuses s'élevèrent à ce sujet. C'est alors que Dagobert prit une mesure radicale qu'il jugea, à tort ou à raison, indispensable pour mettre fin aux dissensions résul-

(8) MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, VIII, p. 834 et suiv. Paris, 1901-1905.

tant de l'antagonisme des Juifs et des chrétiens, dissensions qui auraient pu dégénérer en violences, assez graves pour troubler la paix du royaume. Par un édit de 633, Dagobert ordonna « à tous ceux qui ne professaient pas la loi de Jésus-Christ de vider ses Etats dans un certain temps (9) ».

Les Juifs obéirent et prirent le chemin de l'exil. Mais, après la mort de Dagobert, ils profitèrent des luttes intestines des Francs pour rentrer et s'établir de nouveau dans le royaume. Pendant la minorité de Clotaire III, la reine Bathilde, investie de la régence, fut amenée à s'occuper d'eux indirectement. Entre autres ordonnances édictées, elle abolit la capitation qu'on payait dans le royaume depuis longtemps « parce qu'elle faisait deux effets fâcheux : l'un, que les habitants craignaient le nombre des enfants qui leur attiraient une grosse taxe, et se mariaient plus rarement; l'autre, que ceux qui se mariaient, vendaient leurs enfants afin de s'en défaire. Des Juifs faisaient ce trafic honteux et cruel, car ils achetaient de petits esclaves qu'ils allaient vendre aux barbares. Aussi la reine Bathilde abolit la capitation, racheta les enfants et défendit aux Juifs de se mêler de ce commerce (10). »

Dans la Narbonnaise, Wamba, le roi des Wisigoths, voulut prendre la même mesure contre les Juifs qui se livraient au trafic des petits esclaves. Cette mesure fut le signal d'une sanglante révolte de la part de l'Abbé Raynière, évêque de Maguelonne, et du Comte Paul de Toulouse, qui, prenant les Juifs sous leur protection, s'opposèrent à l'exécution de l'édit. Wamba eut à lutter contre le pays tout entier, qui s'était révolté et avait entraîné dans sa rébellion le comte Paul de Nîmes. Wamba réprima l'insurrection,

(9) DELAMARRE: *Traité de la Poïce*, I, p. 300, Paris, 1722.

(10) BASNAGE: *op. cit.*, XII, p. 428.

le comte Paul fut condamné à mort et l'édit contre les Juifs fut ensuite exécuté (11).

Ce qui nous frappe surtout, à l'époque mérovingienne, c'est la corrélation des mesures prises contre les Juifs par l'autorité religieuse et par le pouvoir royal; les mêmes dispositions étaient reproduites à la fois dans le droit canonique et dans les capitulaires des princes francs. Cette situation s'explique par la grande autorité que l'Eglise chrétienne exerçait alors sur les rois barbares et leurs sujets, à cette époque troublée où elle était restée unique dépositaire de la civilisation romaine et seule grande force qui eût survécu à la catastrophe des invasions.

(11) Voir BÉDARRIDE: *Les Juifs en France, en Italie et en Espagne*, Paris, 1867.

CHAPITRE III

LES JUIFS A L'EPOQUE CAROLINGIENNE

C'est par l'Espagne que les Sarrazins commencèrent leur conquête de l'Europe. De là ils essaimèrent petit à petit dans le royaume des Francs et, profitant de l'état anarchique dans lequel il se trouvait, ils réussirent à avancer jusqu'au centre du pays. Le premier qui parvint à enrayer leur progression fut le Maire du Palais, Charles Martel, et la victoire que ce dernier remporta à Poitiers en 732 marqua le commencement du redressement français. Mais c'est Pépin le Bref, fils du vainqueur de Poitiers, qui recueillit les fruits de la victoire, en recevant en 751 la couronne royale. Il eut le mérite de réaliser l'unité de la nation, et c'est grâce à cette réussite que Charlemagne put étendre le pouvoir royal jusqu'au royaume des Lombards et se voir, en l'an 800, couronner empereur d'Occident par le pape Léon III.

Comment furent traités les Juifs sous la dynastie carolingienne? Avec beaucoup de tolérance et même d'égards. Certains sont fréquemment admis à la Cour et jouissent de toutes les faveurs. Charlemagne est leur grand protecteur. C'est un personnage légendaire dans la chronique juive, laquelle, par contre,

s'est montrée ingrate envers Pépin le Bref, et a, on ne sait pourquoi, attribué au fils des initiatives libérales dont le mérite revient au père. C'est pourtant Pépin le Bref qui, le premier, eut affaire aux Juifs. Les premiers qu'il rencontra sur le chemin de la libération du sol français furent ceux de Narbonne, à qui il permit de posséder des biens immobiliers et d'établir une école rabbinique dans la ville.

Charlemagne comprit rapidement quels services il pouvait attendre des Juifs : en effet, une des conséquences les plus brutales de la domination arabe dans le bassin méditerranéen avait été d'anéantir le commerce maritime de l'Occident, et malgré son étendue le nouvel empire était paralysé par une sorte de blocus qui désorganisait complètement la vie commerciale de la France. La réussite des Juifs était facilitée par leur connaissance des langues (franc, grec, espagnol, arabe, persan et même slave) et les relations qu'ils avaient dans le monde entier. Comme les commerçants chrétiens, ils se groupaient en caravanes importantes et, vu l'insécurité des routes, ils se faisaient accompagner de cavaliers pour se rendre dans les principaux centres de trafic.

D'Europe, ils exportaient des esclaves, des armes, des fourrures et des soies manufacturées. Leurs clients se trouvaient dans le nord de l'Afrique, l'Egypte, l'Arabie, les Indes. A leur retour, qui se faisait par Constantinople, ils rapportaient d'Orient des épices, du baume, des brocarts, des métaux précieux. Grâce aux commerçants juifs et en particulier à un certain Isaac, Charlemagne fut mis en relations avec le calife de Bagdad, Haroun al Rachid, en relations d'affaires tout d'abord, en relations politiques par la suite. Les Juifs servaient ainsi de trait d'union entre les nations barbares d'Occident, dont Charlemagne était l'empereur, et le monde musulman du calife de Bagdad.

Les Juifs furent donc particulièrement heureux sous les princes carolingiens. Leur situation matérielle était excellente en fait, et leur condition juridique fut sensiblement améliorée.

Cependant les princes carolingiens n'abrogèrent pas les capitulaires des rois mérovingiens. Ils maintinrent les mesures prises par leurs prédécesseurs et se bornèrent seulement à les adoucir, tantôt en atténuant la rigueur des édits les plus sévères, tantôt en accordant des privilèges, soit par voie individuelle à certains personnages israélites de marque, gratifiés de la faveur royale, soit par voie collective, à des communautés juives dont le commerce enrichissait l'Etat. Ces privilèges concédés à des individus ou à des collectivités constituaient une exception au droit commun, et plaçaient les Juifs qui en bénéficiaient sous la sauvegarde particulière du monarque, sous son *mundubernium*. C'étaient, pour ainsi dire, des chartes spéciales qui donnaient aux Juifs une garantie sérieuse, en les mettant sous la protection toute puissante du prince. La lettre délivrée par Louis le Débonnaire à la communauté de Banyuls (Septimanie) pour lui accorder sa protection débute par cette déclaration : « Quoique la leçon apostolique nous recommande de faire du bien aux sujets de la foi, elle ne nous interdit pas de faire bénéficier les infidèles de notre bienveillante dévotion. Elle nous exhorte, au contraire, à nous inspirer respectueusement de la miséricorde divine et à ne faire aucune différence entre fidèles et infidèles. »

Nous examinerons successivement la situation juridique des Juifs sous la dynastie carolingienne au point de vue du droit des personnes, des biens, des obligations et de la procédure des actions civiles et criminelles.



Dans le droit des personnes, des capitulaires de l'année 789 renouvellent l'interdiction déjà faite aux Juifs par les canons de l'Eglise et les édits des princes mérovingiens, de détenir des esclaves chrétiens. Le capitulaire CXIX s'exprime ainsi (1) : *Placuit ne judæcis mancipia deserviant vel ad hæreant christiana*. Mais il faut ajouter qu'un certain nombre de rescrits des princes carolingiens dérogeaient à cette règle et accordaient à quelques Juifs le droit d'avoir des esclaves chrétiens ou de prendre à leur service des domestiques chrétiens. Citons, parmi les chartes d'immunité accordées aux Juifs, un rescrit de Louis le Débonnaire accordant la protection de ce prince à deux Juifs de Septimanie : Rabby Domatus et Samuel (2), et concédant entre autres faveurs à ces deux personnages le droit de louer pour leur service des chrétiens, excepté les dimanches et jours de fête.

En ce qui concerne les droits de famille, les Juifs n'avaient guère à subir de restrictions que pour le mariage. Le capitulaire de 789, en effet, dans le but de les mettre sur un pied d'égalité avec les chrétiens, leur défendait aussi de se marier entre parents jusqu'au septième degré canonique. Il ordonnait en outre que les Juifs, comme les chrétiens, ne pourraient se marier qu'après avoir constitué une dot et reçu préalablement la bénédiction du prêtre (3). Mais le défaut d'observation de cette règle n'était pas la nullité du mariage, car jusqu'au Concile de Trente, en 1559, la constitution de dot et la bénédiction nuptiale n'étaient pas regardées comme une des conditions de validité du mariage, le mariage, jusqu'à cette date,

(1) BALUZE: *Capitulaire de 789*, I, p. 943.

(2) BOUQUET: *Recueil des Historiens de France*, VI, p. 649.

(3) BALUZE: *Capitulaire de 789*, I, p. 945 et suiv.

ayant lieu *solo consensu*. C'est en effet le seul consentement des époux qui réalise le mariage. Le capitulaire de 789 se contente de frapper les époux d'une peine purement répressive : « Que si quelque chrétien ou Juif, dit le capitulaire, se marie sans avoir reçu cette bénédiction, il paiera cent sous d'amende au prince ou bien il recevra publiquement cent coups de fouet. »

Soumettre les Juifs à la bénédiction nuptiale était une exigence trop sévère. C'était les mettre dans l'alternative de renier leur foi ou de se livrer à la plus impie des comédies. Aussi pensons-nous qu'il faut plutôt voir dans cette prescription, et surtout dans la sanction qu'elle comportait, une sorte de taxe déguisée perçue sur les Juifs à l'occasion de leur mariage.

Sous le règne des Mérovingiens, les Juifs pouvaient divorcer comme les Romains et les Barbares. Mais l'Eglise, qui regardait le mariage comme une union indissoluble, avait condamné le divorce dans ses Conciles, et les Carolingiens suivirent : en 744, Pépin le Bref, sous l'influence des évêques, l'avait défendu, sauf dans le cas d'adultère de l'un des époux. Charlemagne, dans son capitulaire de 789, l'abolit définitivement et entièrement. Cette mesure était générale et d'ordre public, et s'appliquait aux Juifs comme aux chrétiens.

En ce qui concerne les autres droits de famille, toutes les règles concernant les incapacités civiles, la minorité, la majorité, la démence, l'interdiction des prodiges, la tutelle, l'adoption leur étaient applicables.

*
**

Les Juifs, relativement à leurs biens, furent soumis à d'assez graves restrictions. Ils jouissaient pleinement du droit de propriété mobilière, mais il n'en

était pas de même pour les immeubles. Grâce aux liens qui les unissaient avec l'Orient, ils monopolisaient le commerce extérieur de la France et réalisaient d'énormes bénéfices. Leurs richesses étaient l'objet de la convoitise et de la crainte des monarques. Aussi pour éviter la concentration de la fortune immobilière entre les mains des Juifs, les Carolingiens leur interdirent-ils de posséder des immeubles en France. Cette grave incapacité ne concernait très probablement que les immeubles ruraux et les maisons qu'ils n'habitaient pas ou qui ne leur étaient pas nécessaires pour leur commerce. Seuls, nous l'avons dit, les Juifs de Septimanie échappèrent à cette prohibition, Pépin le Bref leur ayant accordé, sans hésitation, le droit de posséder des immeubles et de les transmettre héréditairement. Charlemagne confirma ce privilège, et Louis le Débonnaire, à son tour, le ratifia dans une charte de 839 dans laquelle il accorde aux Juifs de Septimanie « la faculté de disposer en vertu du droit de propriété, qu'il s'agisse d'une vente, d'une donation ou d'un échange (4) ».

Dans la matière des contrats et des obligations, les Juifs ne subirent que de très rares restrictions. Principalement adonnés au commerce, ils eurent l'usage de tous les contrats; aucune limitation ne fut apportée pour eux à la vente. A cette époque, tout le monde avait besoin d'eux, même le clergé, qui par eux seulement pouvait se procurer l'encens indispensable à la célébration des offices, et les riches étoffes qui servaient aux ornements sacrés.

Une des grosses sources de revenus des Juifs était le prêt à intérêt, auquel ils se livraient avec d'autant plus de succès que Charlemagne, cédant aux instances de l'Eglise, avait consacré dans les capitulaires de 789 les dispositions des canons ecclésiastiques qui in-

(4) Dom VAISSETTE: *Histoire générale du Languedoc*, I, 1014 (Toulouse, 1872).

terdisaient aux chrétiens le prêt à intérêt. Or, cette interdiction était une fâcheuse aberration de notre ancienne législation à une époque où toutes les classes de la société avaient besoin d'argent. C'était donc aux Juifs que tout le monde devait s'adresser, puisqu'ils détenaient la plus grande partie des capitaux de la France. Et les Juifs percevaient pour ce genre d'opérations un intérêt d'autant plus fort que les risques courus se trouvaient plus grands.

*
**

Il nous reste maintenant à exposer les règles organisatrices de la procédure criminelle et civile, relatives aux Juifs.

Le capitulaire de 789 leur refuse le droit de porter une accusation publique. A cette époque, il n'y avait pas de magistrat remplissant les fonctions de Ministère Public. L'action publique répressive pouvait être exercée par *quibus ex populo*. Or, le capitulaire de 789 excluait du droit de porter l'accusation publique les esclaves, les personnes infâmes et les Juifs. Cette exclusion surprend à une époque où les Juifs étaient l'objet d'une réelle considération de la part des princes. Pourquoi les ranger dans la même classe que les condamnés et les hommes notés d'infamie?

La vérité, croyons-nous, est que cette disposition, qui s'adressait plutôt aux Juifs en tant que non-chrétiens, était fondée sur la crainte qu'ils ne fussent entraînés à porter contre les chrétiens des accusations publiques calomnieuses.

Par contre, une exception des plus importantes fut établie à leur profit par Louis le Débonnaire, qui les dispensa de l'obligation de recourir aux Ordalies pour obtenir justice, soit au civil, soit au criminel. Le système des épreuves judiciaires et du jugement de Dieu ne pouvait évidemment convenir aux Juifs.

Aussi le roi défendit-il de les soumettre à aucun jugement, ni aux épreuves de l'eau et du feu (5).

En conséquence, les Juifs eurent des juges particuliers, le plus souvent pris parmi les seigneurs les plus puissants. « En 828, nous rencontrons un comte Ewrad, personnage illustre, qualifié *magister judæorum*, qui avait pour mission de contrôler les palatins chargés de juger les différends dans lesquels étaient engagés des Juifs (6). » Cette charge de maître des Juifs prit dans la suite de grands développements et devint fort importante.

Mais les princes carolingiens allèrent plus loin encore dans cette voie. Dans les privilèges exceptionnels accordés aux Juifs dans les chartes, les monarques furent souvent appelés à prendre des décisions concernant le choix de juges ou d'arbitres. C'est ainsi que Louis le Débonnaire dispose à l'occasion d'une de ces sentences que si un chrétien fait un procès à un Juif, il fera appeler trois chrétiens et trois Juifs et jugera avec eux. Si c'est un Juif qui joue le rôle de demandeur, il devra prendre trois chrétiens et les établir juges (7).

Telles étaient les dispositions législatives qui régissaient la condition des Juifs sous la dynastie carolingienne. Elles leur étaient, dans l'ensemble, assez favorables. Il en alla autrement à partir du traité de Verdun, en 843, qui morcela l'empire entre les trois fils de Louis le Débonnaire. Dans l'époque troublée qui suivit ce partage, les monarques perdirent tout prestige et toute autorité, et le peuple en profita pour infliger aux Juifs, surtout dans certaines villes du Midi de la France, des humiliations et des violences répétées.

(5) BOUQUET: *op. cit.*, VI, p. 649.

(6) BEUGNOT: *op. cit.*, p. 75.

(7) BORETIUS: *Capitularia regum francorum*, I, p. 152, Paris, 1883-1897.

A Béziers, par exemple, on prit la coutume de les chasser à coups de pierres depuis la veille du dimanche des Rameaux jusqu'à la dernière fête de Pâques. Les vexations durèrent jusqu'en 1160.

A Toulouse, ils étaient spécialement molestés lors de certaines fêtes : Vendredi saint, Ascension, Noël. A ces trois fêtes, les chefs des communautés juives étaient giflés publiquement, dans le but de leur rappeler les souffrances du Christ. Cette humiliation fut supprimée au XIII^e siècle et rachetée par une taxe que la communauté devait régulièrement payer au clergé.

Ces faits, dus à des préjugés locaux ou à l'ignorance des temps, s'expliquent par l'affaiblissement du pouvoir suprême et la chute imminente de la dynastie carolingienne. Mais il faut reconnaître que l'ensemble des mesures prises à l'égard des Juifs par les diverses lois de la France barbare ne fut pas d'une rigueur excessive. A cet âge, la fusion des éléments hétérogènes qui cohabitent sur notre sol est loin d'être accomplie. Non seulement le grand empire de Charlemagne n'est qu'une grande juxtaposition de peuples, mais sur la partie de territoire qui sera plus tard la France et sur chacune de ses parcelles, le Gallo-Romain, le Franc, le Goth, le Scandinave, toutes les races et toutes les familles que les invasions ont jetées sur la Gaule, sont mélangées mais non amalgamées. Le travail de fusion est commencé, mais il est plus latent qu'apparent. Pour l'œil qui n'embrasse que la surface, l'impression est celle d'une mosaïque. Le Juif, profondément séparé des autres et rebelle à toute tendance d'assimilation, y jette sa note particulière, exotique, tranchée, qui détonne peut-être, mais ne fait pas tache (8).

(8) GASNOS: *op. cit.*, p. 20

CHAPITRE IV

LES JUIFS AU MOYEN AGE, JUSQU'À L'AVENEMENT DE PHILIPPE LE BEL

Avec la chute des Carolingiens finit l'époque barbare. Depuis l'avènement des Capétiens en 987, jusqu'à leur expulsion par Charles VI en 1394, s'étend toute une nouvelle période de la vie des Juifs en France, l'une des phases les plus importantes et aussi les plus troublées de leur histoire. Le régime de la féodalité a succédé à l'époque barbare; le système de la personnalité des lois a fait place au système de la territorialité des lois. Le royaume est unifié, la fusion s'est opérée entre les diverses races qui peuplaient le territoire franc.

Un seul élément reste rebelle à tout alliage : c'est la race juive, qui se tient volontairement en marge de la nouvelle société, qui reste étrangère à toute assimilation.

Le Moyen Âge reprochera âprement aux Juifs de s'opposer au courant irrésistible de l'évolution qui tend à fondre et transformer les éléments sociaux, d'immobiliser leur race au milieu du mouvement perpétuel des nations et de s'attacher à conserver dans toute sa pureté la législation du Talmud.

Comme le dit fort bien Michelet, la cause de toutes

les infortunes du peuple juif a été sa persistance vraiment unique et prodigieuse à demeurer lui-même. « Rester original, se préserver de l'influence étrangère, repousser les idées des autres, c'est demeurer incomplet et faible. Voilà aussi ce qui a fait tout à la fois la grandeur et la faiblesse du peuple juif. Il n'a eu qu'une idée, l'a donnée aux nations, mais n'a presque rien reçu d'elles; il est toujours resté lui, fort et borné, indestructible et humilié, ennemi du genre humain et son esclave éternel (1). »

Nous étudierons dans ce chapitre la condition des Juifs pendant la première partie du Moyen Age, où le régime féodal s'épanouit dans toute sa floraison, par suite de l'affaiblissement du pouvoir central.

Nous diviserons nos explications en deux sections; dans la première, nous envisagerons leur situation administrative, et dans la deuxième leur condition juridique, à cette époque.

SECTION I

Situation administrative des Juifs à l'époque de la Haute Féodalité

A la fin de la dynastie carolingienne, le roi de France n'exerçait plus ses droits que sur une partie très restreinte du territoire où ne s'était constituée aucune de ces seigneuries supérieures et que l'on appellera, dans la suite, le domaine de la couronne. La plupart de ces grands fiefs relevaient, il est vrai, de la couronne de France; leurs titulaires étaient les vassaux du roi, mais celui-ci n'avait sur eux que l'autorité d'un seigneur sur son vassal.

(1) MICHELET: *Histoire de France*, I, p. 146, Paris, 1869.

Pendant cette période, les Juifs sont traités différemment selon qu'ils sont établis dans le Nord ou dans le Midi.

Les Juifs du Nord sont les serfs des seigneurs sur le domaine duquel ils résident. Le roi n'étant lui-même qu'un seigneur féodal ordinaire, les Juifs du roi ne sont que les serfs du domaine royal.

Au contraire, les Juifs du Midi n'étaient pas considérés comme des serfs et jouissaient d'une situation privilégiée.

Pour bien comprendre cette différence, il faut se représenter l'état de notre pays pendant la première partie de l'époque féodale. L'unité territoriale de la France n'était pas encore réalisée, et notre pays était divisé en deux parties alors nettement distinctes; au Nord étaient situés les pays de langue d'oïl, comprenant le domaine royal et les fiefs septentrionaux; au Sud, les pays de langue d'oc. La France du Midi se dressait en face de la France du Nord. La diversité de langue, de législation, de mœurs, la dissidence même de religion causée par l'hérésie albigeoise, tout tendait à séparer le Languedoc de la France proprement dite.

Et les Juifs du Midi ne présentaient pas une grande incomptabilité de mœurs avec les populations autochtones. C'est ce qui explique, comme l'a fait remarquer M. Saige (2), que, « favorisés par les mœurs du pays, ils aient pu s'élever, pendant la période la plus brillante de la civilisation méridionale, à un état social très supérieur au sort de leurs coreligionnaires dans le reste de la chrétienté ».

Dans les pays du Midi, la langue d'oc différait entièrement de l'idiome des pays du Nord, dont la langue favorite, adoptée à la cour du roi de France, était la langue d'oïl. A un langage différent corres-

(2) SAIGE: *Les Juifs du Languedoc antérieurement au XIV^e siècle*, I, Paris, 1881.

pondait une législation distincte. Le Midi comprenait les pays de droit écrit; le Nord, les pays de coutumes. Le droit romain qui régissait les pays de droit écrit, la proximité de l'Italie, avaient eu pour effet de rendre la féodalité moins rigoureuse et moins oppressive dans le Languedoc que dans le reste de la France. Quand le mouvement des communes eut triomphé, les villes du Midi établies sur le modèle des cités de l'Italie offraient un magnifique exemple de prospérité et se livraient déjà à un commerce lucratif. Les Juifs s'y établissaient, s'adonnaient en toute liberté aux spéculations du négoce et favorisaient ainsi le développement des villes du littoral méditerranéen.

Dans le Midi, les Juifs n'étaient pas considérés comme des serfs. Là, en effet, ne s'appliquait point la maxime de la France du Nord : « Nulle terre sans seigneur »; le franc alleu n'était pas chose rare, et les Juifs qui, dans ce territoire, avaient le droit de posséder des immeubles, souvent possédaient des alleux.

Nous allons étudier successivement la condition des Juifs du Nord et celle des Juifs du Midi.

En parcourant la société féodale, il est aisé de déterminer quelle devait être la situation des Juifs. Au sommet de cette société se placent les seigneurs féodaux; au-dessous, leurs vassaux, ducs, marquis, comtes, vicomtes et barons, liés à leur suzerain par le contrat de fief. Le fief est une tenure à charge de foi et hommage, et le trait caractéristique de la noblesse féodale, c'est d'être une classe à la fois militaire et terrienne. Dans cette société, il n'y a aucune place pour le Juif. Le Juif n'est pas soldat; cantonné dans son commerce, il assiste indifférent aux batailles que

se livrent entre eux des peuples à qui il est étranger. La propriété foncière ne lui appartient pas, parce qu'il méprise l'agriculture et que les ordonnances royales ne l'autorisent pas à posséder des immeubles, dans le Nord tout au moins. Etant en effet un étranger, on ne lui permet pas de prêter le serment de fief qui unit le vassal au suzerain, l'obligeant, en échange de la terre qui lui est concédée, à l'exécution d'un certain nombre de prestations en faveur du seigneur. Ainsi, ne participant pas à la fortune des armes ni à la possession de la terre, le Juif n'avait aucune des qualités requises pour jouer le rôle de feudataire. Il était donc exclu des cadres de la noblesse. D'un autre côté, refusant de se livrer à la culture de la terre, qu'il méprisait, il ne pouvait être censitaire. C'est pourquoi, soumis à l'entière discrétion de son seigneur, le Juif devient son serf. Le servage est la situation commune à tous les faibles et à tous les malheureux de ce temps, à tous ceux qui n'ont pas de terre et qui n'ont pas la force suffisante pour faire respecter leurs droits. Les Juifs, par suite de leur faiblesse, se trouvent placés dans la situation de ces misérables dont parle Taine, qui, dans le désordre et la dévastation universelle, viennent se réfugier sous la garde du seigneur : « La terre est au seigneur féodal; s'il leur en accorde une parcelle, s'il leur donne du travail et des semences, c'est aux conditions qu'il dicte. Ils seront ses serfs, ses mainmortables; quelque part qu'ils aillent, il aura le droit de les ressaisir et ils seront, de père en fils, des domestiques nés, applicables au métier qu'il lui plaira, taillables et corvéables à merci, ne pouvant rien transmettre à leurs enfants (3). »

Les Juifs, selon l'expression employée par Saint

(3) TAINÉ: *Origines de la France contemporaine*, I, p. 12. 2^e édition, Paris, 1869.

Thomas d'Aquin dans sa *Somme Théologique* (4), au xii^e siècle, sont « *servi principum servitute civili* ». Ils sont les serfs des seigneurs sur les domaines de qui ils résident; mais tandis que le serf proprement dit est fixé à la manse servile, que le seigneur ne peut le donner, l'hypothéquer, le vendre, qu'en donnant, hypothéquant ou vendant la terre à laquelle il est attaché, le Juif n'est pas un serf de la glèbe, mais constitue pour le seigneur une propriété distincte du sol. Le Juif, n'étant incorporé à rien, peut être aliéné à titre gratuit ou onéreux par son seigneur, indépendamment de la terre sur laquelle il vit. Le Juif se trouve donc à ce point de vue dans une servitude spéciale, mais à tous autres égards il est placé dans la condition des autres serfs. Comme eux, il est la chose du seigneur, qui peut en disposer à son gré, comme il est taillable et corvéable à merci, et à sa mort le droit de communauté atteint ses biens. Leur situation est particulièrement dure dans le Nord, où la féodalité s'exerce dans toute sa rigueur. Ceux qui se sont fixés sur les domaines du roi jouissent d'une situation un peu moins dure. Ce sont les Juifs du roi, et leur condition est fixée par les ordonnances royales. Mais, à cette époque, les ordonnances royales ne sont pour la plupart que des lois féodales rendues par les premiers Capétiens en tant que simples seigneurs féodaux du domaine de l'Île de France; ce ne sont pas des lois générales obligatoires sur toute l'étendue du royaume, mais de simples mesures administratives applicables au domaine royal seulement. Déjà le roi considère ses Juifs comme une source de profit, comme un instrument destiné à augmenter le trésor du fisc. Dès maintenant, les expulsions des Juifs alternent avec les autorisations de rentrer dans le royaume. Chaque expulsion sera sui-

(4) SAINT THOMAS D'AQUIN: *Summa Theologica*, IIa, IIae, qu. 10, art. 12.

vie de confiscation, chaque autorisation de rentrer en France sera achetée par eux à prix d'or.

La première mesure importante prise à leur égard par les premiers Capétiens est une ordonnance royale d'expulsion rendue par le roi Philippe I^{er}, qui les chasse de ses Etats en l'an 1096 (5). Une grande partie des barons de France, ses vassaux, imitent son exemple; 1096, date fatidique qui revient comme une plaie brûlante dans toutes les chroniques juives du Moyen Age; depuis la destruction du second Temple de Jérusalem par Titus, aucun événement n'avait à ce point bouleversé et horrifié le monde juif. Cette mesure coïncide avec le début des Croisades, et c'est au fanatisme religieux, provoqué par la conquête du Saint-Sépulcre par les Turcs, qu'il faut attribuer cet édit d'expulsion. En effet, pour les Croisés, les Juifs étaient des infidèles tout comme les Turcs; eux aussi avaient quelque chose à se reprocher; ne descendaient-ils pas des bourreaux du Christ? Et les hordes fanatisées par les prédicateurs de la Croisade trouvaient tout naturel, avant de régler leur compte à ceux qui avaient profané le tombeau du Christ, de châtier les descendants des déicides.

Les historiens ont retracé et le zèle religieux et les excès qui marquèrent à la fois le départ de ces premiers Croisés. Victor Duruy, dans son *Histoire de l'Europe et de la France au Moyen Age* (6), nous raconte la première expédition des Croisades.

« Il vint des hommes des plus lointains pays. On les voyait aborder dans les ports de France qui, ne pouvant se faire comprendre, mettaient leurs doigts l'un sur l'autre en signe de croix pour marquer qu'ils voulaient s'associer à la guerre sainte. Femmes, enfants, vieillards, accompagnaient leurs époux, leurs

(5) BEUGNOT: *op. cit.*, p. 83.

(6) VICTOR DURUY: *Histoire de l'Europe et de la France au Moyen Age*, p. 371, Paris, 1890.

pères, leurs fils. Ils prirent par l'Allemagne, égorgeant les Juifs qu'ils rencontraient, pillant partout pour se procurer des vivres et s'habituant à la violence. »

Mais l'expulsion des Juifs par Philippe I^{er} ne devait être qu'une mesure éphémère; les premiers Croisés, dont le passage avait donné lieu à un sanglant massacre de Juifs, n'étaient qu'une avant-garde téméraire que les Turcs n'eurent aucune peine à détruire. La grande armée des Croisés s'organisait sous la direction des plus puissants seigneurs féodaux, ayant à leur tête Godefroy de Bouillon; elle allait triompher des Turcs et fonder le fameux royaume de Jérusalem. Pour mener à bonne fin une pareille entreprise, il fallait beaucoup d'argent. Les Juifs seuls, uniques détenteurs de la fortune mobilière, pouvaient avancer les fonds nécessaires. Aussi le décret d'expulsion de Philippe I^{er} fut-il presque immédiatement rapporté.

Après le règne de Philippe I^{er}, les Juifs continuent à demeurer en France, où leur situation s'améliore de plus en plus. Le mouvement des communes s'affirme. Louis VI le Gros et son ministre Suger le favorisent. Les Juifs profitent de cette émancipation communale qui leur permet d'échapper à l'oppression féodale.

Les passions se calmant, un grand nombre de Juifs, qui s'étaient laissé baptiser de force, revinrent au Judaïsme. Louis VII, qui était monté sur le trône en 1137, se montra très sévère à l'égard de ces « relaps » et édicta, en 1144, une ordonnance des plus rigoureuses contre eux : ils devaient être chassés du royaume, et ceux qui n'obéiraient pas à l'ordre d'expulsion seraient mis à mort ou mutilés (7).

A peine monté sur le trône, Philippe Auguste inaugure envers les Juifs la politique d'alternance si sou-

(7) GLASSON: *Histoire du droit et des institutions de la France*, VII, p. 76, Paris, 1887.

vent observée depuis, consistant à expulser les Juifs pour s'emparer de leurs richesses, puis à les rappeler moyennant le versement d'une somme considérable au fisc pour leur permettre de recommencer à s'enrichir; à les bannir de nouveau et à confisquer leurs biens pour les rappeler encore. Ainsi que le fait remarquer Théodore Reinach (8), « les rois de France ont traité les Juifs comme des éponges qu'ils laissaient gonfler pour mieux les presser à l'heure voulue au profit du Trésor ».

Comme les Juifs étaient à peu près les seuls à pratiquer le commerce et s'enrichissaient aux dépens des populations au moyen de l'usure, la politique royale consista à employer cette mine de richesses et à prélever sur les bénéfices de l'usure les redevances les plus profitables aux intérêts du Trésor.

Or, dès son accession au trône, Philippe Auguste se trouva aux prises avec de graves embarras financiers. Il avait besoin de beaucoup d'argent pour lutter contre les Plantagenets, qui commençaient à afficher leurs exigences, et contre les comtes de Flandre et de Champagne. Aussi, à peine fut-il couronné (février 1181), qu'il ordonna de jeter en prison tous les Juifs fortunés de Paris. Cet ordre fut exécuté un jour de sabbat, pendant l'office. Les prisonniers furent condamnés à verser au roi leur or, leur argent, et leurs étoffes précieuses. Quant à leur mobilier, ils le rachetèrent moyennant une rançon de 15.000 marcs, qui était une grosse somme pour l'époque.

Une fois dépouillés, les Juifs furent remis en liberté; mais, quelques mois plus tard, le jeune roi lança un édit par lequel il libérait les chrétiens de toutes leurs dettes envers eux, à charge pour les dé-

(8) Théodore REINACH: *Histoire des Israélites, depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours*, p. 146, 5^e éd., Paris, 1914.

biteurs d'en verser la cinquième partie au Trésor royal (9).

L'année suivante, Philippe Auguste rendit contre eux son célèbre édit d'expulsion. Dans le délai de trois mois (d'avril à juin 1182), ils devaient quitter le territoire français. Les proscrits avaient le droit d'emporter leurs biens meubles, mais leurs biens de mainmorte (immeubles, champs, vignobles, caves, greniers) furent décrétés propriété royale et confisqués. Les synagogues furent données au clergé pour qu'il les transformât en églises. Les sujets du roi rentraient en possession des héritages qu'ils avaient aliénés aux Juifs et étaient déchargés de toutes les sommes qu'ils leur devaient.

Mais cette mesure n'eut qu'une portée relativement restreinte. L'édit de 1182 n'était qu'une décision administrative d'ordre féodal, destinée à régir le fief royal seulement. Ce n'était pas une ordonnance applicable à toute la France. Aussi l'édit d'expulsion n'eut-il d'effet que dans les limites restreintes du domaine royal.

Les Juifs, bannis des domaines du roi, émigrèrent en masse dans le pays du Maine, dans le Midi, en Aquitaine et en Roussillon.

D'après l'édit de 1182, les Juifs étaient chassés à perpétuité du domaine royal. Mais, seize ans plus tard, Philippe Auguste fut obligé de les rappeler, ayant besoin d'argent pour lutter contre son vassal, Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, et, après la mort de celui-ci, contre son frère Jean Sans Peur. Il fit rentrer les Juifs dans le domaine royal, moyennant le paiement préalable d'une somme d'argent comptant assez élevée qui servit à combler momentanément les vides du Trésor.

Depuis cette époque, il leur accorda sa protection.

(9) ISAMBERT, I, p. 170.

Mieux que cela, il se fit leur associé et s'octroya un pourcentage sur toutes leurs affaires, même sur leurs opérations de prêt. « Il y eut désormais un « produit des Juifs » légalement établi : il consistait dans la taille ou cens annuel auquel ils étaient soumis, dans les amendes judiciaires, et dans les droits de sceau qui frappaient leurs transactions écrites (10). »

Philippe Auguste s'attacha donc à leur donner toutes les garanties désirables pour qu'ils puissent exercer leur commerce en toute sécurité. L'ordonnance royale de 1206, que nous commenterons avec détails dans notre prochaine section relative à la condition juridique des Juifs à cette époque, était un véritable statut destiné à réglementer leurs rapports avec les chrétiens dans la question du prêt à intérêt. De plus, le roi ne craignit pas d'encourir les remontrances de l'Eglise en leur ouvrant l'accès des fonctions publiques. L'on vit sous son règne un Juif élevé à la fonction de bailli, « fonction des plus importantes qui donnait à ceux qui en étaient revêtus la haute main sur toute l'administration de la justice royale (11) ». Le pape Innocent III protesta contre cette mesure, mais le roi n'en tint aucun compte. Aussi le pape, par le Concile de Latran, en 1215, interdit-il tout emploi public aux Juifs; le même concile les astreignit au paiement de la dîme ecclésiastique et au port de la rouelle.

Le successeur de Philippe Auguste, Louis VIII le Lion, ayant à faire face à deux obligations pressantes : chasser les Anglais de la Guyenne et achever d'anéantir les Albigeois, avait besoin du concours de toutes les couches de la société. Pour l'obtenir plus facilement, il chercha à se rendre populaire en prenant des mesures énergiques contre les Juifs. Par

(10) A. LUCHAIRE, dans LAVISSE : *Histoire de France*, III, p. 240, Paris, 1926.

(11) BEUGNOT, *op. cit.* I, 88.

son ordonnance de 1223, il confisquait toutes les créances des Juifs au profit du Trésor royal ou du fisc seigneurial, décidait que ni le roi ni ses barons n'avaient le droit d'accueillir de nouveaux Juifs en leurs domaines (12).

Saint Louis renouvela cette mesure en 1230 et tenta de combattre les abus de l'usure en liquidant partiellement les créances juives. Mais il respecta la liberté religieuse des enfants d'Israël, défendant de vendre les synagogues ainsi que les biens sans lesquels ils ne pouvaient pratiquer leur religion. Si, en 1254, il ordonna la destruction du Talmud, c'est dans le seul but de supprimer ce qu'il regardait comme l'obstacle principal à la fusion des Juifs avec les sujets chrétiens de son royaume. Il voulait assimiler les Juifs aux chrétiens et supprimer ainsi cet élément hétérogène dont la dissidence s'accusait de plus en plus dans l'Etat et devenait un danger pour l'unité nationale.

Mais les Juifs demeuraient réfractaires à toute tentative d'assimilation et tendaient, au contraire, à former un véritable Etat dans l'Etat. Ce caractère s'accrut pendant les dernières années du règne de saint Louis et sous Philippe III le Hardi, son successeur. Aussi l'hostilité du peuple et du roi contre les Juifs se donne-t-elle libre cours, se traduisant par des mesures exceptionnellement rigoureuses, qui les traitent en étrangers méprisés et haïs. Les Juifs sont obligés de porter la rouelle, sans aucune exception; ils ne peuvent utiliser de nourrices chrétiennes, ni acheter de la viande aux chrétiens; interdiction est faite aux chrétiens, sous peine d'excommunication, de confier à des médecins juifs le soin de leur santé. Si un Juif a des relations sexuelles avec une femme chrétienne, il est condamné à une amende de 10 marcs

(12) ISAMBERT, I, p. 222, *ordonnances du Louvre*: p. 44.

d'argent, et la femme bannie à perpétuité de la ville après avoir préalablement reçu le fouet en public. Enfin, on les relègue dans des quartiers spéciaux appelés *juiveries*.

Ces juiveries jouissaient, non seulement d'une liberté religieuse complète, mais aussi d'une véritable petite autonomie administrative. Elles avaient leurs magistrats particuliers, leurs règlements intérieurs, ainsi que des fonctionnaires élus par elles et chargés, soit de répartir l'impôt royal entre les membres de la communauté, soit d'établir et de percevoir les taxes du budget particulier à la communauté (13).

Ainsi les Juifs formaient un corps étranger dans la société du Moyen Age, et le peuple le comprenait très bien; par cet isolement même, ils ne cessaient de s'attirer la haine des populations avec lesquelles ils vivaient en refusant de s'intégrer à elles. Cette particularité amena peu à peu un changement dans la condition des Juifs. Déjà, sous saint Louis, s'accrut la tendance que nous avons vue naître sous Philippe Auguste, et qui consiste à ramener autant que possible les Juifs sous sa protection et son autorité, et à les assimiler de plus en plus à des aubains. La monarchie n'est pas assez puissante pour briser complètement le pouvoir des seigneurs féodaux et enlever les Juifs à leur domination seigneuriale, mais le mouvement se dessine qui tend à placer sous l'autorité directe du roi les Juifs du royaume.

Donc, jusqu'au règne de Philippe le Bel, on distingue les Juifs du domaine royal, qui dépendent du roi, et ceux des domaines seigneuriaux, soumis à la domination des barons.

(13) COCHARD: *Les Juiveries au Moyen Age*, Paris, 1896.



A côté des Juifs du Nord, il existait sous la haute féodalité, dans les régions méridionales de la France, toute une catégorie particulière de Juifs dont la condition était vraiment heureuse et qui jouissaient de prérogatives importantes. C'est en effet dans le Midi que la fameuse hérésie des Albigeois s'était formée, menaçant l'Eglise d'un nouveau schisme. Les hérétiques albigeois ne pouvaient pas considérer avec défaveur les Juifs, dont l'hostilité contre le christianisme était séculaire. Saïge, dans son étude sur les *Juifs du Languedoc* (14), appelle l'attention sur « la protection éclatante que les seigneurs les plus compromis dans l'hérésie, les vicomtes de Béziers, avaient accordée aux Juifs et sur les fonctions administratives les plus élevées qu'ils n'hésitaient pas à leur confier, malgré les prohibitions des conciles de l'Eglise ».

Dans les Comtés de Toulouse, de Carcassonne et de Béziers, les Juifs étaient fréquemment admis à la prêtre de baile, qui donnait à l'officier investi de cette charge, l'administration des terres dépendant directement des seigneurs, le droit à la perception des revenus et la juridiction d'un très grand nombre d'affaires.

Un des privilèges les plus remarquables des Juifs du Midi consistait dans la fixité immuable des redevances dont ils étaient tenus (15).

Cependant, malgré leur situation privilégiée, malgré les honneurs et les faveurs dont les comblaient les seigneurs du Languedoc, les Juifs subissaient parfois dans le Midi, comme dans le reste de la chrétienté, des vexations et des humiliations. Lors de la Croisade qui fut faite au milieu du ix^e siècle, contre

(14) SAIGE: *Les Juifs du Languedoc*, p. 19.

(15) DOM VAISSETTE: *Histoire du Languedoc*, II, p. 214.

les Maures d'Espagne, par exemple, les Juifs furent les victimes de sanglants massacres, et le pape Alexandre II fut obligé d'intervenir pour les protéger contre la fureur des Croisés. Mais ces vexations sont des faits exceptionnels.

La Croisade des Albigeois fut le premier coup sérieux porté à leur prospérité. La France tout entière s'était levée, sous le commandement de Simon de Montfort, pour combattre les hérétiques, et les seigneurs du Nord, ayant triomphé de Raymond VI, se partagèrent le territoire du Languedoc. Lorsque le mariage d'Alphonse de Poitiers, frère de saint Louis, avec la fille de Raymond VII, dernier Comte de Toulouse, eut fait tomber le Comté de Toulouse sous la dépendance directe du roi de France, la situation des Juifs fut profondément modifiée dans la plus grande partie du Midi. Placés sous l'autorité directe de saint Louis et de son frère, une grande partie d'entre eux deviennent Juifs du roi et perdent par conséquent les privilèges dont ils avaient joui jusque-là.

Mais un nombre encore important de seigneurs du Midi étaient restés indépendants et avaient échappé à l'annexion au domaine royal. Les Juifs qui vivaient sur ces terres continuèrent à jouir de leurs privilèges jusqu'à l'édit d'expulsion de Philippe le Bel, en 1306.

A Marseille, conformément aux statuts municipaux arrêtés en 1236 entre l'évêque et les bourgeois, tous les habitants de la ville jouissaient des mêmes franchises sans distinction, qu'ils fussent chrétiens, juifs ou sarrasins. Mais, en 1262, les Marseillais ayant abandonné les Juifs au Comte de Provence, celui-ci exerça sur eux sa domination et put leur imposer toutes les taxes qu'il lui plaisait (16).

(16) BEDARRIDE: *op. cit.* p. 229.

A Arles, les Juifs, qui étaient très nombreux, dépendaient de l'archevêque de cette ville, et ils jouissaient de la faveur d'élire leurs chefs et de faire juger leurs différends par des Juifs qu'ils choisissaient (17).

La Royauté, qui voulait imposer son autorité sur toute la France, s'efforçait de soumettre à son pouvoir tous les Juifs de notre pays, et surtout ceux du Midi, car les Juifs constituaient une ressource précieuse pour le Trésor royal. De là toute une théorie juridique établie par les légistes pour déterminer les conditions d'état qui caractérisaient les Juifs du roi, et l'on s'attachait à cet effet à la double considération du *jus soli* et du *jus sanguinis*.

En vertu du *jus soli*, tout Juif domicilié sur une terre du domaine royal était Juif du roi, ainsi que celui qui y avait résidé un an et un jour avec l'intention d'y fixer son principal établissement.

En vertu du *jus sanguinis*, tout Juif né dans une seigneurie indépendante d'un père Juif du roi par son origine, était lui-même réputé Juif du roi. De plus, la Royauté alla jusqu'à émettre la prétention de poursuivre et de revendiquer en tous lieux le Juif d'origine seigneuriale qui avait acquis à un moment donné la qualité de Juif du roi par une résidence prolongée sur les terres du domaine royal.

Néanmoins, et grâce à la thèse soutenue par les légistes, la qualité de Juif du roi, une fois acquise par le *jus soli* ou par le *jus sanguinis*, ne pouvait jamais plus être perdue.

L'autorité royale pénétrait ainsi peu à peu dans le Midi et venait atteindre les Juifs jouissant encore d'une situation privilégiée.

Les rois de France levaient déjà la taille sur les

(17) *Id.*, p. 230.

Juifs du Midi; c'était là un acheminement vers la suppression de leurs privilèges.

Enfin l'expulsion des Juifs par Philippe le Bel, en 1306, comprend tous les Juifs du royaume, ceux du Midi et ceux du Nord. Cette mesure rigoureuse met fin définitivement à cette dualité de condition, et fond en une seule et même classe les Juifs du Nord et ceux du Midi.

Lorsqu'ils seront rappelés, l'unité de leur condition sera faite, et ils seront tous soumis à l'autorité royale sous le nom de Juifs du roi.

SECTION II

Situation juridique des Juifs à l'époque de la Haute Féodalité

Nous avons dit que, pendant la première partie du Moyen Age, les Juifs étaient, au point de vue juridique, des serfs. En cette qualité, ils étaient taillables et corvéables à merci, et soumis à la plupart des redevances dues par les serfs à leurs seigneurs. Mais en fait leur situation différait de beaucoup de celle des serfs de la glèbe, car on les considérait comme une propriété distincte du sol, que l'on pouvait vendre, échanger ou hypothéquer sans avoir pour cela besoin d'effectuer la même opération sur le fond auquel ils étaient attachés.

Un grand nombre d'actes de cette époque, jusqu'à l'édit d'expulsion de 1306, nous montrent les princes et les seigneurs réalisant des cessions de Juifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux. En 1296, Philippe le Bel donne au comte Charles de Valois, son frère, tous ses Juifs de Pontoise, et achète 300 livres au chevalier Pierre de Chambly, un Juif nommé Sa-

muel. En 1299, Charles de Valois vend au roi Philippe le Bel, Samuel Vial, Juif de Rouen, et tous les Juifs de son comté de Valois (18).

Les Juifs, quoique serfs en droit, jouissaient d'une capacité juridique spéciale.

En ce qui concerne le droit de personnes, il semble qu'aucune restriction ne soit venue les atteindre et qu'ils se soient trouvés dans la même situation que les chrétiens.

Leur mariage avait lieu *solo consensu*, conformément au droit commun adopté par la législation canonique antérieure au Concile de Trente. Leur mariage, bien entendu, n'avait que la valeur d'un contrat civil, et non le caractère d'un sacrement. Les Juifs n'étaient pas soumis aux restrictions du formariage et pouvaient épouser des Juives établies sur le territoire d'un autre seigneur. Seuls étaient frappés de nullité les mariages entre Juifs et chrétiens.

Quant au divorce, supprimé par Charlemagne, cette interdiction, étant d'ordre public, s'appliquait aux Juifs comme aux chrétiens. Il en était ainsi, *a fortiori*, de la polygamie.

La législation relative à la propriété de leurs biens comportait des restrictions beaucoup plus graves. Aucune limitation ne restreignait leur droit de propriété sur les meubles. Il n'en était pas de même relativement à la propriété immobilière. Les Juifs du Nord, durant toute la première partie du Moyen Age, furent incapables de posséder des immeubles ruraux ou urbains, et cependant, lorsqu'ils furent expulsés en 1182, la moitié de Paris leur appartenait (19), s'il faut en croire le célèbre chroniqueur Rigord. Il faut entendre cette expression en ce sens qu'ils étaient créanciers de la moitié des Parisiens ou encore que

(18) DELAMARRE: *Traité de la police*, I, p. 303.

(19) RIGORD: *De gestis Philippi Augusti XVIII*, p. 38. Paris, 1612.

la moitié des immeubles de la capitale leur étaient engagés ou hypothéqués.

En effet, dans le Nord, les Juifs, comme garantie de leurs créances, pouvaient prendre des hypothèques sur les immeubles sans toutefois pouvoir en acquérir la propriété. Les Juifs du Midi, au contraire, étaient propriétaires d'immeubles. Ils possédaient dans la campagne des francs-alleux dont ils pouvaient, en réservant pour eux le domaine éminent, bailler à fief le domaine utile, à un tenancier (20). En ce qui concerne les maisons des villes, les Juifs du Midi ne les détenaient généralement qu'à titre précaire; toutefois, en 1218, le vicomte Aimery de Narbonne avait concédé à tous les Juifs la propriété du quartier des Grandes-Juiveries et des Vieilles Ecoles (21).

Une autre différence séparait encore les Juifs du Nord et ceux du Midi. Dans le Nord, le seigneur exerçait sur les biens meubles des Juifs (puisque ceux-ci ne possédaient pas d'immeubles) le droit de mainmorte. Ce droit n'existait pas dans le Midi où les Juifs pouvaient transmettre à leur mort leurs biens à leur famille ou à la communauté.

Mais la partie la plus importante de la législation civile des Juifs au Moyen Age est relative à la matière des obligations. Les Juifs jouissaient d'un privilège considérable : les ordonnances royales consacrant les dispositions des canons conciliaires, interdisaient aux chrétiens le prêt à intérêt. Mais les rois de France autorisaient les Juifs à s'y livrer, et ceux-ci ne s'en faisaient pas faute à une époque où le besoin d'argent se faisait sentir dans toutes les classes de la société : les seigneurs pour s'armer et prendre part aux croisades; le roi de France pour

(20) CAZENEUVE: *Du franc-alleu*, p. 279.

(21) GASNOS: *op. cit.*, p. 130.

guerroyer contre les seigneurs féodaux et assurer l'unité du royaume; les roturiers et censitaires pour mettre leurs terres en culture; les commerçants pour développer leurs entreprises, et les corporations pour alimenter l'industrie de leurs métiers.

La loi de Moïse interdisait le prêt à intérêt entre deux Juifs, mais le permettait à l'égard des étrangers. « Vous ne tirerez point d'intérêt de vos frères, mais vous prêterez à usure aux peuples étrangers (22). »

Aussi les Juifs abusaient-ils de cette licence et percevaient-ils des intérêts à un taux usuraire. Les rois de France, obligés de protéger leurs sujets contre les excès de l'usure et de tenir compte en même temps de la nécessité du prêt à intérêt, furent amenés, durant tout le Moyen Age, à prendre dans leurs ordonnances royales des dispositions contradictoires.

Une des plus anciennes décisions concernant la constitution de gage est une mesure de Louis VII qui, en 1174, défend aux Juifs de Château-Landon de prendre en gage un cheval ou quelque'autre animal en dehors de la présence de témoins (23).

Au début du règne de Philippe Auguste, lors de l'expulsion de 1182, les Juifs avaient en antichrèse et en hypothèques de nombreux immeubles. Le roi, nous l'avons vu, fit remise à ses sujets des sommes qu'ils devaient aux Juifs, déduction faite d'un cinquième qui devait être versé au Trésor royal.

Les Juifs ayant été rappelés quelques années plus tard, Philippe Auguste rendit l'ordonnance de 1206 qui réglait leurs rapports commerciaux avec les chrétiens (24).

L'article premier décidait qu'ils ne pourraient pré-

(22) *Exode*, XXII, 25.

(23) MARTEUNE: *Thesaurus Novus*, I, col. 575.

(24) *Ordonnances du Louvre*, I, p. 44.

lever un intérêt excédant le taux de deux deniers la livre par semaine.

L'article 2, que nul Juif ne pouvait obliger son débiteur à compter avant l'année.

L'article 5, tout en leur permettant de prendre des choses mobilières en gage, leur défendait de prêter sur les vases et ornements sacrés; le nantissement et l'hypothèque leur étaient également permis, mais ils ne pouvaient s'exercer sur les terres des églises placées sur le domaine royal ou le domaine des seigneurs sans consentement préalable du roi ou du baron dans la seigneurie duquel ces terres se trouvaient situées.

Mais comme les Juifs ne respectèrent aucune de ces dispositions en dépassant le taux maximum fixé par le roi et en pratiquant l'anatocisme, Philippe Auguste rendit l'ordonnance de 1218 (25), qui décidait qu'à l'avenir aucun prêt ne serait productif d'intérêts pendant plus d'une année; elle leur défendait en outre de prêter à ceux qui n'avaient pas de propriété mobilière ou immobilière, aux moines et aux chanoines, sans le consentement de l'abbé ou du chapitre, donné par lettre patente.

Mais des contestations incessantes se multipliant entre Juifs et chrétiens, Louis VII, pour y mettre fin, rendit sa fameuse ordonnance de 1223 (26), qui proscrivait le prêt à intérêt. Désormais, les obligations souscrites au profit des Juifs cesseraient de produire intérêt; toutes les sommes à eux dues devraient être confisquées au profit du Trésor royal ou de leurs seigneurs, dans le délai de trois ans. Les dettes des chrétiens remontant au-delà de cinq ans seraient déclarées nulles.

Les dispositions de cette ordonnance, qui dépouillaient les Juifs au profit du roi ou des seigneurs, sem-

(25) *Id.*, I, p. 35.

(26) *Ordonnances du Louvre*, I, p. 49.

blent excessives. Mais il ne faut pas oublier qu'en agissant ainsi, rois et seigneurs usaient de leurs droits féodaux sur les Juifs, qui étaient considérés comme leurs serfs.

Saint Louis, pendant tout son règne, ne cessa de combattre l'usure. L'ordonnance de 1230 (27), rendue pendant sa minorité par Blanche de Castille, défend aux Juifs de prêter à intérêt, si ce n'est à titre d'indemnité pour la conservation de leur créance. Les Juifs doivent présenter leurs obligations à leurs seigneurs et les faire viser par eux à peine de nullité; enfin les chrétiens sont obligés de payer leur dette en trois ans.

Mais les Juifs ne tinrent aucun compte de cette ordonnance et continuèrent à pratiquer leur commerce lucratif. Aussi Saint Louis rendit-il, en 1234 (28), une nouvelle ordonnance.

Dérogeant au principe de la non-rétroactivité des lois, cette nouvelle décision visait des actes conclus dans le passé en même temps qu'elle statuait pour l'avenir : elle ordonnait qu'il serait fait remise aux chrétiens du tiers des sommes dues par eux aux Juifs, et que ce tiers serait remboursé à ceux qui auraient déjà acquitté la totalité de leurs dettes. Les Juifs ne pouvaient user de la contrainte par corps ni faire vendre les immeubles de leurs débiteurs pour recouvrer leurs créances. Enfin, ils ne pouvaient recevoir un gage que devant deux témoins dignes de foi, sous peine de voir leurs meubles confisqués.

Saint Louis dut prendre de nouvelles mesures vingt ans plus tard, les Juifs continuant à pratiquer l'usure malgré les réglementations en usage : l'ordonnance de 1254 (29) qui prescrivait la destruction du Talmud, commandait aux Juifs de vivre du labeur de leurs

(27) *Id.*, I, p. 53.

(28) *Id.*, p. 54.

(29) *Ordonnances du Louvre*, I, p. 85.

maines ou « des autres besoignes sans usures ». Dans une nouvelle ordonnance de 1257 (30), Saint Louis déclare que les usures extorquées par les Juifs, seront restituées à ceux qui les auront payées ou à leurs héritiers; pour assurer cette restitution, les immeubles leur appartenant pourront être vendus.

« Saint Louis déclare dans cette loi qu'il l'a rendue pour soulager sa conscience et pourvoir à son salut (31). »

Ce pieux monarque agissait, sans aucun doute, dans la ferme intention de remplir son devoir de roi à l'égard de ses sujets dont il voulait le bonheur et la prospérité.

*
**

Telle fut la situation juridique des Juifs pendant la période de la Haute Féodalité. Considérés comme des serfs à certains points de vue, ils échappaient à cette condition en ce qui concerne surtout les obligations qui leur étaient prescrites. Mais il faut observer que, malgré la haine dont ils étaient l'objet, les populations avaient toujours recours à leurs offices et si elles approuvaient les mesures que le roi prenait pour combattre l'usure, elles étaient les premières à y déroger, tant à cette époque se faisait sentir le besoin d'argent dans toutes les classes de la société.

(30) *Id.*, I, p. 85.

(31) BEUGNOT, *op. cit.*, p. 95.

CHAPITRE V

LA CONDITION DES JUIFS SOUS LA BASSE FEODALITE JUSQU'A L'EXPULSION DE 1394

Nous étudierons la situation des Juifs sous la basse féodalité, à partir de la fin du ^{xiii}^e siècle, lorsque Philippe le Bel et ses successeurs engagèrent avec succès, au nom de la royauté, la lutte contre la féodalité, lorsque le pouvoir royal s'affermissant de plus en plus commença à dominer les seigneurs féodaux. Nous allons voir quelles répercussions la restauration du pouvoir royal eut sur la condition des Juifs et le traitement qui leur fut réservé à cette époque.

Durant cette période, la question des droits civils et spécialement du prêt à intérêt, est essentiellement liée aux mesures administratives prises contre les Juifs. Aussi, éviterons-nous de scinder ce chapitre en deux sections, contrairement à la disposition de notre précédent chapitre, afin de mieux montrer dans son développement d'ensemble, les mesures successives, dans l'ordre politique comme dans l'ordre civil, qui ont constitué un acheminement vers l'édit général d'expulsion de Charles VI, en 1394.



A partir du règne de Philippe le Bel, la royauté reconquiert son autorité. Les seigneurs, dépouillés d'une grande partie de leurs prérogatives, n'exercent plus que faiblement leurs droits féodaux sur les Juifs qui, placés sous la protection du roi, ne sont plus considérés comme les serfs des seigneurs mais regardés comme des étrangers. Les légistes, en effet, déclarent qu'il ne faut plus regarder les Juifs comme des serfs, mais considérer comme étrangère la classe de ces gens qui s'isolent volontairement et se singularisent si profondément de la grande masse des Français par leurs mœurs, leur religion, leur coutume et même leur langue. Les Juifs sont dès lors assimilés à des étrangers; ce sont des aubains et en cette qualité le pouvoir royal les revendique sur toute l'étendue du territoire français comme Juifs du roi. Toutes les mesures émanant de la volonté du roi et traduites dans les ordonnances contre les Juifs constitueront des lois applicables non plus seulement au domaine royal mais à toute la France. La distinction entre Juifs du Nord et Juifs du Midi n'existe plus. En même temps, la royauté s'efforce de restaurer l'unité de la souveraineté en reprenant l'exercice des droits régaliens à tous ceux qui avaient usurpé une parcelle du pouvoir souverain, et elle n'hésite pas à enlever à l'Eglise les droits que le clergé s'était jusque-là attribués sur les Juifs en matière de juridiction et de pénalité.

Philippe le Bel, dès les premières années de son règne, manifeste très nettement son intention de soumettre à la seule autorité royale, tous les Juifs de France. Et il inaugura sa nouvelle politique par l'ordonnance de 1288 (1), qui décide qu'aucun Juif ne pourra être emprisonné sur la réquisition d'un reli-

(1) *Ordonnances du Louvre*, I, p. 317.

gieux sans que le bailli ou le sénéchal dans le territoire duquel le Juif était fixé, n'ait été préalablement averti. Un arrêt du Parlement de la même année consacre cette ordonnance et interdit aux officialités ecclésiastiques de s'attribuer la connaissance des délits commis par les Juifs (2).

L'ordonnance royale de 1303 dans son article 14 dispose que dans la sénéchaussée de Toulouse et d'Albi, toutes les actions personnelles, réelles, civiles, ou criminelles intentées contre les Juifs seraient de la compétence des juges ordinaires de leur domicile et que les actions intentées par les Juifs contre les chrétiens seraient jugées au domicile de ces derniers, la loi applicable aux plaideurs devant être le droit romain des pays de droit écrit.

Les Juifs ainsi placés sous l'autorité directe de Philippe le Bel, eurent beaucoup à souffrir. Le roi était pressé par de gros besoins d'argent et les différents expédients auxquels il avait commencé par avoir recours (fonte de la vaisselle d'argent et d'or, etc...), s'avérèrent insuffisants. Quand il se vit acculé à la faillite, il se retourna comme son aïeul, Philippe Auguste, vers les Juifs, ne voyant en eux qu'une ressource productive pour le Trésor : « Il vendit aux Juifs, à bureaux ouverts, sa protection, leur fit du bien et du mal, les chassa et les rappela, tout cela selon son intérêt (3). »

Après leur avoir vendu à prix d'or quelques faveurs, il finit par se déclarer leur ennemi. L'intérêt fiscal primant tout dans sa pensée, il n'hésita pas à les frapper rigoureusement et à les dépouiller de leurs richesses pour combler les vides du Trésor : c'est ainsi qu'il exigea, avec une rigueur toute particulière le port de la rouelle, en spécifiant que les insignes devaient, obligatoirement, être achetés chez

(2) *Ordonnances du Louvre*, I, p. 346.

(3) BEUGNOT: *op. cit.* p. 102.

les fonctionnaires royaux. Les contrevenants étaient astreints à des amendes très élevées. Le roi ne manquait pas une occasion de réclamer à ses barons le produit de la taille des Juifs et les assujettis récalcitrants étaient impitoyablement incarcérés dans la prison du Châtelet.

Il usa de tous les moyens pour les contraindre à se renseigner sur le montant exact de leurs créances sur les chrétiens. En 1295, il fit conduire et jeter en prison, à Paris, les Juifs de Beaucaire, dans l'espoir qu'ils lui livreraient leur comptabilité personnelle.

Cette première mesure de spoliation n'était que le prélude de l'expulsion de 1306 et de la confiscation de toutes les richesses des Juifs.

Le roi prêtait également une oreille complaisante aux accusations de meurtre rituel qui circulaient sur le compte des Juifs, ces accusations donnant lieu parfois à des procès dans lesquels les familles juives les plus riches de la communauté étaient condamnées à monter sur le bûcher, tous leurs biens confisqués au profit du Trésor.

Malgré ces mesures, Philippe le Bel ne parvenait pas à satisfaire son insatiable besoin d'argent, la lutte contre la Papauté et les guerres de Flandres épuisant continuellement les coffres royaux. Aussi le roi n'hésita-t-il pas à recourir aux pires expédients : il écrasa son peuple sous le poids des impôts; il altéra le titre des monnaies; pour mettre la main sur les richesses des Templiers qu'il convoitait, il détruisit l'ordre tout entier, et condamna au bûcher le Grand-Maître de l'Ordre du Temple : Jacques Molay. Il entra en lutte avec le Pape Bonifacé VIII pour s'assurer le droit de lever les impôts sur les biens de tout le clergé de France. Ce roi, qui savait triompher de tous les obstacles qui l'entouraient, qui avait brisé successivement l'autorité des seigneurs, la puissance des Templiers et le pouvoir d'un pape, ne pouvait avoir

aucun ménagement à l'égard des Juifs. En s'emparant de leurs richesses, Philippe le Bel trouvait un moyen excellent de combler les vides du Trésor et en même temps de s'assurer la reconnaissance de son peuple, heureux de cette mesure qui dépouillait ses ennemis de leur fortune et lui permettait en même temps d'échapper à une nouvelle aggravation de la taille.

Telles sont les raisons qui conduisirent le roi à promulguer l'ordonnance de 1306, par laquelle les Juifs devaient être expulsés du royaume et leurs richesses confisquées. Leurs créances étaient également confisquées et leurs débiteurs devaient s'acquitter en payant au Trésor royal le principal de leurs dettes. Quant aux intérêts de ces créances, comme ils constituaient une usure, les débiteurs chrétiens ne devaient pas les verser; seul, le capital de la dette devait être payé au fisc.

En même temps, dans toute la France, la confiscation des biens meubles et immeubles des Juifs s'exécutait avec la dernière rigueur. Des ordres avaient été donnés par le roi à tous les baillis, sénéchaux et à des commissaires spéciaux désignés à cet effet dans toutes les parties du royaume, tant dans le domaine royal que dans le domaine des seigneurs féodaux, dans le Midi comme dans le Nord, pour arrêter les Juifs et procéder à la saisie, à la mise en séquestre et enfin à la vente progressive de leurs biens.

L'ordonnance royale d'expulsion de 1306 reçut son exécution générale dans tout le royaume. Philippe le Bel, au nom du pouvoir royal, chassa donc les Juifs du royaume et s'empara de tous leurs biens sans tenir aucun compte des protestations des seigneurs féodaux. Il se contentait seulement de leur accorder, dans un règlement ultérieur et selon son bon plaisir, une portion des dépouilles des Juifs après en avoir réservé la plus grande partie pour le Trésor royal.

Mais les Juifs ayant prévu de longue date cette mesure, sauvèrent du désastre une partie de leurs richesses mobilières déposées secrètement chez des tiers. Beaucoup de débiteurs chrétiens dissimulèrent aussi leurs dettes pour ne pas s'acquitter entre les mains du roi. Aussi cette opération, si fructueuse fût-elle, ne permit pas à Philippe le Bel d'en tirer tout le profit qu'il en escomptait.

Afin de permettre aux Juifs de fournir des renseignements complets sur la situation de leurs biens, on en autorisa quelques-uns à rentrer en France, mais temporairement seulement, puisqu'en 1311 le roi les expulsait de nouveau (4). « Il est venu à nos oreilles, disait le préambule de l'ordonnance de 1311, que les Juifs que nous avons chassés à cause de leurs crimes affreux et que nous n'avons momentanément rappelés qu'en cédant aux prières de leurs débiteurs, trompent audacieusement les chrétiens, oppriment et vexent les veuves et les orphelins, et se font, à l'aide de terreurs et de menacés, donner de fortes sommes d'argent. »

Mais le départ des Juifs n'avait pas supprimé les embarras financiers de leurs clients et ceux qui avaient besoin de capitaux n'eurent plus d'autres ressources que de s'adresser aux banquiers chrétiens lombards ou cahorsins. Or ceux-ci, débarrassés de leurs concurrents, ne connurent plus aucune retenue. Ils affichèrent de telles exigences que les chrétiens regrettèrent leurs « usuriers juifs », ainsi qu'en fait foi ce passage de la chronique de Geoffroy de Paris :

« Tout pauvre gent se dent (se plaint)
Car Juifs furent débonnaires
Trop plus en faisant telles affaires
Que ne sont ores (maintenant) chrétiens
Pleiges (garants) ils demandent et liens,
Gages demandent et tant extorquent
Que les gens plument et écorchent. »

(4) *Ordonnances du Louvre*, I, p. 488.

Aussi Louis X le Hutin, successeur de Philippe le Bel, lança-t-il une ordonnance par laquelle il rappelait en France tous les Juifs que son père avait chassés du pays. Le préambule de cette ordonnance déclare qu'il a été allégué au roi « plusieurs raisons et de commune clamour de peuple aussit pourquoi les Juifs devoient estre soufferts si comme ils avaient esté ça en arrières, et estaient en autres contrées ».

Certes, l'admission des fugitifs n'était que temporaire. Elle était limitée à une durée de 12 ans, aux termes des articles 1^{er} et 10 et la faveur accordée n'était pas gratuite : les Juifs durent payer un droit d'entrée de 225.000 livres et s'engager à verser une contribution annuelle de 10.000 livres.

Mais le roi prenait les Juifs sous sa protection particulière, ce qu'aucun capétien n'avait fait jusqu'alors; ils recouvraient la liberté de conscience et la liberté du culte; l'article 7 ordonnait, en effet, de leur rendre les synagogues et les cimetières confisqués; les livres religieux devaient leur être rendus aux termes de l'article 9, à l'exception du Talmud qui avait été condamné aux flammes par l'ordonnance de Saint Louis. L'article 19 leur concédait une véritable faveur en nommant une commission spécialement chargée de s'occuper des affaires juives. Cet organisme avait, entre autres attributions, celles de rechercher les fraudes qui avaient pu se produire au cours de la liquidation des biens des Juifs, soit au détriment du Trésor, soit au détriment des Juifs eux-mêmes.

Le roi, dans la même ordonnance, exigeait qu'on les laissât se réinstaller en paix et interdisait de les poursuivre en justice pour le passé. Non seulement il leur confirma le droit de garder un tiers des sommes dont ils arriveraient à obtenir le remboursement, mais il les autorisa à réclamer des intérêts. Toute-

(5) ISAMBERT, III, p. 116: *Recueil général des anciennes lois françaises*.

fois, il leur interdit d'effectuer de nouveaux prêts et leur rappela qu'ils devaient, comme l'avait ordonné Saint Louis, s'adonner à des professions manuelles ou à des commerces licites. Dans le cas où les circonstances les amèneraient, malgré tout, à prêter de l'argent, ils ne devaient pas percevoir plus de 43 % d'intérêt et ils n'avaient pas le droit de capitaliser les intérêts. Ce taux peut nous paraître plus qu'abusif. Il se comprenait, cependant, à une époque d'insécurité permanente et de disette de monnaie.

Après le règne éphémère de Louis X le Hutin, son successeur, Philippe le Long améliora encore leur situation juridique et leur accorda d'importantes prérogatives. L'ordonnance de 1317 (6) augmenta sensiblement les avantages dont ils jouissaient.

L'article 1^{er} décidait que les Juifs ne pourraient être mis en gage de bataille, c'est-à-dire contraints au duel judiciaire si ce n'est pour meurtre apparent.

En vertu de l'article 9, ceux qui seraient arrêtés, ceux dont les biens seraient saisis, pouvaient ester en droit pour caution, à moins qu'ils ne fussent accusés de crime.

L'article 4 les dispense de porter la rouelle lorsqu'ils vont aux champs, mais l'obligation de porter cette marque distinctive leur était imposée lorsqu'ils en revenaient.

Pour enlever aux juridictions seigneuriales toutes les causes relatives aux Juifs, l'ordonnance s'efforce de rattacher à la justice royale les actions civiles ou criminelles dans lesquelles ils se trouvent impliqués : c'est ainsi que l'article 8 dispose que les Juifs ne sont justiciables que des baillis, et l'article 13 que les personnes ayant pouvoir sur les Juifs ne pourront les arrêter ou faire saisir leurs biens que moyennant l'autorisation préalable des sénéchaux ou des baillis des Juifs.

(6) ISAMBERT, III, p. 156.

Cette même ordonnance contenait, au point de vue des droits civils, deux dispositions importantes : l'article 5 supprimait le droit de mainmorte auquel les Juifs se trouvaient encore soumis. Ils cessaient donc d'être serfs et devenaient libres de transmettre leurs biens à leurs proches parents. Mais ils étaient encore soumis à la taille seigneuriale. L'article 6 leur reconnaissait le droit d'être propriétaires des maisons qu'ils habitaient...

L'ordonnance de 1317 leur créait donc une situation particulièrement favorable. Mais cet état de choses ne dura pas. Ils furent bientôt accusés d'avoir empoisonné les fontaines du royaume et d'avoir assassiné des enfants chrétiens par fanatisme. Ils eurent, de plus, beaucoup à souffrir du mouvement insurrectionnel connu sous le nom de Guerre des Pastoureaux et qui éclata en 1320 dans le Midi. C'est surtout dans le Comté de Toulouse que les nouveaux croisés exercèrent leurs ravages. Plus de 120 communautés juives furent détruites et plus de 600 Juifs trouvèrent la mort.

L'année suivante, Philippe le Long les chassa de France; les proscrits reprirent, une fois de plus, la route de l'exil.



Il ne sera plus question des Juifs en France jusqu'en 1359. A cette époque, la misère était grande en France et la royauté se trouvait aux prises avec les plus cruels embarras financiers. Le roi Jean était captif en Angleterre. Le Dauphin, à bout de ressources, était obligé de protéger la France contre l'invasion des Anglais et de se défendre contre les prétentions menaçantes d'Etienne Marcel, le prévôt des Marchands de Paris et contre celles des Etats généraux qui proclamaient leur intention de s'emparer du Gouvernement. Les Juifs seuls pouvaient lui avan-

cer les subsides pécuniaires dont il avait besoin. Aussi se décida-t-il à les rappeler dans le royaume, à condition de payer la lourde rançon du roi et des autres prisonniers, rançon qui avait été stipulée par Edouard III, au traité de Brétigny (1360).

Les Juifs revinrent donc et les ordonnances de 1359 et 1360 les comblèrent de nouvelles faveurs.

Par l'ordonnance du 5 juillet 1359 (7), Jean, Comte de Poitiers, fils du roi, divise les Juifs en trois catégories :

- 1^o Ceux qui veulent se fixer définitivement en France;
- 2^o ceux qui n'y viennent que pour affaires;
- 3^o ceux qui n'y entrent qu'en touristes.

Seuls les premiers sont soumis à des impositions fixes; les seconds ne sont astreints qu'à un droit d'entrée et les derniers sont exonérés de tous droits.

La charge de gardien général des Juifs est créée et confiée au Comte d'Etampes. Cette mesure, tout en leur offrant une garantie, constituait à leur profit un véritable privilège de juridiction qui favorisait singulièrement leur désir de former de plus en plus dans le royaume une caste entièrement distincte du reste des habitants.

Le roi prenait les Juifs sous sa protection et les déclarait admis à séjourner en France pour une période de vingt années.

Jean le Bon, de retour de captivité, confirma l'ordonnance du Dauphin, le 26 avril 1361 (8), et leur accorda en même temps les privilèges suivants :

Il les exempta de la justice ordinaire des officiers royaux, aussi bien dans les causes civiles que dans les causes criminelles et décida qu'ils relèveraient uniquement du Comte d'Etampes, gardien général des Juifs du royaume. Il défendit à toute personne de porter contre eux une accusation ou dénonciation à

(7) *Ordonnances du Louvre*, III, p. 351.

(8) *Ordonnances du Louvre*, III, p. 354.

moins qu'elle ne fût elle-même partie au procès et à charge de payer au Juif des dommages-intérêts dans le cas où elle succomberait. Il les autorisa à exercer librement la médecine et la chirurgie.

En matière d'impôts, de nouvelles immunités leur furent concédées : ils furent déclarés exempts de gabelle, d'host, d'aides, de chevauchée, de garde de villes et forteresse, de servitudes et redevances. Ils jouirent ainsi de l'exemption de toutes les charges écrasantes que payaient les sujets chrétiens du roi.

En matière civile, tous les droits leur étaient reconnus. Ils possédaient leurs cimetières et synagogues et ils pouvaient acquérir la propriété des maisons d'habitation.

En matière d'obligation, ils jouissaient de véritables privilèges. « Nous voulons, disait l'ordonnance de 1361, qu'ils soient crus sur leur serment prêté sur la loi de tout ce qu'ils affirment avoir baillé sur les gages à eux remis et des termes de toutes conventions de ce genre. »

Mais le privilège le plus abusif que leur accordait l'ordonnance consistait dans la concession qui leur était faite du droit de prêter à usure au taux écrasant de 4 deniers par livre et par semaine. Cet intérêt correspondait donc au taux annuel de $208/240$, c'est-à-dire au taux de 86,66 %.

Cette mesure soulevait la colère et l'indignation des malheureuses populations. Les Juifs, en effet, qui avaient versé de grosses sommes au roi pour obtenir pareilles concessions, recouvraient et au-delà, leurs débours aux dépens de leurs emprunteurs. Aussi ces derniers demandaient-ils au roi, mais en vain, de les protéger contre ces usuriers. La royauté, qui avait besoin des Juifs, continuait à leur accorder sa protection et les maintenait dans leurs privilèges.

Charles V, l'année même de son avènement, en 1364, confirma tous les privilèges concédés par Jean

le Bon (9) et allongea de six années le délai de séjourner en France qui leur avait été accordé précédemment. En 1370, il donna la mesure de sa bienveillance envers les Juifs : il était alors en quête de nouvelles ressources et ses conseillers lui suggéraient d'imiter ceux de ses prédécesseurs qui s'en étaient procurées en chassant les Juifs et en les dépouillant. Non seulement il resta sourd à ces conseils, mais il restitua aux Juifs de Paris un grand nombre de manuscrits hébreux provenant du Trésor des Chartres de la Sainte-Chapelle.

Cependant, la sourde haine contre les Juifs qui fermentait dans l'esprit des populations françaises, longtemps contenue par la sagesse et la fermeté de Charles V, éclata après sa mort, avec une violence inouïe. Le peuple de Paris envahit les maisons du quartier juif qu'il mit à sac et où il fit de nombreuses victimes. Pendant quatre jours il y eut un véritable pogrom. Les enfants, arrachés à leurs parents, furent enlevés pour être baptisés. Enfin, l'émeute fut réprimée et les meneurs châtiés.

Le peuple demandait l'expulsion des Juifs. Mais la royauté avait besoin d'argent et continuait à leur vendre sa protection : le duc d'Anjou qui avait pris la régence au nom du roi Charles VI, un enfant de 12 ans, rendit une ordonnance le 13 octobre 1380 (10), qui non seulement consacrait leurs privilèges et prorogeait de cinq ans le délai accordé précédemment, mais encore les déclarait absous de tous les délits qu'ils avaient pu commettre sous le règne précédent.

Charles VI ayant pris la direction du gouvernement à sa majorité, continua à l'égard des Juifs la bienveillante politique de ses prédécesseurs.

En 1381 (11), il rendit trois lettres patentes les concernant :

(10) *Ordonnances du Louvre*, IV, p. 519.

(11) ISAMBERT, VI, p. 624.

La première rétablit pour dix ans les privilèges à eux accordés sous le règne précédent.

La deuxième les autorise à poursuivre leurs débiteurs nonobstant toute lettre de répit (12).

La troisième contient une disposition bien plus grave encore que les précédentes. Les Juifs sont autorisés à stipuler et à percevoir les intérêts des intérêts, à prendre « montes sur montes », comme l'on disait dans ce temps. L'anatocisme ainsi compris devait conduire le débiteur à sa ruine, si l'on songe que le taux maximum de l'intérêt conventionnel s'élevait à 86,66 %. Au bout d'un certain temps le Juif devait arriver à faire passer dans son patrimoine tous les biens de son débiteur.

Aussi le peuple se livrait-il à des violences et à des persécutions sans cesse accrues, contre les Juifs.

Ainsi que le constate Charles VI dans le mandement du 3 juillet 1393 (13), les Juifs étaient l'objet de la malveillance générale des populations qui mettaient la main sur eux pour les arrêter, les battant sans pitié, leur ôtant leurs chapeaux, les frappant à coups de bâton et à coups de couteau.

Cependant, pour donner satisfaction partielle aux récriminations de son peuple, le roi prit contre les Juifs certaines mesures que nous pouvons considérer comme les premiers symptômes annonçant leur expulsion prochaine du royaume.

En 1393, il leur défendait de faire emprisonner les chrétiens pour leurs dettes. Il supprimait la charge de conservateur de leurs privilèges, les remettant sous la juridiction des juges ordinaires, sauf à Paris où le prévôt des marchands restait compétent pour connaître toutes les causes qui leur étaient relatives.

(12) La lettre de répit accordée par le roi adoucissait la situation des débiteurs obérés et leur évitait les rigueurs de la saisie en leur permettant d'obtenir une prorogation importante du terme. (Note de l'auteur.)

(13) ISAMBERT, VI, p. 731.

Enfin, les Juges royaux et les Parlements, émus des maux de l'usure dont souffrait le peuple, se firent auprès de la royauté les interprètes éloquents des revendications populaires et demandèrent hautement l'exil des Juifs. Les magistrats représentèrent aux princes qui s'étaient emparés du gouvernement à la suite de la folie de Charles VI, les troubles qu'une telle situation occasionnerait dans le royaume : l'exaspération du peuple était à son comble, des insurrections terribles menaçaient d'éclater de toutes parts.

La royauté fut obligée de s'incliner devant ce mouvement irrésistible de toute une population, et l'édit du 17 septembre 1394 (14), rendu par le roi Charles VI ou plutôt par ceux qui gouvernaient en fait, à sa place, chassait les Juifs du royaume de France, à perpétuité. Cette expulsion était définitive et perpétuelle, et il était défendu aux Juifs de rentrer en France sous peine de mort.

Cette mesure fut uniquement rendue dans l'intérêt du peuple et non dans celui du Trésor royal, car elle s'abstenait de toutes les spoliations et confiscations dont les Juifs avaient été frappés par les édits d'expulsion antérieurs. En effet, la personne des Juifs et tous leurs biens se trouvaient placés sous la sauvegarde du roi, et devaient demeurer à l'abri de toute tentative de violence ou de pillage de la part du peuple. Les Juifs obtenaient le délai d'un mois pour recouvrer le paiement de leurs créances et dans ce même délai leurs débiteurs étaient invités à s'acquitter de leurs dettes et à venir retirer en même temps les biens donnés en gage. Ce délai d'un mois une fois expiré, les Juifs étaient autorisés à faire vendre les gages aux enchères par ministère de Justice. Après quoi, dans le mois qui suivrait ces recou-

(14) ISAMBERT, VI, p. 750.

vements, ils devaient être conduits à la-frontière, à leurs frais, toujours sous la protection du roi.

Mais les créances étaient nombreuses et la liquidation ne pouvait se faire du jour au lendemain. Le délai dut être augmenté par deux nouvelles ordonnances. La première, du 28 mars 1395 (15), déclarait éteintes toutes les dettes dues aux Juifs et qui n'auraient pas encore été acquittées. Mais de nouveaux délais leur furent accordés et leurs créances ne furent annulées que par l'ordonnance de 1397 (16), ordonnant aux officiers royaux de saisir tous les titres constatant des obligations contractées à leur profits et de les brûler.

Telle fut la mesure célèbre qui bouta définitivement les Juifs hors de France. Le roi ne la prit pas volontairement mais contraint par la pression intérieure de ses sujets. Ceux-ci, en effet, avaient trop souffert des abus de l'usure pour n'en pas éprouver contre les Juifs une fureur implacable, que seule une mesure aussi énergique que celle prise par l'édit de 1394 pouvait atténuer.

(15) ISAMBERT, VI, p. 763.

(16) *Id.*, VI, p. 782.

DEUXIEME PARTIE

SITUATION DES JUIFS EN FRANCE DEPUIS L'EXPULSION DE 1394 JUSQU'A LA REVOLUTION

Le bannissement prononcé par le roi Charles VI en pleine guerre de Cent Ans était définitif et sans appel. Mais ce serait une erreur de croire que les Juifs aient pour cela disparu complètement du royaume.

Il faut, en effet, considérer que la France de Charles VI n'était pas la France actuelle, car un grand nombre de provinces ne furent annexées que beaucoup plus tard au domaine royal. L'édit de 1394 ne pouvait comprendre dans sa sphère d'application les nouveaux territoires annexés. Par conséquent, en vertu de privilèges reconnus par les traités, les Juifs continuèrent à y habiter et leur condition de fait et de droit fut respectée par le pouvoir royal.

En outre, à toutes les époques nous trouvons des Juifs séjournant dans le royaume, malgré l'édit de 1394 qui leur défendait, sous peine de mort, de rentrer en France. Ils y étaient simplement tolérés et placés sous la surveillance de la police administrative, moyennant le paiement de redevances particulières au roi, aux seigneurs ou aux communes.

Nous étudierons successivement dans cette partie

la situation des Juifs admis à jouir dans les états annexés d'une condition juridique particulière : d'abord à Bordeaux, à Bayonne et Saint-Espirit, puis dans les régions de l'Est, c'est-à-dire à Metz, en Alsace, en Lorraine, et enfin dans le Comtat Venaissin et à Avignon (1). Nous étudierons ensuite la situation de fait des Juifs habitant le reste de la France et principalement Paris.

(1) Nous insisterons plus spécialement sur la condition des Juifs en Alsace, celle-ci présentant un caractère tout à fait particulier.

CHAPITRE PREMIER

LES JUIFS DE BORDEAUX, CEUX DE BAYONNE ET DE SAINT-ESPRIT

Au moment où l'édit de 1394 fut rendu, Bordeaux et la Guyenne étaient encore sous la domination anglaise. A la suite de cette mesure, les Juifs vinrent en nombre se fixer à Bordeaux où ils jouirent d'une entière liberté.

Ils s'établirent d'abord près de Saint-Seurin, sur un terrain appelé Plantier des Juifs, et qui se trouvait situé entre la Chapelle Saint-Martin et le ruisseau de la Devise. Là était leur cimetière. Ils habitaient en dehors de la ville qui s'arrêtait alors rue Porte-des-Juifs (Porta Judaïca). Ils occupaient donc la rue Juïque actuelle. Plus tard, ils furent autorisés à se fixer dans l'intérieur de la ville (1).

En 1453, le roi Charles VII ayant reconquis définitivement Bordeaux et la Guyenne, la situation des Juifs ne fut pas changée et ils continuèrent à jouir des mêmes droits. De plus, le roi Louis XI accorda, en 1474, de nombreux privilèges à tous les étrangers qui viendraient s'établir dans ce port. Car, en rentrant dans le sein de la nation française, Bordeaux jusque-là capitale continentale du royaume d'Angleterre, subissait un dommage considérable : elle per-

(1) Th. MALVEZIN : *Histoire des Juifs de Bordeaux*. Bordeaux, 1895, p. 88 et 89.

dait le bénéfice de son commerce avec les Iles britanniques. Soucieux de favoriser la prospérité économique de ce grand port, Louis XI pensa que le meilleur moyen d'y parvenir, était d'attirer des négociants étrangers, dans cette ville autrefois si commerçante; certains Juifs d'Espagne ou du Portugal, désireux d'échapper aux rigueurs de l'Inquisition, se laissèrent séduire par les offres du roi de France et vinrent tenter fortune à Bordeaux.

Là, les nouveaux venus se firent apprécier par leurs qualités commerciales et méritèrent l'estime de la population. La sagesse de leur conduite et la pureté de leurs mœurs leur attirèrent la bienveillance des habitants. « Israël, représenté à Bordeaux par des hommes de mérite, ne trouva pas là une population qu'il pût troubler mais une bourgeoisie très capable d'apprécier les sérieuses qualités commerciales des nouveaux venus (2). » Beaucoup d'entre eux ayant trouvé à exercer leurs capacités dans les milieux catholiques, firent souche chrétienne. C'est le cas, par exemple, de la mère de Montaigne qui était la fille de Pierre de Louppes ou Lopès, Juif espagnol émigré à Toulouse.

Mais les Juifs portugais et espagnols n'étaient considérés que comme des aubains et le roi avait le droit de s'approprier leurs biens après leur mort.

C'est Henri II qui, par des lettres patentes du mois d'août 1550, leur accorde les mêmes droits et avantages qu'aux autres sujets du roi. Les lettres patentes de 1550 qui leur donnent officiellement pour la première fois le titre de néo-chrétiens, leur reconnaissent le droit d'habiter en France « où bon leur semblerait », de s'y livrer au commerce en toute liberté, d'acquérir la propriété des immeubles et de donner et recevoir à titre gratuit.

(2) Ed. DRUMOND: *La France juive*, p. 220, note 1.

Ces lettres patentes furent enregistrées par le Parlement de Paris le 22 décembre 1550; confirmées par de nouvelles lettres patentes d'Henri III de 1574, elles ne furent enregistrées par le Parlement de Bordeaux qu'à la date du 19 avril 1580.

Dès lors apparaît très nettement la distinction entre Juifs portugais et Juifs établis à Bordeaux par suite de l'édit d'expulsion de 1394. Ceux-là, beaucoup moins bien vus que leur coreligionnaires portugais, étaient naturellement timorés, exerçaient d'humbles professions, vivaient repliés sur eux-mêmes.

Les Juifs espagnols et portugais jouissaient au contraire d'une situation supérieure; « les privilèges qui leur étaient octroyés soit comme néo-chrétiens, soit même en qualité de Juifs, dit M. Léon Kahn (3), la liberté qui leur était laissée dans leur existence comme dans leurs transactions commerciales, avaient ouvert leur esprit, façonné leurs sentiments, développé leurs qualités naturelles et donné à leurs manières ces airs dégagés et parfois suffisants qui n'étaient pas sans souplesse et sans grâce. Justement fiers de ces prérogatives qui leur avaient été accordées par plusieurs rois, à l'exclusion des autres Juifs, ils se faisaient gloire de leur origine et la proclamaient hautement; le goût des élégances, des richesses et des grandeurs apparaissait chez eux jusque dans le choix de leurs professions. On les voit non pas se livrer à ce métier de brocanteur ni à ces états humbles et vils qui discréditaient à la fois l'homme et la corporation et auxquels les autres Juifs se livraient. Les Portugais, au contraire, s'adonnaient au commerce des objets de luxe et de tout ce qui pouvait flatter le goût des populations, tels que le commerce des soieries et la bijouterie. A Bordeaux même ils se livraient

(3) LÉON KAHN: *Les Juifs à Paris sous Louis XV*. Archives Israélites du 17 mars 1892.

surtout aux entreprises maritimes et au commerce des denrées coloniales. » Ils étaient assujettis à des taxes spéciales calculées d'après leur bénéfice global. Pour effectuer une répartition aussi équitable que possible des différentes impositions entre les membres de la « nation » et pour en assurer le recouvrement, ils créèrent, vers 1689, une organisation qui prit le nom de Sedaka (Charité), dont les attributions se développèrent au fur et à mesure que le groupement prenait son essor. Jusqu'en 1596 ils échappèrent à tous mauvais traitements des habitants de la ville et purent se livrer en paix aux besoins de leur commerce. Mais durant les agitations de la Ligue, la population les accusa d'avoir voulu livrer la ville à l'ennemi. Cette accusation était d'autant plus stupide que les Juifs n'ignoraient pas que l'armée espagnole qui assiégeait la ville les avait par avance désignés comme les premières victimes de leur fureur vengeresse pour le cas où ils deviendraient maîtres de Bordeaux. Afin d'éviter une effusion de sang et pour calmer les esprits, le Parlement jugea prudent de réduire le nombre des « Portugais » et de refouler sur Bayonne ceux qui ne justifieraient pas d'une résidence d'au moins 10 ans à Bordeaux. Ainsi, le calme se rétablit rapidement.

Les néo-chrétiens de Bordeaux observaient fidèlement toutes les pratiques extérieures du culte catholique. Ils faisaient baptiser leurs enfants, assistaient aux offices et communiaient. Leurs mariages et leurs décès étaient inscrits sur les registres des églises tenus par le clergé.

Mais leur conversion n'était qu'apparente, et tout en dissimulant soigneusement leur judaïsme, ils demeuraient attachés à la loi de Moïse et répudiaient dans leur for intérieur la religion du Christ.

Les Juifs de Bordeaux échappèrent en leur qualité de néo-chrétiens à l'édit du 23 mars 1615 rendu pen-

dant la minorité de Louis XIII par la reine régente Marie de Médicis, et qui ordonnait « à tous les Juifs déguisés ou autrement, de vider le royaume dans un mois sous peine de vie ». (4)

Le 4 décembre 1636 il fut procédé à un dénombrement des Juifs de Bordeaux; Sébastien Diaz et Antoine de Mora dressèrent le rôle des familles espagnoles et portugaises; on y compte 260 individus dont certains occupaient les situations les plus en vue. Entre autres la famille Milanges, dont l'un des membres, procureur au Parlement, avait eu pour fils Simon Milanges qui, après avoir professé avec éclat au Collège de Guyenne, avait fondé à Bordeaux, en 1572, une des plus célèbres imprimeries du temps (5).

Plus tard, au XVIII^e siècle, parmi les notabilités juives de Bordeaux, les familles des Gradis et des Pèreire avaient particulièrement prospéré. La maison Gradis, fondée en 1685 par Diégo Rodriguez Gradis, avait pris un grand développement avec Antoine, David et Samuel Gradis. En 1758, dans la guerre avec l'Angleterre, la maison Gradis mit en mer 14 navires portant 4.500 tonneaux de marchandises et fit au roi plusieurs millions d'avance. Quant à la famille Pereire, elle dirigeait une des plus puissantes banques de Bordeaux. Le chef de la maison Pereire, Joseph Nunès Pereire, était devenu vicomte de la Ménaude et baron d'Ambes en 1720. C'est de sa famille qu'est sorti Jacob Rodrigues Pereire, le premier instituteur des sourds et muets, précurseur de l'abbé de l'Epée.

Ce n'est qu'en 1723 que les Juifs portugais furent, pour la première fois, désignés du nom de Juifs dans un document officiel, bien que, depuis 1686, ils s'abs-tinssent de présenter leurs enfants au baptême ca-

(4) MALVEZIN, *op. cit.*, p. 142.

(5) MALVEZIN: *op. cit.*, p. 172.

tholique et de faire bénir leurs unions à l'église. Les lettres patentes de 1723 coûtèrent 100.000 livres aux Juifs. Mais de ce que le roi ait reconnu leur qualité de Juif, il ne faut pas déduire qu'il les ait autorisés à pratiquer leur religion. Sur rapport de l'Intendant Le Boucher, le Chancelier d'Aguesseau donna ordre, le 14 juin 1734, de fermer les sept synagogues de Bordeaux sous peine de confiscation des biens et même de peines corporelles. Ce n'est qu'en 1776 que, par lettres patentes, Louis XVI reconnut aux « portugais » le libre service de leur religion et en 1780 on vit même les princes de Bourbon et de Condé honorer une synagogue de Bordeaux de leur visite. Ceci s'explique : à cette époque, la préoccupation nouvelle des esprits était de rechercher et de consacrer les droits et les devoirs des hommes réunis en société, mouvement nouveau se traduisant, en faveur des Juifs, par une tendance de plus en plus marquée à respecter leur liberté de conscience en même temps qu'à tolérer et à justifier leur existence; le préambule des lettres patentes de 1776 confirmant les privilèges dont jouissaient les Portugais reflète pleinement le nouvel état d'esprit de l'époque : « Ces privilèges sont justifiés, dit-il, tant pour l'attachement inviolable pour les rois nos prédécesseurs et pour notre personne sacrée, que par leur application et leurs talents dans le commerce, à la prospérité et à l'étendue duquel ils ont contribué dans notre royaume par le moyen de leurs relations au dedans et au dehors et qu'ils ont même étendu par de nouvelles branches qu'ils y ont ajoutées, le tout à l'avantage du public, sans qu'il soit jamais résulté de leur séjour en France et de leurs usages particuliers aucun inconvénient pour nos autres sujets » (6).

(6) ISAMBERT, XXIV, p. 44.



La communauté de Bayonne ne fut primitivement qu'une colonie de la communauté de Bordeaux. Nous avons vu en effet comment les « Portugais » qui n'arrivèrent pas à prouver dix ans de résidence à Bordeaux furent, en 1597, refoulés sur Bayonne. Leur arrivée suscita les protestations des commerçants locaux et en 1602 le roi Henri IV faisant droit aux revendications de ces derniers, ordonna aux Portugais de quitter Bayonne.

Ils furent heureusement accueillis dans le bourg voisin de Saint-Esprit où ils vécurent sans statut défini, jusqu'à ce qu'en 1656 le roi Louis XIV leur eût accordé, par lettres patentes, des droits identiques à ceux de leurs coreligionnaires bordelais.

A partir de cette époque, tout en s'organisant en groupement indépendant, ils sont soumis à toutes les mesures d'ordre général prises par le gouvernement royal à l'égard des « Portugais » de Bordeaux qu'elles soient en leur faveur ou à leur détriment. C'est ainsi qu'ils participèrent en 1723 au fameux prêt de 100.000 livres consenti en remerciement du privilège que leur accordait le roi par lettres patentes.

Cependant, les réfugiés tentèrent de rentrer à Bayonne qui, mieux que le bourg de Saint-Esprit, se prêtait au grand commerce. Les marchands de Bayonne s'émurent et parvinrent à obtenir de Louis XV, en 1736, une ordonnance interdisant l'entrée de la ville aux Juifs. Quelques-uns réussirent quand même à y tenir boutique, sous la couverture de personnes interposées. Les commissionnaires juifs entretenaient une grande activité : « Ils importent des marchandises d'Hambourg, d'Anvers et d'Amsterdam et exportent des produits fabriqués en pays basque et dans d'autres provinces françaises. Au XVIII^e siècle, ils deviennent leurs propres armateurs,

reliant Bayonne à l'Amérique, créant avec les Iles (c'est-à-dire les Colonies) des lignes commerciales; quelques-uns s'arment en guerre, sont propriétaires de navires corsaires qui remportent plus d'un beau succès et plus d'une belle prise sur les Anglais et les Espagnols. Tous ne se livrent pas au commerce, au courtage, à la banque. On trouve parmi eux des gens de petits métiers, des dockers. Il y eût même un entrepreneur de travaux publics » (7).

Cependant, malgré les services rendus par les importateurs et armateurs juifs et leur importante contribution à la prospérité de la ville, malgré les dispositions favorables au Maréchal de Richelieu, gouverneur de la Guyenne, au moment de la Révolution, Bayonne demeurait, légalement du moins, sinon en fait, toujours fermée aux Juifs.

(7) E. GINSBURGER: *Le Comité de surveillance de J.-J. Rousseau*, p. 6.

CHAPITRE II

LES JUIFS DE L'EST

La condition des Juifs dans les régions de l'Est est intéressante à étudier par la diversité du sort qui leur était réservé selon les provinces où ils s'établissaient. A Metz, par exemple, ils jouissaient d'une situation privilégiée, tandis qu'en Alsace ils furent toujours haïs et persécutés. En Lorraine, ils connurent des fortunes diverses, faisant l'objet tantôt de mesures de tolérance et tantôt de restrictions importantes. Nous diviserons nos explications en trois sections. La première sera consacrée à l'étude de la condition des Juifs de Metz, la deuxième à celle des Juifs d'Alsace et dans la dernière nous étudierons la situation des Juifs établis en Lorraine.

SECTION I

Les Juifs de Metz

Sous la domination du Saint Empire, Metz était une ville autonome indépendante de l'Evêché. Peu nombreux au ^{xiv}^e siècle, les Juifs furent chassés de la ville en 1363 à la suite d'un incendie provoqué par la foudre et qui détruisit 21 maisons de la rue des Juifs.

Mais ils y revinrent petit à petit et lors de l'exode de 1394 on vit un certain nombre de Juifs chassés de France se réfugier dans la ville.

Metz ne fut annexée à la France que sous le règne de Henri II lors de la conquête des trois évêchés (Metz, Toul et Verdun) par ce prince, au cours de sa lutte contre l'empereur Charles-Quint. Vers cette époque, la ville avait besoin d'argent : bourgeois et militaires étaient appauvris depuis le siège, et les quelques Juifs qui vivaient de prêts détenaient des gages importants qu'ils auraient vraisemblablement emportés ou liquidés à vil prix si on les avait chassés. Aussi le Maréchal de la Vieuville, gouverneur de Metz, autorisa-t-il, en 1567, quatre nouvelles familles juives à se fixer dans la ville et à pratiquer le prêt sur gage (1). Sans doute pensait-il également trouver en eux des contribuables faciles à imposer.

Les quatre familles se multiplièrent et elles étaient au nombre de 21, représentant en fait 120 personnes lorsque, le 20 mars 1603, le roi Henri IV, à la demande du duc d'Epéron, alors gouverneur de la ville, délivra des lettres patentes en vertu desquelles il prenait sous sa protection et sauvegarde les Juifs de Metz qui étaient autorisés à « résider à Metz à trafiquer et à négocier conformément aux franchises et coutumes antérieures et à prêter argent sur gage et sans gage ».

Cependant la population juive ne faisait qu'augmenter. En 1614, elle se montait à 58 ménages. Le duc d'Epéron, par une ordonnance en date du 16 janvier 1614, interdit alors le séjour de la ville aux Juifs étrangers et obligea les Juifs fixés à Metz à demeurer dans un quartier spécial où ils reçurent le droit d'acquérir des immeubles moyennant le paiement d'un impôt annuel.

Ces mesures n'empêchèrent pas le nombre des Juifs

(1) MERLIN: *Répertoire de jurisprudence*, V^o Juifs, 2^e éd., Paris, 1827.

de croître de plus en plus; en 1624 il atteignait 76 ménages. Cependant, malgré les protestations des chrétiens, Louis XIII confirma en 1632 les privilèges des Juifs de Metz. Les guerres l'avaient conduit dans cette ville et là il s'était rendu compte que leur présence dans cette place forte était une nécessité. En 1634, le nouveau Parlement créé dans la ville enregistra, malgré les protestations du clergé et des marchands, les privilèges accordés aux Juifs.

« Les Juifs messins, par leurs capitaux et par leur industrie, se rendaient utiles et favorisaient le commerce du pays; leurs trafics, souvent réprimés et toujours surveillés par une police *ad hoc*, étaient surtout agréables à la garnison française. Les étroits préjugés entretenus partout et dans tous les siècles contre les Juifs s'atténuaient sensiblement à Metz (2). »

Le même auteur nous apprend que le dénombrement des familles juives établies ou domiciliées à Metz en 1717 constate la présence de 480 familles. On voit avec quelle rapidité déconcertante les Juifs s'étaient multipliés à Metz depuis 1567.

Devant cet accroissement considérable de la population israélite, le corps des marchands de Metz demanda au roi de réduire le nombre des Juifs, de leur défendre de faire aucun commerce autre que celui de prêt à intérêt et à condition que ce soit à honnête intérêt. Philippe d'Orléans, qui exerçait alors la régence pendant la minorité de Louis XV, rendit en Conseil du roi l'arrêt célèbre du 9 juillet 1718 qui fixa le maximum des Juifs autorisés à résider dans Metz, et les conditions auxquelles ils devraient se soumettre pour conserver le droit de résidence; seules les 480 familles qui y étaient établies à cette époque et leurs descendants avaient le

(2) CHABERT: *Metz ancien et moderne*. Archives israélites du 12 mai 1881.

droit d'y demeurer, de s'y livrer au commerce et à l'industrie conformément aux privilèges qui leur avaient été concédés par les lettres patentes antérieures.

Il devait être dressé par les chefs de la communauté des Juifs un état des 480 familles en question et des individus des deux sexes qui les composaient; état qui devait être déposé au greffe du bailliage de Metz.

Les pères et mères de famille étaient tenus de faire enregistrer au greffe du bailliage les enfants qui leur naîtraient. Il était défendu aux jeunes filles et aux veuves juives de faire venir des Juifs étrangers à la ville pour les épouser.

Les Juifs, par ce même arrêt, étaient obligés de se fixer dans un quartier spécial de Metz; ils n'avaient pas le droit d'acquérir d'immeubles en dehors de leur ghetto.

En ce qui concerne les prêts d'argent, ils devaient observer les lettres patentes du roi; ils ne pouvaient garder au delà de quinze mois les choses prises en gage et devaient, au bout de ce délai, faire vendre les gages, à peine de perdre les sommes prêtées. Tous les prêts sur gage consentis jusque-là aux femmes mariées, aux mineurs et aux domestiques étaient déclarés nuls.

Enfin, le droit de prendre des hypothèques sur les immeubles de leurs débiteurs leur était reconnu, et il était dit que ces droits seraient conservés conformément aux ordonnances, lois, usages et coutumes du pays.

L'autorité royale ayant désiré connaître la législation qui régissait leurs communautés, des lettres patentes du 20 août 1742 ordonnèrent aux chefs des communautés juives de Metz de formuler un recueil en langue française des coutumes et usages observés par les Juifs dans toutes les matières de statut per-

sonnel : contrat de mariage, tutelle, curatelle, successions directes et collatérales, testaments et autres matières civiles (3).

Les Juifs de Metz jouissaient d'une grande prospérité et aimaient volontiers faire état de leurs richesses, ainsi qu'on peut le constater à la lecture du passage suivant (4) : « A l'arrivée du souverain dans la ville de Metz ou bien à l'occasion de réjouissances publiques, les Juifs déployèrent plus d'une fois une pompe vraiment orientale. Ainsi, en 1711, pendant le séjour de Louis XV, leur quartier fut magnifiquement illuminé et décoré avec quantité d'inscriptions à la louange du monarque, principalement devant la synagogue, où ils avaient exposé sous un riche portail tous les ornements de leurs tabernacles. Le grand rabbin, à la tête des syndics de la communauté et de quarante vieillards à la longue barbe blanche, en habit noir recouvert du manteau de cérémonie, portant le chapeau plat et le rabat blanc, fut admis à présenter ses hommages au roi, logé à l'hôtel de la Haute-Pierre. Un long et riche cortège accompagnait la députation. »

SECTION II

Les Juifs d'Alsace

Il y a peu de régions où les Juifs aient été traités avec autant de sévérité qu'en Alsace. Et cependant il n'y a aucune province à laquelle ils se soient sentis aussi attachés. Cette province est la seule qu'en dépit des pires conjonctures ils n'ont jamais quittée.

Les Juifs y étaient considérés comme les serfs de

(3) CHABERT : *op. cit.* Archives israélites du 26 mai 1881.

(4) *Id.*, p. 63.

l'empereur d'Allemagne, mais celui-ci n'avait cependant pas autorité directe sur eux; ils dépendaient en fait des seigneurs féodaux, qui s'étaient réservé le droit de les recevoir et de les expulser. Lorsqu'au xiv^e siècle quelques centaines de Juifs de France vinrent grossir le nombre de leurs coreligionnaires établis en Alsace, ils s'aperçurent rapidement qu'ils avaient été bien mal inspirés en choisissant un tel lieu de refuge. Mais, malgré les mauvais traitements qu'ils subirent de toutes parts, ils cherchèrent à se maintenir en place et à se fixer à perpétuelle demeure sur cette terre inhospitalière.

Aussi acceptèrent-ils sans aucune protestation de payer les droits de réception et d'habitation extrêmement élevés que les seigneurs leur imposèrent et qui se montaient à la somme annuelle de 36 livres par personne. Ils étaient astreints également au paiement d'un droit de péage.

« Dans cette contrée, on n'avait rien négligé de ce qui pouvait les dégrader; on les excluait des écoles, on les méprisait, on les tourmentait, et pour les faire descendre au dernier degré d'avilissement, on les assimilait aux bêtes de somme en les faisant payer un droit de péage. Le tarif de ce droit humiliant était affiché dans toutes les villes; on y calculait l'âge, le sexe, l'état de la grossesse, celui de vie ou de mort (5). »

Les Juifs d'Alsace étaient donc traités avec une rigueur toute particulière, sans doute parce qu'ils se livraient au prêt à intérêt d'une façon beaucoup plus abusive que leurs coreligionnaires établis dans les autres régions. Une série d'ordonnances leur avait en effet accordé le droit de prêter à intérêt, mais sans fixer de maximum. Aussi en profitaient-ils pour pratiquer l'usure avec une rapacité peu commune.

(5) BEDARRIDE: *op. cit.* p. 329.

Ils étaient naturellement haïs des populations et des seigneurs qui ne pouvaient cependant se passer de leurs services et qui devaient par suite les tolérer. Mais on leur faisait payer bien cher l'hospitalité forcée qui leur était ainsi accordée (6).

La haine des Juifs était générale dans toute l'Alsace, et les persécutions dont ils étaient l'objet atteignirent à la fin du xiii^e siècle et pendant tout le cours du xiv^e une acuité extraordinaire : Colmar, en 1292, les chassa à coups de pierre; l'année suivante, Mulhouse mit à mort le plus riche d'entre eux, Salman de Neubourg, pour s'emparer de ses richesses. En 1297, les Juifs de Rouffach eurent à souffrir à leur tour de persécutions cruelles : la ville était assiégée par le roi Adolphe, et, pour éviter la ruine et compenser les pertes dues au siège, les habitants brûlèrent les Juifs de Rouffach et accaparèrent tous leurs biens. Accusés d'avoir empoisonné les fontaines, ils furent chassés de Strasbourg en 1349 pour deux cents ans et ne purent plus rentrer dans la ville pour les besoins de leur commerce qu'en payant un impôt extrêmement élevé.

Cependant, Strasbourg, étant en proie à des difficultés financières extrêmement sérieuses, se décida à rappeler les Juifs en 1374. Les autres localités qui, lorsque courut la légende de l'empoisonnement des puits, avaient massacré la plupart des Juifs et chassé les survivants, imitèrent son exemple et ouvrirent leurs portes aux proscrits. « A partir de cette époque, ils furent tolérés, mais haïs, méprisés et persécutés (7). »

Toutefois, au point de vue de leur état civil, les Juifs d'Alsace jouirent de certains privilèges : ils

¹ (6) Jacqueline ROCHETTE : *La condition des Juifs en Alsace jusqu'au décret du 28 septembre 1791*. Thèse Paris 1938, p. 22.

(7) SCHOEPFLIN : *Alsacia Illustrata* (Trad. Ravenez). Mulhouse, 1851. T. V, p. 293.

pouvaient se marier valablement devant leurs rabbins. Mais, pour éviter l'accroissement de la population israélite, on décida que les Juifs devaient obtenir l'autorisation préalable du magistrat de leur ville, pour se marier.

Quant à leurs actes de naissance, mariage et décès, ils étaient reçus par les juges du lieu et inscrits sur deux registres cotés et paraphés tenus à cet effet, dont l'un devait rester entre les mains du juge et l'autre devait être déposé au greffe du bailliage pour être remis à la disposition du public le cas échéant (8).

La liberté du culte israélite fut reconnue à peu près partout dès la fin du xiv^e siècle. Les rabbins n'étaient pas seulement ministres du culte, ils exerçaient encore les fonctions de juges et étaient compétents pour trancher les contestations qui pouvaient s'élever entre Juifs en matière de religion, de police et d'intérêts civils. Mais les Juifs avaient la faculté de soumettre leurs contestations à la juridiction ordinaire, faculté dont, à vrai dire, ils n'usaient pratiquement jamais (9).

Les rabbins jouaient enfin le rôle de notaires et rédigeaient les actes que les Juifs passaient entre eux, spécialement les contrats de mariage (10).

Leur situation fut à peine modifiée à la suite de l'annexion de l'Alsace à la France, en 1648, par le traité de Westphalie. C'est encore MERLIN qui, dans son *Répertoire de Jurisprudence*, nous renseigne le plus exactement sur leur situation (11).

Ils pouvaient se livrer au prêt à intérêt et s'adonner à la friperie, ainsi qu'à la vente des vieilles mar-

(8) KÖNIGSHOFFEN: *Chroniques Strasbourg*, 1698, p. 46.

(9) DEPPING (G.-B.): *Les Juifs dans le Moyen Âge*, Paris, 1843, p. 81.

(10) FISCHER (Dagobert): *De statu Judæorum*, Strasbourg, 1864, p. 29.

(11) MERLIN: *Répertoire de Jurisprudence*, v. Juifs, section I, chap. I.

chandises d'or ou d'argent. Une série d'ordonnances leur interdisait de tenir boutique ouverte. Citons l'ordonnance de M. de la Grange du 1^{er} juillet 1686, renouvelée par M. de Lafond et confirmée le 18 juin 1700 par une ordonnance de M. de la Houssaye, qui leur défendait d'exposer leurs marchandises en vente dans des boutiques dans les divers lieux de la province, sauf dans les foires et marchés.

En ce qui concerne la propriété immobilière, les coutumes d'Alsace, redoutant l'accaparement des immeubles par les Juifs, leur interdisaient d'acquérir d'autres immeubles que leurs maisons d'habitation. Quant aux autres biens-fonds qu'ils pouvaient acheter, ils étaient obligés de les revendre dans l'année. Cette coutume avait été fidèlement conservée après l'annexion de l'Alsace, et MERLIN nous le prouve en citant dans son *Répertoire*, entre autres décisions judiciaires, deux arrêts rendus par le Conseil souverain de Colmar le 27 février et le 18 mars 1755, qui enjoignaient à Salomon Brunswick et à son frère Marc, Juifs domiciliés à Thann, qui avaient acheté une maison autre que celle qu'ils habitaient et plusieurs arpents de vigne, de se défaire incessamment de ces biens, quoiqu'ils les possédassent depuis plusieurs années (12).

Mais c'est surtout le prêt à intérêt qui fit l'objet d'une réglementation détaillée ayant pour but d'enrayer autant que possible les progrès sans cesse grandissants de l'usure.

Un arrêt du Conseil souverain de Colmar du 21 juin 1714 (13), pour empêcher certains personnages riches et puissants de pratiquer le prêt à intérêt qui leur était défendu par leur loi civile et religieuse, interdisait, dans l'intérêt même des populations d'Al-

(12) MERLIN: *Répertoire de Jurisprudence*, v. Juifs, section I, chap. V.

(13) *Id.*, chap. IV.

sace, à toute personne, de quelque condition qu'elle fût, de se rendre à l'avenir cessionnaire d'aucun Juif, à peine de perdre son dû et sous telles peines que de droit.

D'autres mesures, motivées par la défiance des débiteurs contre leurs créanciers juifs, étaient destinées à garantir la légitimité des créances juives. C'est ainsi qu'il était défendu aux Juifs, par un arrêt du Conseil souverain d'Alsace du 19 février 1735, de rédiger ou de signer en lettres hébraïques les actes, contrats et quittances relatifs à leurs débiteurs chrétiens; les actes devaient être écrits et signés en langue française, à peine de nullité contre les Juifs qui y contreviendraient (14).

En vertu d'un autre arrêt du Conseil souverain rendu le 10 mai 1769, il était ordonné qu'à l'avenir tous les billets obligatoires, autres que ceux souscrits au profit des Juifs pour faits de banque ou de commerce, devaient être entièrement écrits de la main du débiteur. A défaut de cette formalité, ces obligations devaient être écrites et signées en présence de deux témoins irréprochables qui seraient tenus de signer les billets, à peine de nullité (15).

Enfin, l'arrêt du 23 décembre 1772 défendait aux notaires du ressort d'Alsace de passer des contrats obligatoires entre chrétiens et Juifs, lorsqu'ils seraient obligés de se déplacer, ailleurs que dans les maisons des prévôts, ou à défaut dans celle de l'un des préposés du lieu, à peine de 3.000 livres d'amende (16).

Ainsi, le plus gros reproche que l'on adressait aux Juifs d'Alsace était de pratiquer l'usure. En 1775, un magistrat, estimant leur nombre à 3.965 familles,

(14) *Id.*, chap. V.

(15) MERLIN: *Répertoire de Jurisprudence*, v. Juifs, section I, chap. VI.

(16) *Id.*, chap. VI.

s'écriait : « Ce sont à peu près 3.965 sangsues qui sucent l'argent du peuple des villes et des campagnes. » Ces accusations sont-elles fondées ? Il est indéniable qu'un certain nombre de Juifs se livraient à l'usure et se portaient, dans la pratique du commerce d'argent, à des abus inqualifiables. Comment s'étonner que l'hostilité envers les Juifs ait grandi d'année en année pour aboutir au scandale des fausses quittances ?

Cette affaire se produisit en 1717 (17). Les paysans débiteurs des Juifs eurent recours à un moyen à la fois fort simple et fort malhonnête pour réagir contre l'abusivité de l'usure. Ils présentèrent à leurs créanciers de fausses quittances, offrant toutes garanties d'authenticité, écrites en caractères hébreux, rédigées en patois judéo-alsacien, et revêtues de la signature, parfaitement imitée, de leurs prêteurs respectifs.

Les Juifs stupéfaits crièrent au faux, et comme le nombre des fausses quittances se multipliait de façon inquiétante, ils entamèrent un grand nombre de procès. Mais ceux-ci ne devaient pas aboutir. Comment, en effet, poursuivre sans scandale des milliers de coupables ? De plus, certaines autorités pensaient qu'il eût été barbare de condamner tant de malheureux réduits à la misère et aux expédients par la rapacité des Juifs.

On rechercha pourtant l'origine de ces documents et l'on ne tarda pas à découvrir qu'une vaste organisation, favorisée par des membres du clergé et des hommes de loi, opérait auprès des paysans et leur remettait la « preuve » du paiement de leurs dettes.

L'âme de cette machination était un certain Hell, bailli de Landser, qui avait appris à écrire à la façon des Juifs. Hell fut arrêté et incarcéré à la citadelle

(17) Jacqueline ROCHETTE : *op. cit.*, pages 116 et suivantes.

de Strasbourg. Des notabilités intervinrent pour le faire libérer; il fut exilé à Valence. Gracié quelques années plus tard, il joua un rôle politique des plus actifs, devint député du Tiers-Etat et mourut guillotiné en 1793 (18).

Quant aux détenteurs des fausses quittances, un arrêt du Conseil souverain d'Alsace du 11 juillet 1778, dans l'espoir de résoudre le conflit, se contenta de décider qu'ils seraient tenus de déposer aux greffes des tribunaux de leur ressort ou dans les études de notaires les plus proches tous les reçus portant signature juive. Mais cet arrêt ne réglant pas le litige, le pouvoir royal intervint et Louis XVI, par ses lettres patentes du 9 novembre 1778, dessaisit les juridictions ordinaires et évoqua l'affaire devant la première chambre du Conseil souverain d'Alsace pour qu'il y fût statué souverainement et en dernier ressort. Puis le roi décréta que toutes les quittances qui se trouvaient déposées entre les mains des greffiers et notaires pour être examinées et visées seraient remises aux particuliers qui voudraient les retirer; ceux qui, dans le délai d'un mois, auraient supprimé leurs quittances ou en auraient reconnu librement la fausseté ne seraient pas inquiétés, mais au contraire seraient couverts par une amnistie à l'effet d'empêcher le procureur général de les poursuivre. Quant aux autres débiteurs, le Conseil souverain d'Alsace devait les entendre, ainsi que les Juifs, leurs créanciers, et vérifier les quittances arguées de faux.

Enfin, les lettres patentes de 1778 défendaient aux Juifs et aux gens de la classe du peuple d'Alsace de contracter de nouvelles obligations ou de faire aucun acte de libération, si ce n'est par-devant des officiers publics ou au moins devant deux préposés des lieux.

(18) C. G. DOHM: *De la réforme politique des Juifs* (à Dessau, dans la Librairie des auteurs et des artistes, 1795. Trad. Jean Bernouilli), p. 234 et suiv.

et cela à peine de nullité des obligations, quittances et cartes, sous peine de telle amende qu'il conviendrait à la Cour d'arbitrer.

Des milliers de coupables reconnurent leurs torts et obtinrent leur pardon. Ceux qui ne voulurent pas suivre les recommandations données dans les lettres patentes de 1778 restèrent au nombre de 32. Ils furent traduits en justice pour faux et usage de faux et au bout d'un an, le 25 juin 1779, deux d'entre eux furent condamnés à mort, cinq aux galères à vie, deux aux galères à temps et quelques autres à des peines plus légères.

Ainsi se termina cette étonnante affaire des fausses quittances.

Quelques années plus tard, Louis XVI, touché de la situation des Juifs d'Alsace, promulgua le 10 janvier 1784 un édit qui abolissait le péage corporel prélevé sur eux, taxe « qui, en assimilant les Juifs aux animaux, puisqu'elle n'est perçue en dehors d'eux que sur le gros bétail destiné à la boucherie, semble avilir l'humanité ». Ainsi s'exprime l'édit.

Mais cette décision souleva une telle opposition de la part des populations d'Alsace que le roi fut amené, pour donner satisfaction à tout le monde, à prendre, par ses lettres patentes du 10 juillet 1784 (19), un ensemble de mesures ayant pour objet de fixer la jurisprudence des cours et tribunaux et de rééditer les anciennes dispositions prises antérieurement à leur égard.

Par l'ensemble des mesures qui constituaient les lettres patentes de 1784, Louis XVI désirait en premier lieu enrayer l'augmentation du nombre des Juifs établis en Alsace, de manière qu'il ne dépassât pas 10 % de la population. Ce souci, né de la

(19) ISAMBERT, *Lois*, XXVII, p. 438.

célèbre affaire des fausses quittances, se manifeste dans les premiers articles des lettres patentes.

Elles commencent en effet par déterminer la population juive de la province; l'article 1^{er} a pour but d'éliminer tous les Juifs étrangers ou vagabonds; ceux qui, à l'époque de la promulgation des lettres patentes, n'auraient aucun domicile fixe connu et n'auraient pas payé le droit de protection dû au roi, ni les droits de réception ou d'habitation appartenant aux seigneurs ou aux villes, ni la contribution aux charges des communautés, étaient tenus dans les trois mois de sortir d'Alsace, sous peine d'être poursuivis comme vagabonds et gens sans aveu.

L'article 2 interdit aux seigneurs et aux villes d'admettre à l'avenir aucun Juif étranger, afin d'empêcher autant que possible l'accroissement par immigration de la population juive d'Alsace, et, pour n'être pas trompé, le gouvernement ordonna un recensement général des Juifs d'Alsace, recensement qui donna comme résultat le chiffre de 3.910 familles, soit 19.624 âmes (20).

L'article 3 décide que les Juifs étrangers qui se rendront en Alsace pour raisons de commerce ne pourront y circuler en sécurité qu'à la condition d'être munis de passeports signés par le magistrat de leur pays de résidence, et qui spécifieront les nom, qualité et profession des titulaires, ainsi que les lieux où ils doivent se rendre et le temps qu'ils se proposent d'y séjourner. Ces passeports devront être visés par le magistrat de la première ville d'Alsace traversée par ces Juifs, et seront valables pour trois mois, avec faculté d'obtenir des magistrats, s'il y a lieu, prorogation du délai de séjour.

L'article 5 défend en conséquence aux rabbins de donner aux Juifs étrangers des billets d'étape ou de

(20) *Archives de Haguenau*, G. G. 67.

logement, et à tous les Juifs d'Alsace, ainsi qu'aux aubergistes et autres habitants, de leur donner retraite et de les loger sans s'être préalablement assurés qu'ils avaient leurs passeports en règle.

En vue de limiter le développement des Juifs qui se multipliaient en Alsace de façon inquiétante, par suite de la fécondité des familles, Louis XVI restreignit indirectement le nombre des mariages juifs; en vertu de l'article 6, il défendait aux Juifs de contracter aucun mariage sans son autorisation préalable, sous peine d'expulsion de la province.

Certains conseillers d'Etat, ennemis des Juifs, avaient suggéré au roi, pour enrayer l'accroissement de leur population, d'interdire leur mariage pendant une période de vingt ans. Mais cette mesure parut trop radicale au roi qui préféra la remplacer par les articles 6 et 7 des lettres patentes que nous avons eu l'occasion d'étudier dans un précédent chapitre.



Après avoir ainsi résolu cet inquiétant problème démographique, Louis XVI décida, pour détourner les Juifs des pratiques usuraires, une série de mesures qui s'efforçaient de leur procurer des moyens d'existence honorables.

En vertu de l'article 8, ils étaient autorisés à prendre des fermes à bail, à condition d'habiter ces fermes et de les exploiter eux-mêmes. On leur donnait également le droit de louer, pour les cultiver, des terres, des vignes et tous genres de fonds ruraux. Ils pouvaient même se livrer à des entreprises de défrichement et à l'exploitation des mines de charbon de terre.

L'article 9 leur permettait de faire le commerce de la banque et toutes sortes de commerces de gros et de détail; ils étaient autorisés à établir des manufactures

de coton, des fabriques d'étoffes, des forges, verreries, faïenceries. Mais leurs livres et registres de commerce devaient être tenus en langue vulgaire et il leur était défendu de se servir de la langue hébraïque.

L'article 10 leur interdisait expressément d'acquérir, soit en leur nom propre, soit sous le nom de personnes interposées, par vente, adjudication, cession, dation de paiement, etc..., aucun bien-fonds, de quelque nature qu'il fût, même sous la condition de le revendre dans l'année.

Toute acquisition de fonds faite en violation de cet article était déclarée nulle.

Mais l'article 11 leur permettait de posséder leur maison d'habitation et le jardin contigu, pourvu que cet immeuble fût proportionné à l'état et aux besoins de l'acquéreur. Leur droit de propriété se trouvait donc restreint à l'immeuble nécessaire à leur habitation.

Ces dispositions avaient été prises pour empêcher les Juifs d'Alsace, propriétaires d'immenses capitaux, d'acheter des immeubles à vil prix. C'était là une mesure d'ordre public ayant pour but, dans l'esprit du législateur, d'empêcher l'accaparement des immeubles par un petit nombre d'usuriers.

L'ensemble de ces mesures, quoique dicté par des intentions excellentes, était plein de restrictions.

Si, en effet, les Juifs avaient le droit de prendre des fermes à bail, ils devaient les exploiter eux-mêmes, sans le concours de la main-d'œuvre chrétienne.

On leur permettait l'exercice de la banque et de tout commerce de gros et de détail, à condition de tenir leurs livres en français.

On leur accordait le droit de pratiquer le commerce d'argent, mais avec des restrictions qui le rendaient à peu près impossible, car, en souvenir de l'affaire des fausses quittances et conformément aux let-

très patentes de 1778, l'article 14 les obligeait à passer devant notaire tout acte constatant soit des prêts d'argent, soit des ventes mobilières. A défaut de notaire, les billets seraient rédigés devant deux préposés de la communauté qui les signeraient et assisteraient à la numération des deniers. Ces formalités, ordonnées à la fois dans l'intérêt de l'emprunteur, afin que le Juif ne stipulât pas de lui un intérêt trop élevé, et dans celui du prêteur, afin qu'on ne pût lui opposer de fausses quittances par la suite, étaient prescrites à peine de nullité de l'obligation souscrite.

Seuls, les effets de commerce tels que billets à ordre, lettres de change, etc..., faisaient exception à cette règle, en vertu de l'article 15.

L'article 16, renouvelant la disposition de l'arrêt du Conseil souverain d'Alsace du 19 février 1735, défendait aux Juifs, à peine de nullité, d'écrire et de signer en caractères hébraïques les actes et quittances qu'ils passeraient avec leurs débiteurs.

L'article 17 leur défendait de stipuler à leur profit des fournitures d'engrais, denrées ou autres marchandises pour le paiement des capitaux et intérêts des sommes par eux prêtées, à peine de nullité de ces obligations. Les intérêts ne pouvaient être capitalisés et devaient être perçus au taux ordinaire.

L'article 18 soumettait les Juifs dans tous les procès civils et criminels à la prestation de serment selon leurs coutumes; c'est le serment *more judaico* qui devait être prêté par le Juif, la main posée sur la *Thora*, à la synagogue, devant le rabbin, conformément à la loi de Moïse. L'article 18 disait textuellement : « Les Juifs qui seront admis à rendre témoignage, soit au civil, soit au criminel, et auxquels le serment aura été déféré, seront tenus de le prêter de la même manière que les Juifs établis en Allemagne et de suivre à cet égard le formulaire qui sera prescrit par notre Conseil souverain d'Alsace et en-

voyé dans les sièges de son ressort pour y être observé. »

L'article 24 décide « que les Juifs et Juives mariés légitimement ne pourront, s'ils viennent à se convertir, se remarier avec des catholiques qu'autant qu'ils seront veufs. Déclarons nuls, tous mariages de cette espèce qui auront été contractés postérieurement à la publication du présent règlement, et bâtards tous les enfants qui naîtraient desdits mariages ».

C'est l'abrogation de la vieille coutume de l'Alsace qui reconnaissait au Juif converti le droit de divorcer, quand son conjoint, resté fidèle au judaïsme, refusait de cohabiter avec lui.

Les autres dispositions des lettres patentes du 10 juillet 1784 ne contiennent rien de particulier et ne font que confirmer les lois et usages antérieurs.

La liberté de conscience et du culte juif était maintenue. Les rabbins étaient toujours compétents pour trancher les contestations qui s'élevaient entre Juifs, en matière religieuse, civile ou de police.

Les actes de naissance, de mariage ou de décès des Juifs devaient être dressés par les juges royaux du lieu, qui étaient admis à recevoir des déclarations relatives aux actes de leur état civil. Ces actes étaient portés sur deux registres cotés et paraphés, dont l'un devait rester entre les mains du juge et l'autre devait être déposé au greffe du Conseil souverain d'Alsace.

Ces mesures ne donnèrent satisfaction ni aux Juifs, qui les trouvaient pleines de restrictions excessives, ni aux chrétiens, qui avaient espéré l'élimination complète des Juifs. N'est-ce pas là, d'ailleurs, le sort habituellement réservé aux demi-mesures?

Les uns et les autres élevèrent des protestations dont le pouvoir royal ne tint aucun compte.

Les lettres patentes de Louis XVI constituent le dernier monument de la législation royale relative aux Juifs. « Elles sont, sinon le couronnement de

l'œuvre traditionnelle de la royauté, puisque la Révolution interrompit la loi définitive que préparait Malesherbes, du moins l'expression dernière que nous possédons de la conception royale (21). »

SECTION III

Les Juifs de Lorraine (22)

Le duc de Lorraine Jean accorda droit de cité à quelques familles juives fuyant le royaume de France, après l'édit d'expulsion de 1394. En 1463, il n'y avait que 6 familles dans le duché. En 1470, on en comptait 21, dont un certain nombre habitait Nancy, dans un quartier spécial entouré de chaînes. Les Juifs n'étaient pas aimés de la population; lors du siège de la ville par Charles le Téméraire, en 1476, ils furent très malmenés, et, après la victoire, le duc René les chassa de Nancy. Au xvr^e siècle, quelques familles sont admises par le duc Antoine. Au début du xvii^e siècle, les Juifs qui veulent traverser la Lorraine doivent payer un droit d'entrée. Dans un tarif de Bar (16 mars 1605), ils sont mentionnés après les moutons, les boucs et les porcs mâles.

Lorsqu'après les campagnes de Louis XIV la Lorraine fut rendue à ses princes, en 1690, la population se plaignit du trop grand nombre de Juifs qui s'était infiltré au cours de l'occupation, ainsi que des abus commis par leurs prêteurs. Le duc Léopold, qui

(21) M. MAIGNAL: *La loi de 1791 et la condition des Juifs en France*. Thèse Paris, 1903, p. 121.

(22) Les explications que nous consacrerons à l'étude des Juifs de Lorraine seront très brèves, ceux-ci n'ayant fait l'objet que de rares décisions de la part des autorités tant avant qu'après l'annexion de la Province à la France.

avait besoin de l'argent des Juifs, ne voulut pas donner satisfaction au peuple lorrain et confia même la gestion de ses finances à l'ancien rabbin de la Haute-Alsace, Samuel Lévy, qu'il nomma trésorier général de Lorraine (23), et, par un arrêté du 21 octobre 1721, il autorisait 180 familles juives à résider dans le duché. La liberté de conscience leur était laissée, mais ils devaient pratiquer leur religion en s'abstenant de toute manifestation extérieure. Ils pouvaient se livrer au commerce conformément aux coutumes du pays.

Mais les Juifs, ayant prêté à un taux très élevé, provoquèrent les plaintes de la population. Un édit du 30 décembre 1728 (24), dans l'intérêt des populations ruinées par les abus de l'usure, annule toutes les dettes sous seings privés signées au profit des Juifs, soit à titre de prêt d'argent, soit pour ventes de marchandises, à l'exception des effets de commerce tels que la lettre de change. De plus, les Juifs qui se seraient rendus coupables d'usure à l'égard des chrétiens perdraient tous droits sur leurs créances, seraient tenus de payer le double à leurs débiteurs et seraient condamnés à 500 livres d'amende.

Le roi Stanislas Leczinski suspendit l'effet de cet édit, puis il renouvela par l'arrêt du 26 janvier 1753 les anciennes lois qui avaient été prises contre eux. Le nombre maximum de Juifs admis à résider en Lorraine était toujours réduit à 180 familles qui, dans la plupart des villes, devaient se fixer dans des quartiers spéciaux désignés par l'Administration. Les Juifs de Lorraine devaient former une seule communauté sous la direction de syndics israélites nommés par Stanislas Leczinski lui-même.

La Lorraine fut annexée à la France sous Louis XV, en 1766, à la mort de Stanislas Leczinski. Après le rattachement de cette province à la France, la condition des Juifs lorrains fut à peu près maintenue.

(23) MERLIN: *op. cit.* section I, chap. VII.

(24) *Id.*

CHAPITRE III

LES JUIFS D'AVIGNON ET DU COMTAT VENAISSIN

Le Comtat Venaissin fut cédé au Saint-Siège en 1226, après la défaite des Albigeois; toutefois, la possession de la ville d'Avignon ne lui fut confirmée qu'en 1348.

Quand le pape Clément V transporta, au début du xiv^e siècle, la résidence pontificale à Avignon, un très grand nombre de Juifs vint se réfugier dans cette ville et dans le Comtat. Ils y furent accueillis avec la plus grande faveur. « Dès que l'établissement des pontifes à Avignon fut décidé, on y vit affluer de l'Espagne, de la France et de l'Allemagne une nuée de Juifs que le commerce autant que l'espoir du repos y attiraient. Clément V les reçut à bras ouverts; il fut leur protecteur contre les pastoureaux (1). »

Pendant toute la période où les papes résidèrent à Avignon en personne, ils firent preuve à l'égard des Juifs d'une rare bienveillance, et les protégèrent contre la haine et le mépris des populations, bien que chefs spirituels et temporels d'une religion que les Israélites avaient toujours combattue.

Les Juifs s'établirent à Avignon, à Carpentras et à Cavaillon, villes qui leur avaient été spécialement assignées pour lieux de séjour. Ils y vivaient toujours

(1) BEUGNOT, *op. cit.*, p. 158.

à l'écart des populations chrétiennes, en communautés régulièrement constituées à l'imitation des autres corporations du pays et gouvernées de la même manière.

Les papes usèrent de leur influence pour essayer de les convertir au christianisme. En 1317, le pape Jean XXII ordonna de poursuivre ceux qui retourneraient au judaïsme après s'être convertis au christianisme.

En 1320, une bulle du même pape décidait qu'on ne confisquerait plus le patrimoine des Juifs qui se convertiraient au christianisme. C'était l'abolition, dans le Comtat Venaissin, de cette vieille coutume dont l'usage, comme nous l'avons déjà vu, persista dans le royaume de France jusqu'en 1393.

C'est surtout le pontificat de Clément VI qui leur fut favorable. En 1348, en effet, à la suite de la fameuse peste noire qui décimait l'Europe, les Juifs, persécutés dans tous les pays, étaient partout l'objet de massacres et de violences. Clément VI leur ouvrit les portes d'Avignon et par la décision pontificale du 5 octobre 1348 il défendit au peuple de leur infliger des vexations et de les massacrer (4).

En 1394, à la suite de l'édit d'expulsion de Charles VI, les Juifs chassés de France trouvèrent, pour une large part, abri et protection à Avignon et dans le Comtat Venaissin.

Mais lorsqu'à partir de 1431 les papes rétablissent leur résidence à Rome, une ère moins favorable s'ouvre pour les Juifs. Les papes ne s'occupent plus de leurs États que par le truchement de leurs légats ou de leurs vice-légats. Or, ceux-ci ne sont pas tous portés à la tolérance.

À la même époque, la bourgeoisie s'agite. Elle se montre jalouse des Juifs qui la concurrencent dans

(4) BALUZE: *Vie des Papes d'Avignon*, I, P. 256, Paris, 1783.

leurs négoces ou dans l'exercice de leurs professions.

En 1457, elle obtient du pape Pie II un bref qui interdit aux Juifs de vendre des graines et autres substances alimentaires, de passer des contrats avec les chrétiens, de prendre des hypothèques sur leurs biens et d'exercer aucune action contre leurs personnes. Ces mesures sont confirmées par Sixte IV.

Mais les Juifs obtiennent, au point de vue de l'exercice de leur culte, des concessions importantes, et notamment la liberté de travailler dans leurs maisons, portes fermées, les jours de fête chrétienne et le dimanche; la faculté de fabriquer des pains azymes sans être molestés par les officiaux, l'autorisation de construire de nouvelles synagogues, de faire appel aux nourrices et aux sages-femmes chrétiennes. Ces mesures font l'objet des *Capitula* de 1525, confirmées en 1549 (5).

Cependant, les Juifs du Saint-Siège étaient traités comme des étrangers et ne jouissaient pas du droit commun. « Les jurisconsultes qui ont illustré la doctrine avignonnaise, tout en se montrant beaucoup plus favorables à leur endroit que ne le comportait le Code théodosien ni la coutume, ne leur accordent pas l'état civique d'une manière absolue. Les Juifs, à leurs yeux, forment une nation étrangère qui reçoit l'hospitalité en Provence et pour laquelle on doit s'en référer, non au droit civil, mais au droit des gens et au droit naturel (6). »

Ils étaient donc considérés comme des étrangers. Malgré la bienveillance dont ils étaient entourés et la protection dont ils jouissaient, aveuglés par la haine de la religion catholique, ils blessaient souvent au vif les sentiments très chrétiens des populations qui les entouraient.

(5) BALUZE, *op. cit.*, II, p. 23.

(6) DE MAULDE: *Les Juifs dans les Etats français du Saint-Siège*. Paris, 1891, p. 41.

La chronique d'Avignon nous rapporte qu'une jeune femme juive, entrant dans l'église d'Avignon le jour de Pâques, avait craché dans l'eau bénite pour insulter aux croyances des chrétiens; pour cette grave insulte à la religion, elle fut fouettée sur la place publique. Une plaque commémorative fut dressée en souvenir de ce fait et pendant longtemps, dans l'église Saint-Pierre d'Avignon, un bénitier, dit « bénitier de la belle Juive », vint rappeler cet épisode.

Les Juifs du Saint-Siège conservèrent toujours, avec la haine de la religion chrétienne, leurs mœurs particulières. Vivant groupés en communautés, renfermés dans leurs quartiers, ils formaient en quelque sorte une république (8).

Quoique considérés comme des étrangers, la rigueur du droit fut toujours tempérée par la clémence pontificale. C'est ainsi que, s'étant rendus intolérables par leurs usures, ils furent souvent l'objet de décrets d'expulsion de la part des papes. Mais ces mesures ne furent jamais exécutées sérieusement. Ce n'étaient que de simples menaces destinées à les effrayer, à les contraindre à restituer à leurs débiteurs les usures qu'ils auraient prélevées sur eux. Tel fut le cas de la bulle d'expulsion rendue en 1569 par Pie V et qui chassait les Juifs de toutes les terres soumises à sa domination, excepté de Rome et d'Ancône. Sur leurs protestations, le pape consentit à leur accorder un délai de six mois. Comme, ce délai écoulé, les Juifs étaient toujours dans le Comtat, Pie V régla la situation par un moyen terme : il n'exigea plus leur départ, mais les obligea à se cantonner dans les villes : Avignon, Carpentras, Cavaillon et L'Isle-sur-Sorgue. Dans ces quatre villes, ils étaient tenus d'habiter un quartier spécial appelé « carrière », ce qui, en provençal, signifie « rue ».

(8) BEDARRIDE, *op. cit.*, p. 369.

A son tour, Clément VIII, en 1593, chassa les Juifs des villes de ses Etats, à l'exception des villes de Rome et d'Avignon. Les Juifs devaient être maintenus dans cette dernière localité, disait la bulle, pour qu'il existât des Juifs même au delà des monts, en souvenir de la Passion de Jésus-Christ. Mais cet ordre ne constituait à son tour qu'une simple mesure, et ne fut pas mieux exécuté que celui de Pie V.

Aux termes de cette bulle, « les Juifs de Carpentras et des autres villes du Comtat Venaissin devaient quitter le pays; cependant, ils obtinrent un délai de deux ans pour recouvrer les sommes qui leur étaient dues. Ce sursis fut ensuite prolongé, et lors de la Révolution ils habitaient encore comme auparavant Carpentras, Cavaillon et L'Isle-sur-Sorgue (9) ».

Quoique considérés comme étrangers, les Juifs du Saint-Siège n'étaient pas soumis au droit d'aubaine. De plus, ils ne pouvaient, tels les Florentins ou les Sarrazins, être vendus comme prisonniers de guerre. Ils étaient, au contraire, protégés dans leurs personnes et dans leurs croyances.

Le droit de cité leur fut accordé comme à de vrais citoyens et par la même assimilation ils jouirent de l'égalité devant la justice; ce qui n'empêcha pas de leur laisser leur juridiction propre pour les conflits religieux et pour les questions de droit familial (testaments, mariages, divorces). Pour le mariage, il leur fallait demander une permission à l'évêque qui l'octroyait sans difficultés, moyennant le paiement d'une taxe.

En ce qui concerne le droit de propriété, ils ne pouvaient, en principe, que posséder des biens mobiliers, mais souvent les autorisations papales leur permettaient d'être propriétaires de maisons d'habitation et de terres dans le Comtat Venaissin.

(9) BEDARRIDE, *op. cit.*, p. 371.

BEDARRIDE nous donne de très intéressants détails sur les communautés juives de la région : les membres des communautés étaient divisés en trois catégories : la première formée par les Juifs possédant plus de 200 livres, la deuxième par ceux possédant plus de 100 livres, et enfin la troisième par tous les autres, qui étaient entretenus par la communauté. Ceux qui composaient la classe riche trouvaient aisément le moyen de grossir leur fortune, le prêt à intérêt étant leur domaine. Mais « ceux qui n'avaient rien, nous dit BEDARRIDE, ne pouvaient s'enrichir par leur industrie; aussi la communauté entretenait une foule de familles indigentes qui, quelquefois par amour pour l'oisiveté, le plus souvent par l'effet des institutions qui leur fermaient toutes les carrières industrielles, n'avaient aucun moyen de sortir de l'état de misère où elles vivaient (10) ».

Pour faire face à l'entretien des pauvres ou pour subvenir aux dépenses du culte et au paiement des impôts, les communautés juives furent souvent obligées de contracter des emprunts, et BEDARRIDE ajoute cette particularité originale, à savoir que les communautés juives durent emprunter à des maisons religieuses, « de sorte que les couvents, qui prenaient leur part des taxes qui pesaient sur les Juifs, leur prêtaient d'une main ce qu'ils en recevaient de l'autre ».

Telle était la situation des Juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin au moment de la Révolution.

(10) BEDARRIDE, *op. cit.*, p. 371.

CHAPITRE IV

SITUATION DE FAIT DES JUIFS EN FRANCE APRÈS L'EXPULSION DE 1394

A partir de la promulgation de l'édit du roi Charles VI, en 1394, les Juifs n'ont plus en France d'existence légale. Leur condition cesse d'être régie par le droit; ils sont chassés du royaume; ceux qui y séjournent malgré cette interdiction générale n'ont aucun droit. Placés sous la surveillance de la police, ils n'ont plus qu'une existence de fait.

Et cependant, depuis Charles VI jusqu'à la Révolution, les Juifs continuent à habiter en France. On les voit séjourner dans les villes, en dépit de l'ordonnance d'expulsion. Le gouvernement est obligé de les tolérer. On les considère tantôt comme des étrangers de passage, tantôt comme des vagabonds, des nomades, des gens sans aveu. La police chargée de les surveiller feint d'ignorer leur qualité de Juifs.

Depuis 1394, les Juifs ont laissé des vestiges de leur passage dans toutes les régions de la France. C'est ainsi que, pour citer un exemple parmi beaucoup d'autres, après l'annexion de la Provence à la France, en 1481, les Juifs qui avaient toujours résidé dans ce pays et qui devenaient français par le fait de la réunion de cette province à la France continuèrent à l'habiter jusqu'en 1398. BEUGNOT cite des lettres patentes du roi Charles VIII de l'année 1489 qui placent

les Juifs de Provence et tous leurs biens sous la sauvegarde du roi et qui maintiennent à leur profit le privilège d'avoir pour juge et protecteur un officier spécial appelé « conservateur des Juifs (1) ».

En 1498, ils furent chassés de la Provence. Cet édit ne reçut pas sa complète exécution, car de nombreux Juifs continuèrent à résider à Marseille et dans la Provence, et le 26 septembre 1501 Louis XII fut obligé de renouveler contre eux l'édit d'expulsion antérieur. Au début du XVII^e siècle, ils étaient si nombreux en France qu'une déclaration royale du 23 avril 1615, rendue par la reine régente Marie de Médicis pendant la minorité de Louis XIII, les expulsa une fois de plus du royaume.

C'est en sa qualité de roi très chrétien que Louis XIII prend cette mesure. Les termes du préambule de la déclaration, très explicites à cet égard, rappellent les anciennes ordonnances d'expulsion rendues par les rois de France. Louis XIII déclare qu'il est résolu à suivre l'exemple de ses prédécesseurs qui « s'étaient toujours connu ce beau titre de très chrétien que nous possédons aujourd'hui, dit la déclaration, qui ont eu par conséquent en horreur toutes les nations ennemies de ce nom et surtout celle des Juifs qu'ils n'ont jamais voulu souffrir résider en leurs royaumes, pays, terres et seigneuries de leur obéissance (2) ».

La déclaration royale nous apprend elle-même que, contrairement aux édits et ordonnances antérieurs, les Juifs, depuis quelques années, se sont répandus en grand nombre dans différents lieux du royaume où ils continuent à vivre en déguisant leur qualité.

L'ordonnance d'expulsion se fonde sur les motifs suivants : « Afin de ne rien admettre qui puisse servir à la réputation de cet Etat et à la conservation des

(1) BEUGNOT, *op. cit.*, p. 134.

(2) ISAMBERT, XVI, p. 766.

bénédictions qu'il a plu à Dieu faire distiller sur iceluy, et d'autant que nous avons esté advertis que contre les édits et ordonnances de nos dits prédécesseurs les dits Juifs se sont depuis quelques années espandus, déguisés en plusieurs lieux de cestuy nostre royaume, ne pouvant souffrir telle impiété sans commettre une très grande faute envers sa divine bonté offensée de plusieurs blasphèmes ordinaires, nous avons advisé d'y pourvoir et remédier le plus promptement qu'il nous sera possible. »

La déclaration de 1615 ordonne en conséquence aux Juifs de vider les lieux dans le délai d'un mois à partir de l'enregistrement de la déclaration dans les parlements, sous peine de mort et de confiscation de leurs biens.

« Ordonnons, dit la déclaration, que tous les dits Juifs qui se trouvent en cestuy nostre royaume, pays, terres et seigneuries de nostre obéissance, seront tenus, sous peine de la vie et de confiscation de tous leurs biens, d'en vider et de se retirer hors d'iceux, incontinent de ce, dans le temps et terme d'un mois après la publication des présentes, tant en nos cours de parlement, que ez bailliages, sénéchaussées et autres juridictions royales de nostre dit royaume, faisant très expresses inhibitions et défenses, sous les mêmes peines de vie et confiscation des biens, à tous nos sujets de les y recevoir, assister ni converser avec eux, le dit temps passé. »

Sous le règne de Louis XIV, l'ordonnance du 30 septembre 1683 (3) ordonne aux Juifs de sortir des colonies et de ne plus jamais y résider.

Cependant, à l'exception de cette mesure, Louis XIV se montra généralement favorable aux Juifs. « Dans les diverses circonstances, dit M. CHARLEVILLE (4), où

(3) ISAMBERT : XIX, p. 435.

(4) CHARLEVILLE : *Louis XIV et les Israélites*, Archives israélites du 30 juin 1887.

l'autorité de Louis XIV a été directement invoquée par les descendants d'Israël, comme la suprême espérance du faible succombant sous le poids de son impuissance, le grand roi s'est montré chevaleresque et animé des sentiments d'une justice impartiale et d'un esprit de tolérance qui étonne. »

Bien qu'en vertu des ordonnances d'expulsion les Juifs, en dehors des communautés autorisées, fussent privés du droit d'établir leur domicile légal en France, Louis XIV cependant les accueillit en fait avec tolérance et leur accorda fréquemment le privilège de résider dans le royaume. C'est ainsi que de nombreux Juifs habitaient Paris, soit que la police fît semblant d'ignorer leur présence, soit que le roi leur eût accordé la permission d'y résider. Il nous suffira de citer Jona Salvador de Pignerol (Piémont) qui obtint du roi la permission de rester six mois à Paris, et qui logeait au fort Meulan, rue Quincampoix; Joseph Athias, célèbre imprimeur; Cohen, qui figure en 1662, en qualité de savant étranger, parmi les gens de lettres pensionnés par Louis XIV. Enfin, le richissime banquier Samuel Bernard, qui fut appelé pour tirer Louis XIV des embarras financiers dans lesquels il se trouvait à la fin de son règne, était d'origine juive, bien que converti au catholicisme. Le grand roi l'invita à Marly, où il fut choyé et comblé de prévenances, au grand scandale de toute la cour. « On avait pu remarquer à la cour de Louis XIV le célèbre Samuel Bernard, qui aida plus d'une fois l'Etat de ses finances, et dont la fortune colossale était un nouvel exemple de cette opulence dont les banquiers juifs avaient si souvent offert le spectacle (5). »

Vers 1675, des Juifs portugais viennent tenter fortune à Paris; ce sont des médecins et des savants pour la plupart. Presque en même temps, des Juifs

(5) BEDARRIDE: *op. cit.*, p. 388.

messins, lorrains et alsaciens viennent exercer à Paris leurs professions habituelles : le colportage, la brocante, la friperie. Quelques privilégiés sont fournisseurs de l'armée pour les vivres, d'autres s'occupent de banque ou de change. Enfin, l'on voit bientôt apparaître à Paris des ouvriers manuels juifs; ceux-ci exercent de préférence des métiers d'art, tels que peintres en miniature, graveurs, lithographes, dessinateurs, bijoutiers, mais aussi des métiers plus ordinaires, comme celui de cordonnier.

Tous ces Juifs vivaient paisiblement, groupés dans les quartiers Saint-Martin et Saint-Denis, et célébraient leur culte en toute tranquillité.

Mais, à la fin de son règne, Louis XIV se montra beaucoup plus intolérant et cessa de respecter la liberté de conscience de ses sujets. C'est avec regret que l'on voit le grand roi, sous l'influence de Louvois, révoquer l'Edit de Nantes et persécuter ceux qui sont restés fidèles à la Réforme. Il montra la même intolérance à l'égard des Juifs et plus d'une fois, dans ses dernières années, chercha à les convertir par la force au christianisme. D'après M. CHARLEVILLE, les Juifs auraient oublié ces vexations et auraient conservé à son égard les sentiments d'une reconnaissance assez profonde. « Quant aux aberrations heureusement tardives de Louis XIV, nous dit-il (6), et qui lui faisaient fermer les yeux, comme à M^{me} de Maintenon, sur des choses fort opposées à ses sentiments et qu'il est permis de considérer comme une sorte de faiblesse sénile, les Juifs n'en ont pas conservé le souvenir. Ils se rappellent que le grand roi a été juste, bienveillant, impartial, équitable à leur égard. Ils le placent parmi les bons souverains qui les ont protégés et ils regrettent pour sa mémoire

(6) CHARLEVILLE: *Louis XIV et les Israélites*, Archives israélites du 22 septembre 1887.

qu'il n'ait pas conservé son auréole jusqu'aux derniers jours de son long et glorieux règne. »

Sous le règne de Louis XV, nous trouvons à Paris une communauté juive des plus importantes. L'étude de Léon KAHN intitulée: *Les Juifs à Paris sous Louis XV*, insérée dans les archives israélites de l'année 1892, nous donne une foule de renseignements du plus grand intérêt sur l'existence de cette communauté. Les Juifs étaient placés sous la surveillance de la police; ce régime de fait, conséquence directe des édits d'expulsion dont ils avaient été l'objet, les plaçait sous l'arbitraire des inspecteurs de police.

Les Juifs durent plus d'une fois acheter leur protection à prix d'or, pour éviter d'être expulsés ou emprisonnés; les inspecteurs de police se faisaient ainsi les arbitres de leur destinée et les rançonnaient impitoyablement.

Les archives de la lieutenance générale de la Bastille, qui s'ouvrent, en ce qui concerne les Juifs de Paris, en 1721, nous donnent beaucoup de détails sur leurs relations avec la police. En 1721, les Juifs étaient très nombreux à Paris: le lieutenant de police, Gabriel Tachereau de Baudry, se préoccupe dès le mois de mai 1721 de leurs manœuvres et les signale aux secrétaires d'Etat. Il demande au régent de les obliger à se faire délivrer des passeports qu'ils devaient faire viser par le lieutenant général de police; celui-ci pourrait ainsi beaucoup mieux surveiller leur conduite et, s'ils venaient à abuser de la tolérance qu'on leur accordait en les laissant résider à Paris, on pourrait les chasser sur-le-champ ou les emprisonner en cas de désobéissance.

Le gouvernement ne crut pas devoir céder à la demande du lieutenant général de police et aucune mesure nouvelle ne fut prise contre eux (7).

(7) *Les Juifs à Paris, sous Louis XV*, Arch. israélites du 21 janvier 1892 et du 4 février 1892.

Après Tachereau de Baudry, les lieutenants généraux de police qui lui succédèrent, d'Argenson, Hérault, Feydeau de Marville, sollicitèrent à nouveau le roi de prendre des mesures de rigueur contre les Juifs et de les obliger à présenter des passeports. Les motifs allégués dans leurs notes et rapports par les inspecteurs de police sont toujours les mêmes; ils parlent du nombre important des Israélites, dont quelques-uns sont suspects et sont accusés par la renommée populaire de commettre des friponneries, de recueillir et d'acheter des effets volés.

De 1721 à 1750, les lieutenants généraux de police insistèrent auprès du pouvoir royal et des secrétaires d'Etat pour que les Juifs fussent obligés de présenter des passeports. En 1750, Louis XV, sur le rapport de Berrier, alors lieutenant général de police, rendit une ordonnance aux termes de laquelle il prescrivait aux Juifs l'obligation de prendre des passeports. « Mon intention, disait l'ordonnance, est que vous obligiez tous les Juifs qui sont actuellement à Paris, de même que tous ceux qui s'y rendront dans la suite, sous quelque prétexte qu'ils y soient, ou qu'ils y viennent, à prendre des passeports dans les formes ordinaires, que vous les fassiez représenter pour être par vous visés, que vous en fassiez tenir registre, et qu'en cas de refus de leur part, ou qu'il vous viendrait des plaintes contre quelques-uns d'entre eux, que vous les fassiez arrêter et conduire soit en prison, soit à Bicêtre, d'où vous pourrez ensuite les faire sortir quand bon vous semblera (8). »

Désormais, les lieutenants généraux de police avaient en main contre les Juifs une lettre de cachet, leur donnant pleins pouvoirs sur eux et leur permettant de les expulser de Paris ou de les faire enfermer

(8) Léon KAHN, *op. cit.*, Arch. israélites du 4 février 1892.

au nom du roi à la Bastille, à Vincennes, au Fort-l'Évêque, ou à Bicêtre.

En 1756, le lieutenant général de police, pour se décharger de cette lourde et fastidieuse besogne, abandonne aux inspecteurs de police la surveillance directe des Juifs et leur donne les instructions générales suivantes : faire mettre en règle ceux qui n'ont point de passeport et se conduisent bien, chasser les autres ou les faire mettre en prison.

Ces inspecteurs de police, investis d'un pouvoir arbitraire aussi large, firent peser sur les Juifs une véritable tyrannie. Quelques-uns se rendirent coupables d'abus de pouvoirs et d'exactions. « L'un d'eux, nommé Le Grand, fut particulièrement célèbre par ses cruautés. Après avoir commencé par déployer contre eux une rigueur excessive, il organisa un système de pression administrative qui lui permettait d'extorquer, à son profit, de chaque Juif placé sous sa surveillance, des rémunérations en marchandises ou en argent, au prorata des facultés de chaque individu. Ces bénéfices honteux étaient le prix de la protection qu'il consentait à leur accorder. Plein de douceur et de mansuétude à l'égard de ceux qui étaient riches et dont il se croyait en droit d'attendre quelque chose, il se comportait au contraire avec une brutalité révoltante vis-à-vis de ceux qui, par suite de leur misère et de leur humble condition, se trouvaient incapables de lui donner quoi que ce fût (9). »

De la sorte, la plupart, errants, vagabonds, nomades, sans feu ni lieu, vivaient en contact avec des gens sans aveu, avec lesquels on n'avait pas tardé à les confondre. C'est ainsi que les Juifs pratiquaient souvent les plus basses professions, se faisant marchands de « clinquaileries », brocanteurs, marchands ambulants, ce qui les faisait considérer comme « sus-

(9) Léon KAHN : *op. cit.*, Arch. israélites du 4 février 1892.

pects » par la police. Cependant, un certain nombre d'entre eux occupaient d'assez belles situations à Paris et quelques-uns, à force d'habileté et de savoir-faire, réussirent à obtenir de hautes protections et à se jouer des tracasseries de la police. L'une des physionomies les plus curieuses est sans contredit celle d'Assure Mayer. Assure Mayer, venu d'Allemagne à Paris, en 1745, pour recouvrer des créances importantes, se vit refuser le droit de résider dans cette ville et fut successivement enfermé à Saint-Germain-des-Prés et au Grand-Châtelet; il ne perdit pas courage et, grâce aux influences qu'il mit en jeu, il finit par triompher de la police. Il dénonce les excès de l'inspecteur Le Grand qu'il fait révoquer; puis, faisant valoir les services considérables qu'il a rendus à la France dans la dernière guerre, arrive à ses fins et obtient gain de cause, grâce à la protection du prince de Conti, du baron de Breteuil et de M. de Guébriant. « Cet Assure Mayer, dit Léon KAHN (10), est l'homme le plus étrange qu'on puisse imaginer. Quelle odyssee fut la sienne! Pendant plus de quinze ans, avec une souplesse qui n'avait d'égale que son énergie, il tint tête à la police, à la lieutenance générale de Paris, au secrétaire d'Etat, au roi même, pour demeurer envers et contre tous à Paris. Toujours sur la route de Versailles ou de Fontainebleau, hôte assidu des antichambres ministérielles, protégé par de puissants seigneurs, il fit preuve tout à la fois d'arrogance et d'humilité, d'indépendance et de soumission, de force et de flexibilité, tour à tour plein de cajoleries, de séductions et d'audacieuse persévérance. Il tombe et avec un génie surhumain se relève chaque fois plus fort, triomphe de toutes les difficultés et, au moment où on peut le croire à jamais disparu, revient, bravant les uns, décourageant les autres par

(10) LÉON KAHN: *op. cit.*, Archives israélites du 3 mars 1892.

son apparition soudaine, inattendue. C'est Guignol bâtonnant à tour de bras les gendarmes et le commissaire, devant la galerie mise en liesse par cette résistance victorieuse d'un homme contre la police tout entière. »

Une autre figure très originale est celle d'un baron juif français, que la communauté de Paris comptait parmi ses membres au XVIII^e siècle, et qui s'appelait Liefmann Calmer. L'étude d'Isidore Lœb, intitulée : *Un baron juif français au XVIII^e siècle, Liefmann Calmer* (11), nous donne des détails fort intéressants sur ce personnage. Originaire de Hollande, Liefmann Calmer était venu s'établir en France avec sa famille au milieu du XVIII^e siècle. En 1769, il avait obtenu pour lui et sa famille des lettres de naturalité, probablement en récompense de services rendus au roi en sa qualité de fournisseur des armées. Il était probablement le chef officiel de la communauté des Juifs obéissant au rite Askenazi; il jouissait d'une immense fortune et, par ses relations avec les ministères et l'ambassade de Hollande, il disposait d'une grande influence. Il s'occupa activement de la fondation des cimetières israélites à Paris. A cette époque, les Juifs de Paris, qui vivaient sous un régime de pure tolérance, sans cesse obligés de se dérober aux yeux de la police, n'avaient pas de cimetière officiel. C'est dans le jardin d'une auberge, l'auberge de l'Etoile, tenue par un nommé Matard, et dont l'emplacement était situé en dehors de l'enceinte de Paris, que les Juifs faisaient enterrer leurs morts. Le tenancier de l'auberge de l'Etoile, ce Matard, était, d'après Isidore Lœb, un grossier personnage qui allait jusqu'à faire écorcher des bœufs et des chevaux sur le terrain consacré aux tombes israélites. Désireux de procurer un lieu de sépulture plus digne à ses coreligionnaires,

(11) Isidore Lœb: *Un baron juif au XVIII^e siècle, Liefmann Calmer*, Archives israélites des 11 et 18 juin 1885.

Calmer, à plusieurs reprises, en 1770 et en 1775, demanda à l'Administration l'autorisation d'acheter à ses frais un terrain destiné à servir de cimetière juif. Mais cette tentative échoua par suite des prétentions exorbitantes de Calmer qui visait à l'omnipotence et voulait acquérir le cimetière en son nom, et grâce à la rivalité qui éclata entre les Juifs portugais et avignonnais, représentés par Jacob Rodriguès Pereire, et les Juifs allemands ou alsaciens, dont Cerf-Beer et Jacob Goldschmidt étaient les syndics. Par suite de cette mésentente, les Juifs portugais et les Juifs allemands se passèrent de l'entreprise de Calmer et acquirent les uns et les autres des cimetières distincts. Les Juifs portugais eurent leur cimetière sur un territoire acquis par Pereire en 1780 et qui dépendait en censive de l'Eglise de Paris. Quant aux Juifs alsaciens, ce ne fut qu'en 1785 qu'ils obtinrent la concession d'un cimetière propre à leur communauté au Petit-Montrouge. C'est en 1774 que Calmer avait obtenu son titre de baron en achetant sous le prête-nom de l'écuyer Briet, sire de Bernapré, pour la somme de 1.500.000 livres, la baronnie de Picquigny; un an après, en 1775, le sieur de Bernapré déclarait qu'il s'était rendu acquéreur de ce fief au nom de Liefmann Calmer. Calmer devenait ainsi baron de Picquigny et vidame d'Amiens. L'acquisition de ce fief donna lieu à un long et célèbre procès entre l'évêque d'Amiens, de Machault, et le cardinal de Luynes, abbé et comte de Corbie, d'une part, entre Calmer, baron de Picquigny, vidame d'Amiens, d'autre part, dont le fief se trouvait à la fois dans la mouvance de l'évêché d'Amiens et de l'abbaye de Corbie. Les demandeurs, c'est-à-dire l'évêque d'Amiens et l'abbé comte de Corbie, alléguaient qu'il y avait eu deux ventes successives du fief de Picquigny, que Bernapré avait tout d'abord acheté pour son propre compte et qu'il avait ensuite revendu à Calmer; en

conséquence, ils réclamaient pour ces deux prétendues mutations doubles droits de quint et de requint. Calmer, au contraire, prétendait qu'il n'y avait eu qu'une seule mutation; et il allait plus loin en soutenant que le fief de Picquigny avait été autrefois un franc alleu noble, ne devant pour tout droit de redevance que la somme de 10 livres de relief à l'évêque pour chaque investiture. Dans ce procès interminable, citons dans le nombre des jugements rendus l'arrêt du Parlement du 24 mars 1779, déclarant que Calmer était acquéreur d'un vrai fief et non pas d'un alleu, mais qu'une seule mutation existait et qu'en conséquence il devait payer une seule fois le droit de quint et de requint (12). Telles sont les particularités remarquables qui illustrèrent le séjour de Calmer en France.

Outre Liefmann Calmer, nous pouvons encore signaler à Paris la présence de quelques Juifs célèbres, comme Jacob Rodrigues Pereire, Sylva, médecin connu pour sa liaison avec Voltaire; Astruc, médecin de la Faculté de Montpellier et de Paris; Isaac Pinto, célèbre dans le monde des lettres, et qui jouissaient d'une grande faveur à la cour. A cette époque, les Juifs occupaient un peu toutes les branches du commerce; ils se livraient au négoce des liqueurs, à l'industrie de la bijouterie, aux entreprises de merceries et de soieries; quelques-uns dirigeaient d'importantes maisons de banque, comme Jacob Goldschmidt, dont la banque était située dans la rue Beaupourg. En ce qui concerne le commerce de la draperie et de la mercerie, un procès important eut lieu à Paris pour savoir si les Juifs pouvaient être admis dans la corporation des marchands drapiers et merciers de Paris.

Dans son *Répertoire de Jurisprudence* (13), MERLIN

(12) ISIDORE LOEB: *op. cit.*, Arch. israélites du 18 juin 1885.

(13) MERLIN: *op. cit.*, v. Juifs, sect. IV, t. IX, p. 27.

nous apprend que quelques Juifs avaient obtenu au Conseil du roi, contre les gardes de la draperie et de la mercerie de Paris, un arrêt contradictoire du 25 juillet 1775 qui avait accordé la mainlevée des marchandises saisies par les gardes, sur le Juif Moïse Perpignan, et avait permis aux Juifs de continuer leur commerce à Paris, conformément aux brevets qui leur avaient été expédiés en vertu de l'édit du mois de mars 1767. Mais, par un autre arrêt du Conseil du roi du 7 février, — la tierce opposition formée par les six corps des marchands de Paris à l'arrêt du 25 juillet 1775 ayant été reçue, — les Juifs furent déboutés de la demande formée par eux de faire le commerce de draperies et de merceries à Paris (14). L'arrêt du Conseil du roi du 7 février 1777 les exclut de la corporation des marchands drapiers et des merciers de Paris; en droit, l'accès des corps et métiers leur est donc interdit.

Dans la situation de fait où ils se trouvaient en France depuis 1394, les Juifs, qui avaient toujours formé un corps hétérogène, revendiquaient plus que jamais leurs usages particuliers et les prescriptions de la loi mosaïque. A l'occasion du divorce, notamment, MERLIN n'hésite pas à reconnaître aux tribunaux français, à la fin du XVIII^e siècle, le droit d'autoriser les Juifs à divorcer, conformément à leur loi. « Laissons nos tribunaux français s'occuper du divorce judaïque, puisque c'est à eux seuls et non aux rabbins qu'il appartient d'en connaître et de le juger définitivement. Laissons-les permettre aux Juifs cet usage conforme à leurs lois de la même voix et avec la même assurance qu'ils maintiennent et font régner en France l'indissolubilité du mariage. Au moment où les magistrats montent sur leur tribunal pour examiner ces discussions étrangères, le Code de leur

(14) ISAMBERT: XXIV, p. 338.

nation se ferme et celui de Moïse vient se présenter à eux pour servir d'appui et de fondement à leur arrêt. Ce ne sont plus des Français qu'ils jugent, ce sont des Juifs. Qu'ils oublient donc les lois de la France... ou plutôt qu'ils s'en souviennent, qu'ils se rappellent que ces lois douces, paisibles, généreuses, ont admis les restes d'un peuple dispersé à vivre sous l'empire d'une volonté et d'une législation qui leur est contraire! Qu'ils se souviennent que, pour qu'il soit possible à ce peuple de vivre selon ses usages, il faut qu'il soit jugé selon les mêmes usages! Qu'ils se souviennent enfin que la justice est de toutes les nations, qu'elle est due à tous les peuples, qu'elle embrasse dans l'immensité des temps ce qui a été comme ce qui est; qu'elle n'est circonscrite dans aucun espace et que c'est toujours être chrétien et français que d'être juste envers ceux qui ont le malheur de ne connaître ni les dogmes du christianisme, ni les lois de la France (15). »

La solution de MERLIN est juridique. Les Juifs, en effet, sont considérés comme des étrangers, et leur législation admet le divorce. Or, le divorce est une cause de dissolution du mariage et se rattache à l'organisation de la famille, et en cette qualité il doit être rationnellement régi par la loi nationale des époux, à condition toutefois qu'il ne se heurte pas à l'ordre public français.

Les Juifs, qui, depuis l'expulsion définitive de 1394, étaient devenus absolument étrangers à la législation française à laquelle ils échappaient complètement, devaient donc pouvoir théoriquement invoquer le divorce, contrairement à ce qui se passait à l'époque féodale. Durant la période féodale, en effet, tout au moins sous la haute féodalité, les Juifs, traités comme des serfs, jouissaient cependant de la qualité de fran-

(15) MERLIN: *op. cit.*, v° Divorce, p. 648.

çais et par conséquent étaient soumis au principe de l'indissolubilité du mariage et à la prohibition du divorce, formulée par les Capitulaires de Charlemagne. Cependant, tout en admettant que l'institution du divorce fût applicable aux Juifs dans l'intérieur de la France, une restriction importante pouvait leur être opposée : la restriction de l'ordre public, en vertu de laquelle on pouvait regarder comme dangereuse, même entre étrangers, la prononciation du divorce, qui, à cette époque, était considérée comme inacceptable au point de vue moral, social et religieux.

Obligés de choisir entre les deux principes opposés du statut personnel et de l'ordre public, les tribunaux royaux ont souvent hésité et la contradiction existant entre leurs arrêts n'est que la conséquence de cette hésitation.

POTHIER, dans son *Traité du contrat de mariage* (16), nous cite un arrêt du Parlement du 2 janvier 1758 qui, s'inspirant du principe de l'ordre public, repoussa le divorce des Juifs. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un Juif, nommé Lévi Borach, originaire d'Haguenau, qui, après s'être converti au christianisme en 1753, avait fait sommation à sa femme Mendel-Cerf, demeurée juive, et qui était restée à Haguenau, de venir le rejoindre à Paris et de continuer à cohabiter avec lui, lui laissant toute liberté de vivre dans la pratique du judaïsme. Mais Mendel-Cerf refusa de retourner avec lui et somma à son tour son mari de lui envoyer, selon la forme du judaïsme, un libellé de divorce pour qu'elle pût se remarier avec un autre homme de sa religion. Borach fit assigner sa femme devant l'officialité de Strasbourg et obtint la sentence du 7 novembre 1754 qui lui donne acte des sommations adressées à sa femme et qui

(16) POTHIER: *Traité du contrat de mariage*, p. 475.

déclare qu'il est désormais libre de se marier devant l'Eglise avec une personne appartenant à la religion chrétienne. A la suite de cette sentence, Borach, ayant contracté une promesse de mariage avec la demoiselle Anne Thévard, du diocèse de Soissons, invita le curé de la paroisse de la jeune fille à faire les publications de mariage. Celui-ci s'y refusa, nonobstant la sentence de l'officialité de Strasbourg; Borach le fit assigner devant l'officialité de Soissons, pour l'obliger à publier les bans. Mais l'official de Soissons, prenant une décision contraire à celle de l'official de Strasbourg, déclara par sa sentence du 5 février 1756 que Borach n'était pas recevable en sa demande.

Borach interjeta alors appel comme d'abus, devant le Parlement. Il produisit un certificat du secrétaire de l'évêché de Strasbourg qui attestait que, d'après les registres du greffe, il apparaissait que de tous temps il avait été permis aux Juifs baptisés dans le diocèse de Strasbourg de se remarier avec des catholiques, lorsque leurs femmes juives auraient refusé de cohabiter avec eux depuis leur baptême, et que cet usage avait été constamment reconnu par le Conseil souverain de Colmar.

L'arrêt du Parlement du 2 janvier 1758 déclara qu'il n'y avait pas abus dans la sentence de l'official de Soissons et, refusant d'admettre que Borach eût pu rompre après sa conversion le lien du mariage contracté durant le judaïsme, il défendit à Lévi Borach de contracter aucun mariage durant la vie de sa femme Mendel-Cerf.

Un autre jugement rendu par le Châtelet de Paris le 10 mars 1779 et cité par MERLIN (17) semble, au contraire, reconnaître aux Juifs le droit de divorcer, en se fondant sur leur loi nationale et sur leurs coutumes.

(17) MERLIN: *op. cit.*, v^o divorce, p. 648.

Le sieur Peixotto, au cours d'un procès en nullité de mariage intenté contre sa femme devant la grande chambre du Parlement, avait déclaré dans une plaidoirie du 28 mars 1777 avoir donné à son épouse, la dame Sara Mendès d'Acosta, le libellé du divorce, et, considérant son mariage comme dissous, s'était désisté de sa demande tendant à l'annulation du mariage.

L'arrêt du Parlement du 9 avril 1778 se borne à donner acte à Peixotto de son désistement, sauf à lui à poursuivre l'effet de sa demande en divorce comme il le jugera bon.

En conséquence, Peixotto se pourvut devant le tribunal du Châtelet qui, par sa sentence du 10 mars 1779, jugea que le divorce n'avait parmi les Juifs d'autres règles que leurs lois et leurs usages. Le jugement du Châtelet invitait les parties « à être entendues en personne en présence l'une de l'autre, par deux rabbins de nation juive et portugaise, lesquels seront choisis par la partie de Martineau (avocat de Peixotto), et néanmoins prêteront serment sur la Bible, en présence de la partie de Target (avocat de Sara Mendès d'Acosta) ou elle dûment appelée, de bien et fidèlement s'acquitter de leur ministère, quoi faisant lesdits rabbins, donnant aux parties acte de leur comparution ou défaut, dresseront personnellement, même feront signer aux parties, s'il y échet, les actes qu'ils croiront devoir rédiger, conformément aux usages des Juifs portugais, et déposeront le tout pour minute à Boulard, notaire, pour être par ledit Boulard délivré expédition aux parties, s'il en est requis, et être sur le tout, après nouvelle comparution des parties devant nous en notre hôtel, et celles par nous entendues en personne en présence l'une de l'autre, statué définitivement ce qu'il appartiendra, dépens réservés, ce qui sera exécuté nonobstant et sans préjudice de l'appel ».

La faculté de divorcer fut donc quelquefois reconnue aux Juifs par les tribunaux du XVIII^e siècle.

Nous citerons, outre le divorce, une coutume très curieuse des Israélites et qui fut également reconnue par le Parlement. MERLIN (18) nous rapporte une décision du Parlement de Bordeaux de l'année 1788, rendue au profit d'une dame juive nommée Blanche Sylva, et qui consacre à son profit l'existence d'une vieille coutume juive.

« C'est une loi, parmi les Juifs, que le frère d'un mari mort sans enfants est tenu d'épouser sa veuve, ou, s'il refuse de faire ce mariage, il doit comparaître à la porte de la ville, s'asseoir sur une pierre et là, en présence des vieillards, la belle-sœur dédaignée lui ôte ignominieusement son soulier et lui crache au visage. » C'était le levirat de la loi de Moïse. Blanche Sylva étant devenue veuve avait demandé à son beau-frère de l'épouser, et celui-ci s'y étant refusé, sa belle-sœur l'assigna devant le Parlement de Bordeaux, qui, au lieu de rejeter cette demande bizarre, si contraire aux lois et usages de la France, ne voulut s'inspirer que des usages juifs. L'arrêt du Parlement de Bordeaux de 1788 ordonna que le beau-frère serait contraint, même par corps, à subir la punition prescrite par la loi juive et qui avait été prononcée par les rabbins.



A la fin du XVIII^e siècle, les coutumes particulières des Juifs et leurs mœurs nationales étaient en conséquence extrêmement vivaces. La loi mosaïque était la seule législation qui pouvait les régir, et ils ne craignaient pas d'en demander l'application devant les tribunaux du royaume. Ils vivaient donc systématiquement à l'écart des populations françaises.

(18) MERLIN: *op. cit.*, v^o Divorce, p. 648.

Depuis l'édit d'expulsion de 1394, ils n'avaient qu'une situation de fait; ils étaient considérés comme étrangers à la nation française. En cette qualité, ils étaient tenus d'avoir un passeport et étaient placés sous la surveillance spéciale de la police.

Il y avait beaucoup à faire pour leur reconnaître la qualité de français et les amener par là même à jouir des mêmes prérogatives que les chrétiens.

Nous allons voir, dans la troisième et dernière partie de notre ouvrage, comment le grand mouvement philosophique et humanitaire qui précéda la Révolution provoqua dans les esprits le revirement propre à permettre une transformation aussi radicale dans la situation des Juifs et les conditions dans lesquelles fut voté le décret du 28 septembre 1791 qui proclamait leur émancipation et leur admission à tous les droits civils, publics et politiques, au même titre que les Français.

TROISIÈME PARTIE

**LA RÉVOLUTION
ET L'ÉMANCIPATION DES JUIFS**

CHAPITRE PREMIER

PRODROMES DE L'ÉMANCIPATION

A la veille de la Révolution, la situation des Juifs se présentait de la façon suivante : En vertu des édits d'expulsion et par suite d'une fiction de droit mensongère, les Juifs, juridiquement parlant, n'existaient pas en France; ils ne devaient jouir d'aucun droit, la loi les ignorait. Mais cette fiction de droit se trouvait être la négation même de la réalité. En fait, les Juifs existaient en France; ils y étaient fort nombreux et le régime sous lequel ils se trouvaient placés leur donnait une liberté d'allure beaucoup trop grande. Soumis à la surveillance spéciale de la police, ils étaient assez souples et assez habiles pour échapper à son autorité. La loi leur interdisait de fixer leur domicile dans le royaume; en fait, ils y séjournaient en très grand nombre. En 1790, le *Moniteur* évaluait à 50.000 le nombre de ceux qui étaient établis dans le royaume (1). Cependant, le chiffre généralement admis était de 40.000.

Les Juifs, juridiquement parlant, étaient donc censés ne pas exister, et la loi n'avait pas cru devoir réglementer leur situation juridique. C'était un danger et ils en avaient profité habilement pour usurper, en fait, tous les droits que les ordonnances royales leur refusaient théoriquement. Ce régime de non-

(1) *Moniteur* du 2 février 1790.

existence juridique, qui était en contradiction si complète avec les faits, avait eu pour conséquence de créer une déplorable équivoque, à la faveur de laquelle ils étaient devenus plus puissants que jamais. En dépit des édits d'expulsion, ils avaient reconquis leur puissance et leurs richesses; ils soulevaient les plaintes des commerçants qui, voyant en eux des concurrents très redoutables, ne cessaient d'adresser au roi et aux parlements leurs réclamations.

Le régime de bannissement dans lequel on maintenait les Juifs était donc une mesure trop radicale et qui dépassait le but que se proposait le pouvoir royal; rejeter tous les Juifs hors de France constituait, d'une part, une mesure trop rigoureuse, et, d'autre part, les chasser entièrement du royaume était matériellement impossible.

Ce qui s'imposait, c'était une réforme reconnaissant, conformément à la réalité des choses, leur existence en France, mais réglementant soigneusement leurs droits dans leurs rapports avec les populations autochtones.

Cette réforme ne se produisit pas sans transition; elle fut précédée d'un certain nombre d'événements significatifs et d'un revirement dans les esprits, qui permirent peu à peu à l'idée d'émancipation de se faire jour et de triompher. L'œuvre de l'Assemblée Constituante, d'ailleurs, devait être trop brusque et trop prématurée. Au lieu de produire tous les effets qu'on était en droit d'espérer, elle devait donner naissance à plusieurs abus contre lesquels Napoléon dut s'élever avec violence.

Quoi qu'il en soit, il nous faut rechercher quels furent les signes avant-coureurs de l'émancipation des Juifs.

Ils se traduisirent à la fois par un revirement dans les esprits que provoquèrent les écrits des philosophes, et par certains faits de nature à préparer l'opi-

nion publique aux réformes désirées par les Juifs et préconisées déjà par quelques écrivains.

Nous envisagerons tour à tour dans ce chapitre le mouvement des esprits en faveur d'une réforme dans la condition des Juifs, et les trois événements qui devaient précipiter ce mouvement : le fameux concours de Metz, la commission Malesherbes et les cahiers des Etats Généraux. C'est-à-dire : les idées d'abord, les faits ensuite.



A la fin du XVIII^e siècle, le scepticisme religieux qu'avaient fait naître les grands philosophes, leurs idées nouvelles qui proclamaient l'existence des droits naturels de l'homme et demandaient, avec l'égalité civile et politique des citoyens, la suppression de toutes les distinctions et de tous les privilèges, devaient frapper les esprits et les conduire à souhaiter une réforme à la situation des Juifs.

D'autre part, ceux-ci, grâce à la situation de fait dans laquelle ils se trouvaient, constituaient un élément hétérogène entièrement isolé du reste de la population et sur lequel le pouvoir législatif n'avait aucune prise. Ils formaient un corps distinct et étranger dans la société, un Etat dans l'Etat, ce qui représentait un danger aux yeux de leurs adversaires, lesquels en arrivaient à désirer qu'on fondît la race sémitique avec le peuple français, pour écarter la menace que suscitait cet isolement.

C'est pourquoi la question juive se posait dans tous les esprits, aussi bien chez leurs adversaires que chez leurs partisans.

Tandis que Voltaire les couvrait de ses sarcasmes et de ses railleries mordantes : « Vous êtes des animaux calculants, leur lançait-il, tâchez d'être des ani-

maux pensants », Montesquieu, dans son *Esprit des Lois*, représentait leur situation précaire. Témoin à Lisbonne de l'autodafé d'une jeune Israélite de 18 ans, il fut bouleversé par cette scène et lui consacra un chapitre intitulé : *Très humble remontrance aux Inquisiteurs d'Espagne et de Portugal* (2).

« Vous vous plaignez, dit-il aux Inquisiteurs, de ce que l'empereur du Japon fait brûler à petit feu tous les chrétiens qui sont dans ses Etats; mais il vous répondra : « Nous vous traitons, vous qui ne croyez pas comme nous, comme vous traitez vous-mêmes ceux qui ne croient pas comme vous. » Mais il faut avouer que vous êtes bien plus cruels que cet empereur : vous nous faites mourir, nous qui ne croyons que ce que vous croyez, parce que nous ne croyons pas tout ce que vous croyez. Si vous ne voulez pas être chrétiens, soyez au moins des hommes!... »

De leur côté, les Juifs, comprenant que des temps nouveaux étaient venus, qu'une grande transformation morale et matérielle allait s'accomplir, ne restaient pas inactifs. Désireux d'éclairer l'opinion publique sur le véritable problème juif, ils s'adressèrent, par l'intermédiaire de Cerf-Beer, Juif alsacien, puissant et influent, au célèbre philosophe juif allemand Moïse Mendelssohn et le prièrent de rédiger un mémoire sur la question.

Celui-ci, alléguant que ce plaidoyer retiendrait davantage l'attention générale s'il était l'œuvre d'un chrétien, leur conseilla de confier le soin de leur défense à son ami Christian Wilhelm Dohm, secrétaire privé du roi de Prusse. Très au courant de ces questions, Dohm, aussitôt consulté, se mit à l'ouvrage et fit paraître en 1782 un volume intitulé : *De la réforme politique des Juifs*, dans lequel il réclamait hautement la réhabilitation des Juifs de France et

(2) MONTESQUIEU : *Esprit des Lois*, Livre XXV, chap. 3.

d'Allemagne, leur accession à toutes les fonctions publiques et leur égalité civile et politique.

Cet ouvrage fut traduit en français par les soins de Cerf Beer, mais comme, dans sa précipitation à le vulgariser, il le fit mettre en vente avant d'en avoir reçu l'autorisation, les autorités de police s'en saisirent et le brûlèrent aux portes mêmes de Paris. Cependant le public devait, malgré la censure, connaître son contenu grâce à Mirabeau. Celui-ci, en effet, avait été gagné à la cause des Juifs dans les entretiens qu'il avait eus pendant son séjour à Berlin, dans le salon d'une Juive renommée pour sa beauté qui s'appelait Henriette de Lesnos. Là, il se trouva en rapport avec des Juifs d'une grande distinction, notamment avec Mendelssohn et Dohm. Il se déclara bientôt le partisan résolu de la réhabilitation des Juifs et partagea à ce point les idées de ses nouveaux amis qu'il les exposa dans un ouvrage publié en 1787, pendant un de ses longs exils à Londres, sous le titre de *Moïse Mendelssohn, sur la réforme politique des Juifs* (3). Cette œuvre, long plaidoyer en faveur du peuple juif, dont elle retrace les infortunes, fut lue dans toute la France et sa conclusion devait produire un effet considérable sur l'opinion (4).

(3) Comte de MIRABEAU: *Moïse Mendelssohn, sur la Réforme politique des Juifs* (Londres, 1787).

(4) « Le remède à cette triste situation, ne dépend pas des Juifs, dit-il, mais des chrétiens. Nous avons le pouvoir en main, nous l'avons toujours eu. C'était donc à nous, et c'est encore à nous à guérir le Juif de ses préjugés qui sont notre ouvrage en nous dépouillant des nôtres. Voulez-vous que les Juifs deviennent des hommes meilleurs, des citoyens utiles? Bannissez de la société toute distinction avilissante pour eux. Ouvrez-leur toutes les voies de subsistance et d'acquisition. Loin de leur interdire l'agriculture, les métiers, les arts mécaniques, encouragez-les à s'y adonner. Mettez les écoles juives sur le pied des écoles chrétiennes dans tout ce qui ne tient pas à la religion. Que cette nation ait, comme tout autre, le plus libre service de son culte; qu'en un mot, ils soient mis et maintenus en possession de tous les droits de citoyens, et bientôt cette constitution équitable les rangera au nombre des membres les plus utiles de l'Etat. » MIRABEAU, *op. cit.*, p. 88-89.



En dehors de ce courant doctrinal, certains événements eurent une influence prépondérante sur l'opinion publique et contribuèrent très largement à préparer les réformes que l'Assemblée Constituante devait faire aboutir.

Il faut citer en premier lieu le concours de l'Académie royale des Sciences et des Arts de Metz, dont le sujet suivant était proposé aux candidats pour l'année 1787, à l'instigation de Røederer, conseiller au Parlement de la ville : « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ? »

Le choix du sujet ne doit pas nous étonner; on se trouvait alors à une époque de fermentation générale des esprits et un vent de réforme soufflait un peu partout. Le problème juif était à l'ordre du jour.

L'Académie royale de Metz reçut neuf mémoires sur lesquels deux seulement témoignaient de sentiments hostiles (5) : celui du magistrat de Haillecourt, qui demandait que l'on transportât les Juifs en masse dans les déserts de la Guyane, et celui de Dom Chais, bénédictin de Saint-Avold, qui affirmait que les Juifs « étaient des oiseaux de proie auxquels il fallait, sans vouloir les tuer, couper les becs et les serres ». Il soutenait par ailleurs que « leur avilissement était la plus constante assurance de la vérité de la religion chrétienne ».

Les autres mémoires s'efforçaient de donner une solution destinée, dans la pensée de leurs auteurs, à améliorer la situation des Juifs et à en faire des citoyens utiles. Trois mémoires furent couronnés : ceux de Thierry, de Zalkind Hourwitz et de l'abbé Grégoire.

Celui de l'avocat nancéen Thierry et de Zalkind

(5). Théodore REINACH, *op. cit.*, p. 284 et suiv.

Hourwitz, Juif polonais attaché à la Bibliothèque royale à Paris, concluait que la vertu remplacerait le vice lorsque l'on permettrait aux Juifs d'être des honnêtes gens.

Mais l'ouvrage le plus célèbre est celui de l'abbé Grégoire, curé d'Embermenil, le futur député à l'Assemblée Constituante, et qui devait plus tard prendre une part si active à l'émancipation des Juifs.

Son mémoire porte le titre d'*Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*. Il étudie la condition du peuple d'Israël à travers les siècles et retrace ses misères et ses vicissitudes. Les Juifs sur lesquels le sang de Jésus-Christ est retombé, devenus étrangers, chassés, persécutés partout, existent cependant partout. Et il compare leur vitalité étonnante à « un arbre qui n'aurait plus de tige et dont les rameaux épais continueraient de végéter avec force (6) ».

Il attire l'attention sur la fécondité prodigieuse de leurs familles et la multiplication de leur population dont l'accroissement rapide menace de devenir un véritable danger pour l'Etat. Il reconnaît que les diverses mesures prises contre eux en vue de mettre des bornes à leur développement n'ont pas abouti. C'est ainsi que les édits d'expulsion et les dispositions des lettres patentes de 1784, soumettant les Juifs d'Alsace à la nécessité d'obtenir l'autorisation préalable du roi avant de se marier, n'ont pas réussi à enrayer le mal.

Il montre que les Juifs, tels qu'ils sont, constituent une source de dangers, par suite de leur aversion pour les autres peuples. Il s'élève avec véhémence contre le Talmud et, loin de ménager cette compilation, il l'apprécie en termes particulièrement durs, l'appelant « ce vaste réservoir, j'ai presque dit ce

(6) Abbé GRÉGOIRE: *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*, Metz, 1789, p. 14 et 15.

cloaque, où sont accumulés les débris de l'esprit humain ». Et, prenant à parti les principes détestables du Talmud qui ordonnent aux Juifs la haine des chrétiens : « Est-il vrai, dit-il, que selon le Talmud un Juif doit saluer un chrétien en le maudissant et lui souhaiter un bon voyage en ajoutant *in petto* : « Comme celui de Pharaon dans la mer, d'Aman à la potence? Est-il vrai que selon Maimonide il faille convertir l'idolâtre ou le tuer? Que s'il se noie il ne faille pas le secourir et que ce soit lui faire grâce de ne pas le pousser dans le précipice (7)? »

Que faire pour combattre cette aversion, cette haine des Juifs pour les chrétiens? Faut-il les chasser, détruire leur race? Non, répond l'abbé Grégoire, il est essentiel de régénérer ce peuple en le traitant avec douceur, car « ils sont haïs d'une haine qui fait dévorer les absurdités les plus révoltantes, car si le Juif a des défauts, c'est la société chrétienne qui en est responsable. Que pouvaient devenir les Juifs accablés de despotisme, proscrits par les lois, abreuvés d'ignominies, tourmentés par la haine? Ils ne pouvaient sortir de leur chaumière sans rencontrer des ennemis, sans essayer des insultes. Ils étaient méprisés, ils sont devenus méprisables. A leur place, peut-être eussions-nous été pires. Rectifions leur éducation pour rectifier leurs cœurs. Ils sont hommes comme nous avant d'être Juifs (8) ».

Dans le chapitre XI, l'auteur met en lumière le danger de tolérer les Juifs tels qu'ils sont à cause de leur commerce et de leurs usures. Et, dépeignant la ruine et la misère dans lesquelles ces pratiques avaient jeté les habitants de l'Alsace : « Que deviendra, s'écrie-t-il, cet honnête laboureur ruiné par les Juifs? Son âme est avilie par l'indigence; il n'a plus qu'un pas à faire pour être un scélérat. Egaré par le

(7) Abbé GRÉGOIRE, *op. cit.*, p. 65-66-67.

(8) Abbé GRÉGOIRE : *op. cit.*, p. 68.

désespoir, bientôt il franchira cette faible barrière. Si la femme n'est pas encore morte de chagrin, il faudra bien qu'elle se rende complice de son époux, et ses enfants mal élevés prépareront à la génération suivante une race de citoyens pervers (9). »

A cette situation, l'abbé Grégoire propose une série de remèdes assez secondaires : établir dans les grandes villes des monts de piété prêtant sur gages à un intérêt modique, réduire les Juifs à ne vendre qu'à prix coûtant, et annuler toutes les créances qu'ils pourraient avoir à l'avenir sur les chrétiens.

Mais les suggestions d'ordre général qu'il fournit prouvent qu'il a d'autres ambitions pour les Juifs et qu'il entrevoit une solution bien plus large :

« On a vu que le penchant des Juifs à l'usure était une suite de leur position malheureuse dans les différents pays; dès lors, il est évident qu'une révolution dans leur état en produira une autre dans leur conduite. Devenus citoyens et livrés à d'autres fonctions que le commerce, l'usure ne sera pas plus commune chez eux que chez les autres sujets de l'Etat, auxquels ils seront assimilés en tout (10). »

Ainsi, avec beaucoup de générosité mais aussi avec imprudence, l'abbé Grégoire propose d'accorder d'emblée à tous les Juifs la qualité de citoyens. Il veut leur accorder la jouissance de tous les droits civils et l'accès à toutes les fonctions publiques, à tous les arts, à toutes les professions. Il assure qu'il est possible de les habituer aux métiers, à l'agriculture et même à l'art militaire et de les rendre dignes de marcher sous le drapeau français.

En ce qui concerne leur autonomie, l'auteur distingue dans la loi mosaïque ce qui est relatif à l'exercice du culte, de ce qui est l'objet de jurisprudence civile et criminelle. Il propose de reconnaître aux

(9) Abbé GRÉGOIRE: *op. cit.*, p. 75.

(10) Abbé GRÉGOIRE: *op. cit.*, p. 1, 21.

Juifs pleine liberté sur le premier article, c'est-à-dire pour tout ce qui regarde les matières religieuses, mais de les soumettre entièrement à la loi nationale et de leur enlever le bénéfice de la loi mosaïque pour toute la législation civile ou pénale.

Et l'abbé Grégoire célèbre en ces termes l'ère nouvelle qui va s'ouvrir pour les Juifs : « O nations, depuis dix-huit siècles vous foulez les débris d'Israël. La vengeance divine déploie sur eux ses rigueurs, mais vous a-t-elle chargées d'être ses monstres ? La fureur de vos pères a chassé ses victimes dans ce troupeau désolé. Quels traitements réservez-vous aux agneaux timides échappés du carnage et réfugiés dans vos bras ? Est-ce assez de leur laisser la vie, en les privant de ce qui peut la rendre supportable ? Votre haine fera-t-elle partie de l'héritage de vos enfants ? Ne jugez plus cette nation que sur l'avenir, mais si vous envisagez de nouveau les crimes passés des Juifs et leur conception actuelle, que ce soit pour déplorer votre ouvrage ; auteurs de leurs vices, soyez-le de leurs vertus. Acquittez votre dette et celle de vos aïeux ; un siècle nouveau va s'ouvrir, que les palmes de l'humanité en ornent les frontispices, et que la postérité applaudisse d'avance à la réunion de vos cœurs. Les Juifs sont membres de cette famille universelle que doit établir la fraternité entre tous les peuples ; et sur eux comme sur vous la révélation étend son voile majestueux. Enfants du même père, dérobez tout prétexte à l'aversion de vos frères, qui seront un jour réunis dans le même bercail ; ouvrez-leur des asiles où ils puissent tranquillement reposer leurs têtes et sécher leurs larmes, et qu'enfin le Juif, accordant au chrétien un retour de tendresse, embrasse en moi son concitoyen et son ami (11). »

(11) *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*, p. 193.

Tel est dans ses grandes lignes le plan de réforme proposé par l'abbé Grégoire. Nous croyons qu'il était imprudent d'accorder aux Juifs tous les droits civils des Français. Faire succéder la pleine capacité des Juifs à la situation de fait dans laquelle ils vivaient depuis si longtemps pouvait présenter des dangers sérieux. Une telle réforme ne pouvait être l'œuvre d'un instant, une transition devait nécessairement être ménagée. Il semble que l'abbé Grégoire lui-même ait eu conscience du temps nécessaire pour réaliser une telle évolution. Dans le chapitre XXVI de son ouvrage, il reconnaît que la réforme des Juifs n'est pas l'œuvre d'un moment et que toute évolution demande un temps très long, souvent des siècles, pour s'opérer, car les révolutions morales sont fort lentes; il assigne pour l'assimilation des Juifs à la population française et pour l'accomplissement définitif de la réforme la durée de deux générations.

Cependant, l'émancipation des Juifs, œuvre de l'Assemblée Constituante, fut opérée de façon trop brusque et trop prématurée, et, loin de produire les heureux résultats escomptés, donna naissance à plusieurs abus qu'il fut nécessaire de réprimer.

Quoi qu'il en fut, les conclusions du mémoire de l'abbé Grégoire dépassèrent les cadres de l'Académie de Metz pour gagner les sphères gouvernementales et même l'opinion publique, déjà préparées à l'idée d'une réforme favorable aux Juifs par les écrits et plaidoyers de certains philosophes. Ces conclusions exercèrent une influence indéniable sur les décisions votées quelques années plus tard par l'Assemblée Constituante.

*
**

Mais un autre événement devait, lui aussi, hâter la venue de la réforme : nous voulons parler de l'insti-

tution de la commission Malesherbes et de l'œuvre qu'elle accomplit.

Edouard DRUMONT puise dans les *Archives Israélites* de 1840 l'anecdote suivante qui aurait été, paraît-il, à l'origine de la commission (12) :

« Un jour de l'année 1788, Louis XVI partait pour la chasse, entouré de toute la pompe qui accompagnait même à la chasse le maître du plus beau royaume du monde, heureux, souriant, de bonne humeur. Soudain, dans les environs de ce Versailles qui éveille encore dans l'esprit une idée de grandeur et de majesté mélancolique, comme l'impression d'un soleil qui se couche dans la pourpre, au milieu de l'allée de Roquencourt, le roi aperçut quatre vieillards à figure étrangère portant un cercueil que recouvrait un drap grossier; une petite troupe d'individus au type oriental, au nez allongé, à la mine humble suivait. Sur l'ordre du monarque, le capitaine des gardes s'informe; il apprend au roi que ce sont quelques-uns de ces Juifs qui viennent trafiquer à Versailles des matières d'or et d'argent, qui transportent le cadavre d'un de leurs coreligionnaires au cimetière de Montrouge. »

Le roi, ému de pitié à ce souvenir, se serait adressé à Malesherbes qui, l'année précédente, avait émanicipé les protestants, et lui aurait confié la mission d'étudier les réformes à apporter dans la situation des Juifs, par la création d'une commission dont il serait le président, et composée des anciens intendants des provinces où résidaient les communautés juives les plus importantes. A cette occasion, Louis XVI aurait dit à son ministre : « Monsieur de Malesherbes, vous vous êtes fait protestant, je vous fais Juif. »

Malesherbes exécuta les ordres du roi et fit appeler

(12) Edouard DRUMONT: *La France juive*, I, p. 257, *Archives israélites* de 1840, pages 607-610.

des Juifs des diverses parties de la France pour fournir à la commission les renseignements les plus documentés sur leur état social.

Parmi les plus illustres représentants des communautés juives ainsi consultés par la commission figuraient : les Juifs bordelais Gradis, Furtado et Lopès-Dubec; Cerf-Beer, de Strasbourg; Lazard et Trénelle, de Paris; le Nancéen Beer-Isaac-Beer; les chrétiens Target, Lacretelle aîné et Røederer participèrent également aux travaux de la commission (13).

Les Juifs portugais, qui se considéraient déjà comme d'authentiques Français, présentèrent un ensemble de revendications d'où il ressort qu'ils désiraient avant tout n'avoir rien de commun avec leurs coreligionnaires des autres provinces. Ils demandaient de conserver leurs privilèges de juridiction et d'être libres de refuser l'admission des Juifs étrangers à Bordeaux. Quant aux revendications formulées par les Juifs alsaciens et que nous retrouverons dans les cahiers rédigés par eux lors de la convocation des Etats Généraux, elles peuvent se résumer en gros dans ces quelques mots : liberté de résidence, libre exercice du commerce, liberté du culte. Elles ne vont pas jusqu'à l'admission aux droits civiques.

Un mémoire secret de Malesherbes à Louis XVI dont on n'a pu retrouver la trace contenait l'état définitif de l'œuvre accomplie par la commission et le compte rendu de l'enquête à laquelle elle s'était livrée (14).

A la suite de la lecture du mémoire, Louis XVI se proposa de réhabiliter les Juifs, mais la précipitation des événements politiques ne lui laissa pas le temps de mettre ce projet à exécution, et c'est la Révolution

* (13) BÉDARRIDE : *Juifs en France, en Italie, en Espagne*, Paris, 1867, p. 391.

(14) Henry, Lucien BRUN : *Etude historique sur la condition des Israélites en France depuis 1789*, Thèse, Lyon, 1900, p. 38.

qui acheva l'œuvre commencée par le roi et qui, au nom des principes des Droits de l'Homme, proclama l'émancipation des Juifs.

**

Toutefois, avant d'étudier les décisions votées par la Constituante, nous devons dire quelques mots des cahiers de doléances des Etats Généraux et des vœux exprimés par les électeurs, relativement à la situation des Juifs.

En décembre 1788, le roi convoqua les Etats Généraux, dont on n'avait plus entendu parler depuis 1614, pour le 1^{er} mai 1789; ce sont ces Etats Généraux qui allaient devenir l'Assemblée Constituante. Les députés de chaque ordre devaient présenter au roi les cahiers de doléances rédigés par les électeurs, et résumant leurs vœux et leurs revendications.

A la veille de la Révolution, il y avait en France environ 40.000 Juifs, répartis comme suit : 20 à 25.000 en Alsace, 2.000 à Metz, 1.500 dans le pays messin, 4.000 en Lorraine, 2.300 à Bordeaux, 1.000 à Saint-Esprit, près de Bayonne, 2.500 dans le Comtat Venaissin et 500 à Paris. La question juive occupe donc une place dans les préoccupations des rédacteurs de certains cahiers.

En Alsace et en Lorraine, où les Juifs s'étaient rendus particulièrement odieux aux populations par leurs usures, les cahiers de doléances réclamaient unanimement des mesures de répression rigoureuses destinées à fortifier les dispositions dont l'ensemble constituait le système des lettres patentes du 10 juillet 1784 et à protéger les populations contre les usures des Juifs et contre l'accroissement de leur population.

C'est ainsi que le Tiers Etat de Thionville (15) se

(15) *Arch. parl.*, 1^{er} sem. 1787 à 1799, III, p. 778, art. 27 et 28, p. 782, art. 14.

plaint de leur astuce et demande qu'il n'y ait pas plus d'un seul ménage juif dans la ville. Les marchands de Thionville demandent protection contre leurs usures, demandent aussi leur dispersion dans le royaume et dans les colonies et leur proscription de toutes les villes du Luxembourg français.

Le clergé de Sarrebourg (16) propose de les soumettre, en la province des Trois-Evêchés, au règlement rendu en Alsace pour la répression de l'usure. Un certain nombre de cahiers, tels que ceux de la noblesse de Mirecourt (17), des trois ordres de Fénéstrange (18), du clergé de Dreuze (19), de la noblesse de Nancy (20), demandent des mesures nouvelles contre l'usure. Le Tiers-Etat de Mirecourt (21) suggère que les Juifs ne puissent passer aucun acte avec les habitants de la province que par devant notaire, à peine de nullité. Même disposition dans le cahier du Tiers-Etat de Bouzonville (22).

Les cahiers du clergé de Sarreguemines (23), comme celui de la noblesse (24), préconisent tout un ensemble de dispositions relativement aux obligations des Juifs contractées par billets souscrits par leurs débiteurs. D'autres cahiers se préoccupent des progrès inquiétants de la population juive.

Le cahier de doléances du Tiers-Etat d'Haguenau (25), demande que les Juifs ne fassent plus corps, qu'ils n'aient plus de syndic ni de tribunaux d'exception. Parmi les vœux insérés par le Tiers Etat d'Haguenau dans ses cahiers, il faut relever celui

(16) *Id.*, III, p. 785, art. 13.

(17) *Id.*, IV, p. 4.

(18) *Id.*, v. p. 712, art. 14.

(19) *Id.*, v. p. 709, art. 15.

(20) *Id.*, IV, p. 83.

(21) *Id.*, IV, p. 7, art. 28.

(22) *Id.*, p. 705, art. 23.

(23) *Id.*, V, p. 690, art. 19.

(24) *Id.*, V, p. 692, art. 15.

(25) *Id.*, III, p. 418, art. 39 et 40.

qui, se préoccupant des progrès de leur population, soumettait le droit qu'ils avaient de se marier à l'autorisation des Etats provinciaux. Dispositions analogues dans le cahier du clergé de Boulay (26), qui demande de défendre l'introduction de familles juives au delà du nombre toléré par les ordonnances.

Les cahiers des trois ordres de Fénestrange (27) demandent notamment de mettre des bornes à l'excessive multiplication des Juifs. Le cahier du Tiers-Etat de Metz, en souvenir probablement du concours de 1785, prie le roi d'aviser aux moyens de rendre les Juifs utiles.

Ce sont surtout les populations de l'Est de la France qui exigent des mesures de rigueur spéciales destinées à les protéger contre les usures des Juifs. Les autres régions sont beaucoup mieux disposées à leur égard. Le cahier de la noblesse de Paris entre autres, demande que leur triste sort soit pris en considération et amélioré (28), et la noblesse de Tours souhaite qu'ils aient le droit d'exercer les arts libéraux et mécaniques (29).

Au moment de la rédaction des cahiers, un grave problème fut soulevé : admettrait-on les Juifs à participer à la rédaction des cahiers de leurs districts respectifs, comme les électeurs du troisième ordre ? Certes, dans les localités où ils avaient reçu la qualification de régnicoles, si l'on s'en tenait aux instructions légales, le règlement général du 24 janvier 1789 était, en effet, rédigé comme suit :

« Tous les habitants du Tiers-Etat ayant un rôle séparé d'impositions, seront tenus de s'assembler à l'effet de rédiger le cahier de leurs plaintes et de leurs doléances et de nommer des députés; pourront prendre part à ces Assemblées tous les habitants

(27) *Archives parlementaires*, V, p. 712, art. 14.

(28) *Id.*, V, p. 712, art. 14.

(29) *Id.*, III, p. 771, art. 84.

composant le Tiers-Etat, nés français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions. »

Cerf-Beer adressa alors à Necker, le 9 août 1789, au nom de ses coreligionnaires alsaciens, une protestation écrite, alléguant que la différence de religion ne saurait être un motif suffisant pour les exclure de la rédaction du cahier. Le ministre gardant le silence, Cerf-Beer lui écrivit de nouveau le mois suivant, ce qui suit (30) :

« Il est temps encore, Monseigneur, de sauver une nation qui a toujours donné les plus grandes preuves de fidélité et de zèle pour la patrie et qui a fait le bien toutes les fois qu'on ne l'en a pas empêchée. Pourrait-on, oserait-on les condamner sans les entendre? »

Cerf-Beer, cette fois, obtint en partie ce qu'il désirait, car les Juifs d'Alsace et de Lorraine furent autorisés à rédiger non pas un cahier de doléances, mais un mémoire exposant à leur tour leurs revendications. Celles-ci se présentèrent sous la double forme suivante : les unes étaient communes à tous les rédacteurs, les autres variaient avec les localités.

A l'unanimité, ils demandaient :

- 1° l'exemption des droits de protection et l'égalité fiscale avec les autres citoyens;
- 2° la possibilité d'exercer leurs arts et métiers, et d'acquérir des immeubles;
- 3° la liberté entière du culte avec abolition de la restriction de ne pas sortir les dimanches et jours de fêtes chrétiennes;
- 4° l'autorisation d'avoir des domestiques chrétiens pendant douze ans, pour les aider aux travaux de la terre;
- 5° la liberté de se marier;

(30) *Archives parlementaires*, VI, p. 512.

6° l'interdiction à tout représentant de l'autorité de les outrager verbalement.

L'Assemblée Constituante, après avoir pris connaissance de ces revendications, aborda la question juive le 22 août 1789, faisant ainsi entrevoir aux Juifs un avenir nouveau très prochain et plein de promesses.

Il nous reste maintenant à étudier dans quelles circonstances et après quelles discussions, celui-ci se réalisa effectivement deux ans plus tard.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Les réformes que Louis XVI n'avait pas eu le temps de faire aboutir, furent opérées par l'Assemblée Constituante.

L'émancipation des Juifs repose sur le fondement des principes de la Déclaration des Droits de l'Homme, dont elle n'est qu'un corollaire. En effet, l'article 1^{er} déclare que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit.

C'est de cette liberté que la Constituante veut faire jouir les Juifs; c'est cette égalité avec les autres citoyens qu'elle va leur conférer. Les Juifs, non seulement vont devenir égaux devant la loi civile, mais encore l'accès à toutes les fonctions publiques leur est ouvert en vertu du texte de l'article 6 qui dispose que « tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leur talent ».

La liberté individuelle sous toutes ses formes : liberté de la personne, liberté de pensée, liberté de conscience et du culte, liberté de la parole, liberté d'écrire, est donc reconnue aux Juifs. Avec une logique rigide, l'Assemblée Constituante n'hésite pas à leur accorder à la fois les droits civils et les droits

publics. C'est une décision soudaine qui, sans transition aucune, leur accorde la qualité de citoyen et les assimile aux véritables Français.

L'œuvre de la Constituante, réalisée dans la hâte du moment et sous l'impulsion de sentiments généreux mais irréfléchis, devait avoir le grand tort de ne pas présenter les garanties nécessaires à la protection des citoyens contre les abus que devait forcément faire naître pendant longtemps, la brusque incorporation de l'élément israélite dans la nation. Il aurait fallu tenir compte de la situation particulière de certains pays, tels que l'Alsace et la Lorraine, qui réclamaient des mesures spéciales destinées à mettre les habitants à couvert contre l'avidité des Juifs. Enfin, l'Assemblée aurait dû songer qu'il était peut-être imprudent d'accorder, sans transition, pleine et entière capacité à un peuple qui, depuis quatre siècles, avait été entièrement dépouillé de tous ses droits.

Certes, la condition des Juifs exigeait une amélioration; la condition de fait dans laquelle ils vivaient était déplorable et ne répondait plus aux besoins sociaux de l'époque; comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, elle présentait un véritable danger pour la société qui n'avait aucune prise sur les communautés israélites.

Mais si une réforme dans leur situation s'imposait, elle devait être progressive, et ne pouvait se réaliser en un jour.

L'Assemblée Constituante, imbuë des considérations doctrinales, était nécessairement amenée, par la pression des événements, à négliger le point de vue politique. L'émancipation des Juifs, par la loi du 28 septembre 1791, devait être le corollaire immédiat que la Constituante allait tirer de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Nous allons maintenant entrer dans les détails et examiner l'œuvre de l'Assemblée Constituante.

Dans la séance du 3 août 1789 (1) l'abbé Grégoire pose, pour la première fois, la question de la réforme juive devant l'Assemblée Constituante et fait le tableau des persécutions exercées contre eux en Alsace. « Ministre d'une religion qui regarde tous les hommes comme frères, s'écrie-t-il, je réclame dans cette circonstance l'intervention du pouvoir de l'Assemblée en faveur de ce peuple proscrit et malheureux. »

Mais cette tentative isolée n'obtint aucun succès.

La question fut reprise à la séance du 22 août avec la discussion de l'article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

Les députés du clergé voulaient que l'on accordât la suprématie à la religion catholique, et qu'on tolérât simplement les autres cultes. Mirabeau s'insurgea en ces termes contre leur prétention (2) :

« Je ne viens pas prêcher la tolérance; la liberté de la religion est à mes yeux un droit si sacré que le mot « tolérance » me paraît en quelque sorte tyrannique lui-même. »

A son tour, le député protestant Rabaud Saint-Etienne, en défendant à la tribune l'article 10, revendique à la fois pour les Juifs et pour les protestants, la liberté de conscience et la liberté du culte (3). « Il est temps, s'écrie-t-il, de briser les barrières injustes qui séparaient les Juifs de nous, et de leur faire aimer une patrie qui les proscrivait et les chassait de son sein. »

Le décret de la nuit du 4 août avait aboli tous les

(1) Réimpression de l'ancien *Moniteur* de 1789, I, p. 270.

(2) Réimpression de l'ancien *Moniteur* du 23 au 26 août 1789.

(3) *Id.*, de 1789, I, p. 320.

privilèges; c'était la suppression des trois ordres et de toutes les distinctions entre les personnes. Les Juifs veulent profiter du grand principe d'égalité qui vient d'être proclamé pour obtenir le relèvement de leur condition. Le 3 septembre, l'Assemblée nomme une commission chargée d'examiner les réclamations des Juifs de Metz (4). Les Israélites messins demandent à être admis au rang des citoyens, à demeurer librement dans toutes les villes, indépendamment de tous privilèges locaux. Ils réclament l'abolition des taxes particulières de protection auxquelles ils étaient assujettis; enfin, ils revendiquent, conformément à l'article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme, le libre exercice de leur culte et de leurs rites et le droit de conserver leurs synagogues de Metz.

Le 28 septembre 1789, la cause des Juifs de Lorraine est abordée (5). Dans un éloquent discours, le Comte de Clermont-Tonnerre recherche les causes de l'avilissement de la nation juive, toujours dispersée, toujours errante, toujours fugitive. Il n'hésite pas à attribuer les vices des Juifs au mépris et aux préjugés des chrétiens à leur égard, et aux lois rigoureuses auxquelles ils ont été soumis. L'Assemblée décide que la Déclaration des Droits de l'Homme s'applique à tous les habitants de la France, indistinctement, sans considération de questions locales, et qu'une lettre sera adressée par le président aux communes d'Alsace et de Lorraine, pour leur apprendre que la portée générale des Droits de l'Homme s'étend à ces provinces, et que les Juifs sont sous la sauvegarde de la loi.

Les Juifs ne cessent pas de revendiquer, à l'aide de mémoires et de pétitions, la réforme de leur condition. Le 14 octobre 1789 (6), des délégués juifs de

(4) *Id.*, I, p. 420.

(5) Réimpression de l'ancien *Moniteur*, I, p. 420.

(6) *Id.*, II, p. 62.

l'Alsace et de la Lorraine sont admis dans l'enceinte de l'Assemblée, et l'un d'eux, Beer-Isaac-Beer, prononce des paroles émouvantes : « Partout persécutés, partout avilis et cependant toujours soumis, jamais rebelles, objet chez tous les peuples d'indignation et de mépris, quand ils n'auraient dû l'être que de tolérance et de pitié, ces Juifs que nous représentons à vos pieds, se sont permis d'espérer qu'au milieu des travaux importants auxquels vous vous livrez, vous ne rejetterez pas leurs vœux, vous ne dédaignerez pas leurs plaintes, vous écouterez avec quelque intérêt les timides réclamations qu'ils ont formulées au sein de l'humiliation profonde dans laquelle ils sont ensevelis. »

La délégation se retira sur les promesses rassurantes du Président, mais il faudra attendre la séance du 21 décembre 1789 pour que la question juive soit de nouveau mise en jeu. La discussion sur l'admissibilité des non-catholiques aux emplois civils et militaires et sur leur éligibilité aux fonctions administratives en fut l'occasion et donna naissance à un long débat qui se prolongea pendant trois séances. L'Assemblée semblait se partager à peu près par moitié.

Le Comte de Clermont-Tonnerre tenta de faire adopter le texte suivant (7) :

« Aucun citoyen actif, réunissant les conditions d'éligibilité, ne pourra être écarté du tableau des éligibles, ni exclu d'aucun emploi public à raison de la profession qu'il exerce ou du culte qu'il professe. »

« Ce texte concerne-t-il les Juifs ? » demande Rewbell, député d'Alsace, intervenant pour la première fois dans ces débats où il devait se montrer si hostile au projet de réforme.

« Oui, répond Clermont-Tonnerre, et je m'en fais gloire (8). »

(7) *Archives parlementaires*, 1789, X, 1^{er} sem., p. 694.

(8) *Archives parlementaires*, 1789, X, 1^{er} sem., p. 695.

Rewbell vient alors déclarer à la tribune qu'à ses yeux les Juifs ne sont pas des citoyens, parce qu'eux-mêmes ont toujours repoussé cette qualité, pour se retrancher exclusivement derrière les privilèges de leur Loi et que, par conséquent, ils ne peuvent figurer au nombre des citoyens actifs qu'on se propose d'admettre aux emplois publics, sans distinction de culte.

Le 23 décembre, la discussion reprend plus vive que jamais (9). Le Comte de Clermont-Tonnerre invoque, en faveur des Juifs, la Déclaration des Droits de l'Homme et la liberté de conscience. Il montre le danger qu'il y a à leur refuser les droits de citoyen; il faut éviter à tout prix qu'ils forment une nation dans la nation, aussi faut-il « tout refuser aux Juifs comme nation et tout leur accorder comme individus; pour moi, dit-il, les Juifs sont présumés citoyens, tant qu'on n'aura pas prouvé qu'ils ne le sont pas, tant qu'ils n'auront pas refusé de l'être ».

L'abbé Maury réplique que les Juifs ne constituent pas seulement une secte religieuse différente, mais une population entièrement distincte obéissant à des lois propres, et qui, depuis la dispersion de Jérusalem, a toujours refusé de s'assimiler aux nations qui l'ont recueillie. Il rappelle les reproches qui, de tout temps, leur ont été adressés : « Les Juifs, dit-il, n'ont jamais fait que le commerce de l'argent; ils ont été le fléau des provinces agricoles, aucun d'eux n'a su encore ennoblir ses mains en dirigeant le soc et la charrue. » Il conclut en disant qu'à la différence des protestants qui sont des Français, les Juifs sont des étrangers; ce ne sont pas des citoyens; tout ce que l'on doit faire, c'est les protéger en tant qu'individus et ne pas permettre qu'on les inquiète pour leurs opinions religieuses. Là, s'arrête ce que leur doit la loi; la qualité de citoyen et l'admission aux

(9) *Id.*, p. 756.

emplois publics, qui en est la conséquence, est incompatible avec la situation d'étrangers.

Mgr de Lafare, évêque de Nancy, parle dans le même sens : « Il faut leur accorder la protection, la sûreté, la liberté, mais doit-on admettre dans la famille une tribu qui lui est étrangère, qui tourne sans cesse les yeux vers une patrie commune, qui aspire à abandonner la terre qui la porte, une tribu qui, pour être fidèle à sa loi, doit interdire aux individus qui la composent, les armes, les arts mécaniques et les arts libéraux, les emplois de magistrature et de municipalité, enfin jusqu'à l'état de domesticité? »

Robespierre, de son côté, affirme que les vices des Juifs et leur avilissement ne doivent être imputés qu'à nos propres injustices. Il adjure l'Assemblée de les rendre au bonheur, à la patrie, à la vertu, en leur rendant la dignité d'homme et de citoyen. « Songez qu'il ne peut jamais être politique, dit-il, de condamner à l'abaissement et à l'oppression, une multitude d'hommes qui vivent au milieu de nous. Comment l'intérêt social pourrait-il être fondé sur la violation des principes éternels de la justice et de la raison qui sont les bases de toute société humaine? »

A leur tour, Barnave, Regnault de Saint-Jean d'Angély et Mirabeau interviennent avec chaleur en faveur de l'émancipation.

L'Assemblée était divisée; une motion très habile de Dupont destinée à favoriser indirectement les Juifs et qui proposait de n'admettre comme causes d'exclusion des droits de citoyen actif et d'éligibilité aux fonctions publiques, que les seules causes d'exclusion établies expressément par l'Assemblée comme dérogation aux lois de droit commun, fut repoussée à la très faible majorité de quatre cent huit voix contre quatre cent trois.

Le lendemain 24 décembre, Rewbell représenta

combien la prévention soulevée dans les populations de l'Est contre les Juifs était profonde, et qu'en conséquence un décret leur accordant l'accès à toutes les fonctions publiques, risquait d'entraîner des soulèvements populaires en Alsace et en Lorraine. Il conclut qu'il serait imprudent de la part de l'Assemblée de se mettre en opposition avec les populations et d'accorder actuellement aux Juifs les mêmes droits qu'aux autres citoyens; il demanda le renvoi de la réforme juive à une date plus opportune et l'Assemblée Nationale décida que la question était ajournée.

En conséquence, un décret fut voté, aux termes duquel il était décidé que « les non-catholiques qui auront d'ailleurs rempli toutes les conditions prescrites dans les précédents décrets pour être électeurs et éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration sans exception; que les non-catholiques sont capables de tous les emplois civils et militaires comme les autres citoyens ». Mais par « non-catholiques », l'Assemblée ne visait que les protestants et elle ajournait la question des Juifs par la réserve suivante : « Sans entendre rien innover relativement aux Juifs, sur l'état desquels l'Assemblée Nationale se réserve de prononcer (10). »

Cette décision consterna les Juifs de Bordeaux, plus communément appelés Juifs Portugais, qui se considéraient depuis longtemps comme Français. Aussi chargèrent-ils une délégation de présenter une adresse à l'Assemblée Constituante. « Nous sommes Français, affirmaient-ils, ayant été naturalisés comme tels par lettres patentes de 1550, renouvelées à chaque règne, notamment en 1776. »

A la séance du 28 janvier 1790 (11), l'Assemblée trancha la question. Talleyrand, évêque d'Autun, prit leur défense. Il montra qu'ils se trouvaient dans une

(10) Réimpression de l'ancien *Moniteur*, II, p. 427.

(11) *Id.*, pp. 429 et suiv.

situation particulière qui les rendait étrangers à la décision d'ajournement prise par l'Assemblée le 24 décembre 1789, et aux observations qui avaient été faites à la tribune sur l'état des Juifs.

« Les Juifs de Bordeaux n'ont ni lois ni tribunaux, ni officiers particuliers. Ils jouissent, sans limitation, du droit d'acquérir des immeubles; ils sont soumis aux mêmes impositions que les autres Français; ils participent aux droits de bourgeoisie. Ce sont des Français en possession de l'état civil depuis les lettres de naturalisation de Henri II, de 1550, consacrées par les lettres patentes de 1776. » Il rappelle qu'en cette qualité ils ont participé aux élections des députés aux Etats Généraux de 1789, et qu'ils servent actuellement dans les milices nationales, où plusieurs ont des grades. En conséquence, Talleyrand demande de maintenir les Juifs de Bordeaux, de Bayonne et d'Avignon dans la jouissance de leurs droits de citoyen qu'ils possèdent déjà, de les faire participer en qualité de citoyens actifs à l'élection des administrateurs, de les rendre éligibles aux fonctions publiques et de les admettre, comme par le passé, à tous les emplois.

Le Vicomte de Noailles qui lui succède à la tribune, déclare que les Juifs de Bordeaux ont donné des preuves du plus grand patriotisme, et qu'il serait injuste de les priver de leur état.

Le député de Bordeaux, de Sèze, confirme ces paroles et distingue nettement les Juifs de Bordeaux qui sont citoyens français, des Juifs d'Alsace qui n'ont pas les mêmes droits et qui constituent une secte bien différente.

Rewbell cherche en vain à dissuader l'Assemblée. Il affirme que l'exception proposée est très dangereuse et que le décret du 24 décembre a ajourné la question pour tous les Juifs. Il s'efforce d'établir que si l'Assemblée vote la motion demandée, elle préjuge

d'avance de la question pour les autres Juifs du royaume, et ajoute que des troubles sérieux risquent d'éclater dans la province d'Alsacè.

Puis il oppose la question préalable, mais l'Assemblée la repousse après les observations de Le Chapelier qui montre qu'il n'y a aucune connexité entre les Juifs de Bordeaux et ceux d'Alsace.

L'abbé Grégoire propose d'étendre le décret d'admission des non-catholiques aux emplois civils, publics et militaires, à tous les Juifs espagnols, avignonnais et portugais.

Par 374 voix contre 224, l'Assemblée adopte l'amendement qui accorde aux Juifs portugais, espagnols et avignonnais, les droits de citoyens actifs. Elle rend ensuite le décret suivant :

« L'Assemblée Nationale décrète que tous les Juifs connus en France sous le nom de Juifs portugais, espagnols et avignonnais, continueront de jouir des droits dont ils ont joui jusqu'à présent, et qui sont consacrés en leur faveur par des lettres patentes; et en conséquence, ils jouiront des droits de citoyens actifs, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions requises par les décrets de l'Assemblée Nationale. »

Le décret du 28 janvier 1790, purement relatif aux Juifs portugais, espagnols et avignonnais, laissait intacte la question de l'admissibilité des autres Juifs du royaume au rang de citoyens.

D'ailleurs, ayant obtenu satisfaction, les Juifs portugais ne firent plus parler d'eux, pas même pour appuyer le point de vue de leurs coreligionnaires d'Alsace moins favorisés.

Encouragés par cette décision de l'Assemblée, les Juifs de Paris en demandèrent l'extension à leur profit. Le jeune avocat parisien Godart, chargé de défendre leurs intérêts, tenta, pour donner plus de poids à ses démarches, de faire intervenir la Commune de Paris.

A la séance du 28 janvier 1790, il prononça un long discours pour encourager l'Assemblée Générale de la Commune à prendre en mains la cause des Juifs; il réussit à l'intéresser, et un arrêt fut rendu par la Commune, à sa requête, le 30 janvier 1790.

L'arrêté invoquait l'égalité des droits qui devait exister pour tous les sujets du royaume et la liberté des opinions religieuses. Et, considérant que les Juifs établis à Paris s'étaient toujours conduits avec intégrité et zèle, et qu'ils avaient donné les preuves les plus méritoires de patriotisme, la Commune de Paris décidait qu'ils recevraient un témoignage public et authentique de leur bonne conduite, de leur patriotisme et de leurs vertus, et que le vœu de leur admission à l'état civil et aux droits des citoyens actifs serait prononcé et porté à l'Assemblée Nationale, lorsqu'il aurait reçu la sanction préalable des districts (12).

Cet arrêté fut effectivement soumis à l'Assemblée Nationale, le 25 février 1790, et l'abbé Mulot vint soutenir à la tribune de l'Assemblée le vœu des Juifs de Paris qui était d'obtenir l'extension à leur profit du décret qui reconnaissait aux Juifs portugais les droits de citoyens actifs.

L'Assemblée, tout en réservant un accueil courtois au représentant de la Commune, ajourna, à la séance du 26 février 1790, la question de savoir quel serait l'état civil accordé aux Juifs, car les questions de l'établissement de l'ordre judiciaire, de la réglementation de l'armée, et les matières financières, qui intéressaient tout le royaume, présentaient une importance plus grande que la question juive, et absorbaient tous les moments de l'Assemblée (13).

Tandis que la Commune de Paris se déclarait en faveur des Juifs, des manifestations hostiles se pro-

(12) Réimpression de l'ancien *Moniteur*, III, p. 319.

(13) *Moniteur universel* du 27 février 1790, III, p. 469.

duisaient en Alsace. On lit dans le *Moniteur Universel* du 22 avril 1790 (14) :

« De Strasbourg, le 11 avril, on mande que le résultat des procès-verbaux des quinze Assemblées partielles de la Commune, est pour demander la non-admission des Juifs à l'état de citoyens actifs; dix personnes seulement ont osé être d'un avis contraire. Il y a plus : c'est que huit de nos Assemblées ont aussi demandé, unanimement, l'expulsion des familles juives établies dans cette ville, en vertu de lettres patentes du roi enregistrées au Conseil Souverain. En conséquence, le Corps Municipal a écrit, le 8, au Président de l'Assemblée Nationale pour le prévenir du vœu unanime de la Commune et le prier de suspendre toute délibération jusqu'à ce que la commune de Strasbourg ait fait connaître à l'Assemblée ses motifs de s'opposer à l'admission des Juifs à l'état de citoyens actifs, et même à ce qu'ils puissent avoir domicile dans cette ville. »

A la séance du 15 avril 1790 (15) l'Assemblée, à l'instigation de Rewbell et de l'abbé Maury, ajourna une fois de plus toute délibération sur l'état civil des Juifs, mais renvoya l'affaire au Comité de Constitution pour en faire le rapport dès qu'il serait prêt.

Cependant, Roederer fit comprendre à l'Assemblée que, par ces renvois successifs, elle risquait de soulever le peuple contre les Juifs d'Alsace, en état permanent d'insécurité, tant qu'elle n'aurait pas fixé l'opinion sur leur compte; celle-ci résolut alors de prendre provisoirement quelques mesures de protection en leur faveur.

Le 16 avril 1790, l'Assemblée vota, à la presque unanimité, un décret nouveau, déclarant que les Juifs d'Alsace étaient mis sous la sauvegarde de la loi et

(14) *Id.*, du 22 avril 1790, IV, p. 170.

(15) *Id.*, du 17 avril 1790, IV, p. 132.

défendant à toute personne d'attenter à leur sûreté. Les municipalités et les gardes nationales étaient chargées de protéger de tout leur pouvoir leurs personnes et leurs propriétés (16).

Le 20 juillet 1790, sur le rapport du député Vismes, au nom du Comité des Domaines, l'Assemblée Constituante abolit, sans indemnité, une redevance annuelle de vingt mille livres que les Juifs de Metz payaient à la famille Brancas, sous le nom de droits d'habitation, de protection et de tolérance. Cette redevance, qui constituait pour les Juifs une sorte de servitude personnelle à laquelle ils étaient soumis depuis près de deux siècles, était perçue par la famille de Brancas, en vertu du droit qui lui avait été conféré par les lettres patentes de 1716, dont l'effet avait été prorogé par les lettres patentes de 1745 jusqu'à l'année 1800. Cette taxe, représentative du droit d'aubaine et vestige d'une servitude personnelle des Juifs, était incompatible avec l'abolition des privilèges, réalisée dans la nuit du Quatre août.

L'Assemblée supprima donc cette redevance, sans aucune indemnité compensatrice; le lendemain, sur la proposition de Regnault de Saint-Angély, le décret étendit cette suppression « à toutes redevances de même nature qui seraient perçues par les Juifs sous quelque dénomination que ce fût, dans les autres parties du royaume, et cette abolition devait avoir lieu sans aucune indemnité, exception faite cependant, des concessionnaires à titre onéreux, investis de telles redevances et pour lesquels l'Assemblée se réservait de statuer sur le montant de l'indemnité qui leur serait allouée, après avis des directeurs du département sur le territoire duquel ces redevances seraient perçues » (17).

(16) *Moniteur* du 17 avril 1790, IV, p. 133.

(17) *Moniteur* du 22 juillet 1790, I, p. 185.

Les Juifs étaient donc assimilés aux autres citoyens pour le paiement des impôts, et cette égalité fiscale était assurément une première étape sur la voie de l'égalité complète.

Mais il y avait encore beaucoup à faire, car malgré ces améliorations partielles, la situation générale des Juifs en France était loin d'être résolue. La question de leur admission au rang de citoyens actifs continuait à être réservée et jusqu'à nouvel ordre, l'ancien état de choses subsistait pour eux.

En Alsace, les autorités locales renouvelaient les précédents règlements qui leur étaient défavorables; *le Moniteur* du 10 octobre 1790 signale aussi l'arrêté du corps Municipal de la ville de Strasbourg, rendu sur la plainte des habitants, renouvelant les anciennes mesures relatives à l'interdiction du colportage des marchands juifs dans la ville de Strasbourg (18).

Puis la Municipalité de Strasbourg refusa d'accorder aux Juifs, naturalisés avant la Révolution, l'exercice des droits civiques; cette décision les empêchait d'entrer dans la Garde Nationale, d'être inscrits au rôle des corporations et de prêter le serment civique. Mais l'Assemblée ne se pressait pas de résoudre la question de l'émancipation des Juifs et désirait retar-

(18) *Cet arrêté s'exprime dans les termes suivants* « Le corps municipal en renouvelant, autant que de besoin, les défenses faites par les anciens règlements sur cet objet, défend très expressément aux Juifs fréquentant cette ville et à tous autres particuliers, de colporter hors du temps des foires, aucuns effets ou marchandises, pour les vendre, ainsi que de brocanter dans les rues, carrefours et maisons particulières ou publiques, à peine d'amende suivant l'exigence des cas, et de confiscation des dits effets ou marchandises. Fait également défense aux dits Juifs de se tenir ensemble sur les places, devant les cafés et autres lieux publics, surtout les jours de fêtes et dimanches.

« Invite Messieurs les Administrateurs du département de Police à veiller à l'exécution de la présente proclamation, et enjoint aux inspecteurs et aux gardes de police de dénoncer les contrevenants et de disperser les Juifs qui se rassembleraient dans les carrefours et sur les places. Et sera la présente proclamation publiée, imprimée et affichée dans les deux langues pour que personne n'en ignore. » *Moniteur* du 10 octobre 1790, I, p. 121.

der autant que possible la solution de cette question pour éviter de se mettre en conflit avec les populations de l'Alsace que l'on craignait de pousser à la révolte. C'est ainsi que fut repoussée, le 18 janvier 1791, une proposition du député Martineau (19), destinée à étendre à tous les Juifs naturalisés en France, la qualité de citoyens actifs, reconnue en 1790, aux Juifs portugais, espagnols¹⁸⁰¹ et avignonnais.

Le Duc de Broglie déclarait le même jour, après avoir rappelé les ajournements successifs de la question, que les propositions d'émancipation ne faisaient « que jeter inutilement l'alarme dans les ci-devant provinces de Lorraine et Alsace qui, assurément, n'avaient nul besoin de ce nouveau germe de chaleur et de fermentation. S'il m'est permis, ajouta-t-il, de parler ici ouvertement de ce qui concerne particulièrement l'Alsace, je vous dirai que cette intrigue est ourdie depuis longtemps par quatre ou cinq Juifs puissants, établis dans le département du Bas-Rhin; qu'un d'eux, entre autres, qui a acquis une fortune immense aux dépens de l'Etat (c'est à Cerf-Beer qu'il faisait allusion), répand depuis longtemps des sommes considérables dans cette capitale, pour s'y faire des protecteurs et des appuis; je vous dirai que depuis longtemps la ville de Strasbourg est en fermentation au sujet des prétentions annoncées par plusieurs de ces Juifs et que jamais la paix publique ne fut plus intéressée ni exigea plus impérieusement que la proposition qui vous est faite par M. Martineau soit écartée ».

L'ajournement du Duc de Broglie comme conclusion de son discours fut adopté par l'Assemblée, qui renvoya encore la question de l'état civil des Juifs au Comité de Constitution.

Ceux-ci ne se découragèrent pas; saisissant une

(19) *Moniteur* du 20 janvier 1791, VII, p. 167.

nouvelle occasion, ils s'efforcèrent, une fois de plus, de faire aboutir leurs revendications; dans la séance du 7 mai 1791, l'Assemblée Constituante avait voté un décret relatif à la liberté religieuse et aux édifices du culte, décret qui proclamait l'égalité des catholiques et des non-catholiques devant la loi civile; il stipulait de plus que tous les étrangers résidant en France depuis cinq ans jouiraient des droits de citoyens.

Aussitôt, les Juifs domiciliés à Paris, présentèrent à la Municipalité une requête aux termes de laquelle ils annonçaient leur intention d'acquérir ou de louer un édifice national pour l'exercice de leur religion et ils invoquaient de nouveau l'intercession de la Municipalité auprès de l'Assemblée pour obtenir leur état civil et bénéficier des avantages accordés aux étrangers.

« L'esclavage religieux des Juifs, dit l'avocat Godard dans cette requête, vient de cesser; mais leur esclavage civil dure encore et cependant s'ils ont reçu de la loi le droit d'élever des synagogues, peuvent-ils ne pas recevoir d'elle aussi le titre et les droits de citoyen? Peuvent-ils être citoyens de leurs synagogues seulement et, hors de là, étrangers ou esclaves? Ne serait-il pas contradictoire que la loi les reconnût d'une part et les reniât de l'autre? C'est parce qu'ils pratiquaient un culte pros crit par une religion dominante qu'ils étaient proscrits eux-mêmes et réduits à un état de nullité et d'abjection. Mais leur culte est élevé à la hauteur des autres par le système universel, non de tolérance, mais de justice qui doit régner chez un peuple libre et éclairé. »

Où pourrait donc être maintenant la raison de séparer leur état civil de celui des autres citoyens?

En réponse à cette requête, la Municipalité, sous la présidence du Maire de Paris, Bailly, rendit le 26 mai 1791, un nouvel arrêté déclarant qu'il serait

écrit de nouveau à l'Assemblée pour mettre sous ses yeux la requête des Juifs, et pour la presser d'étendre formellement aux Juifs de Paris la conséquence des principes bienfaisants qu'elle venait encore de consacrer sur la liberté des opinions religieuses (20).

Cette fois encore, l'Assemblée Constituante suspendit sa résolution; ce devait être la dernière.

(20) *Moniteur Universel* du 11 juin 1791, VIII, p. 628.

CHAPITRE III

LE DÉCRET DU 28 SEPTEMBRE 1791

Les Juifs de Paris et d'Alsace, loin de se décourager, ne cessaient de mener une active campagne pour obtenir leurs revendications. Mais parallèlement à leur action, les populations de l'Est formulaient des vœux répétés et adressaient de continuelles pétitions pour que ces revendications fussent rejetées.

Les esprits commençaient à s'impatienter des hésitations de l'Assemblée et exigeaient d'elle une rapide solution au problème juif.

La Constituante se décida enfin à trancher la question. La Constitution du 3 septembre 1791 venait d'être votée et la Déclaration des Droits de l'Homme était insérée en tête du texte même de cette Constitution.

Le 27 et le 28 septembre, l'Assemblée se basant sur l'article 1^{er} de la Déclaration, qui proclame que les hommes naissent libres et égaux en droit, et que les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune, décida de donner satisfaction aux revendications des Juifs en décrétant leur émancipation.

Dans la séance du 27 septembre 1791 (1), sur l'initiative de l'avocat Duport, député de la Noblesse, la question de l'état civil des Juifs se trouve soulevée et soumise à la délibération de l'Assemblée.

« Vous avez réglé par la constitution, dit l'orateur, quelles sont les qualités nécessaires pour devenir citoyen français, puis de citoyen français, citoyen

(1) *Archives parlementaires*, XXXI, pages 372 et suiv.

actif. Cela suffit, je crois, pour régler toutes les questions incidentes qui n'ont pu être soulevées dans l'Assemblée, relativement à certaines professions, à certaines personnes. Mais il y a un décret d'ajournement qui semble porter atteinte à ces droits généraux; je veux parler des Juifs. Pour décider la question qui les regarde, il suffit de lever le décret d'ajournement que vous avez rendu et qui semble mettre en suspens la question à leur égard. Ainsi, si vous n'aviez pas rendu un décret d'ajournement sur la question des Juifs il n'y aurait rien à faire du tout, car ayant déclaré par votre Constitution comment tous les peuples de la terre peuvent devenir citoyens français et comment tous les citoyens français deviennent citoyens actifs il n'y aurait aucune difficulté sur cet objet. Je demande donc que l'on révoque le décret d'ajournement et que l'on déclare que relativement aux Juifs, ils pourront devenir citoyens actifs comme tous les peuples du monde, en remplissant les conditions prescrites par la Constitution. »

Puis Duport prononce ces quelques mots d'une importance décisive pour la cause qu'il défend :

« Je crois que la liberté des cultes ne permet plus qu'aucune distinction soit mise entre les droits politiques des citoyens à raison de leurs croyances, et je crois également que les Juifs ne peuvent pas être exceptés de la jouissance de ces droits, alors que les païens, les Turcs, les Musulmans, les Chinois même, les hommes de toutes les sectes en un mot, y sont admis. Je demande en conséquence que l'ajournement soit révoqué, et qu'il soit décrété que les Juifs jouiront en France des droits de citoyen actif. »

La discussion fut courte. Le problème de l'état civil et de l'émancipation des Juifs se trouvait en effet posé sous forme de syllogisme. Les prémisses étaient les principes de la déclaration des Droits de l'Homme et les articles mêmes de la constitution du 3 septem-

bre 1791. La conclusion s'imposait par la force même des choses. L'Assemblée impérieusement mise en demeure de donner à ses principes tout le développement et toute l'application qu'ils lui semblaient comporter, ne voulut écouter aucune considération pratique.

Malgré les efforts de Rewbell qui demandait la parole pour combattre la proposition de Dupert, l'Assemblée vote la clôture de la discussion et la mise aux voix de cette motion sur la demande de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, qui déclare « que combattre cette proposition c'est combattre la Constitution elle-même ».

L'Assemblée adopte en ces termes la proposition de Dupert à la presque unanimité (2) :

« L'Assemblée Nationale, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen français et pour devenir citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que tout homme qui, réunissant les dites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir les devoirs que la Constitution impose, a droit à tous les avantages qu'elle assure, révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés dans les précédents décrets relatifs aux individus juifs qui prêteront le serment civique. »

Au cours de la séance du lendemain 28 septembre, la rédaction définitive du décret rendu la veille est présentée à l'Assemblée (3).

Le Député de Broglie, prenant la parole, déclare « qu'il est nécessaire que l'Assemblée prenne des précautions pour que le décret rendu hier relativement aux Juifs qui prêteront le serment civique, n'ait pas de mauvais effet en Alsace, car d'après les intrigues dont l'influence se fait déjà sentir, il pourrait en avoir de très mauvais ».

(2) *Archives parlementaires*, XXXI, p. 372

(3) *Id.*, p. 441.

L'orateur, faisant ensuite allusion aux privilèges de la loi mosaïque, ajoute qu'il faut que la prestation du serment civique de la part des Juifs soit regardée comme une renonciation formelle aux lois civiles et politiques auxquelles les individus Juifs se croient particulièrement soumis;

A la suite d'une courte observation de Prugnon, demandant qu'il soit substitué dans le texte les mots « *sera regardé comme une renonciation à leurs privilèges* », aux termes adoptés la veille « *sera regardé comme une renonciation à leurs lois civiles* » afin de bien faire comprendre que l'on ne veut pas toucher aux lois religieuses des Juifs qui sont identiques à leurs lois civiles, l'Assemblée, après avoir légèrement modifié le texte de Duport, vote le décret du 28 septembre 1791, dans les termes suivants (4) :

« L'Assemblée Nationale, considérant que les conditions nécessaires pour être citoyen français et devenir citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que tout homme qui, réunissant les dites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir tous les devoirs que la Constitution inspire, a droit à tous les avantages qu'elle assure :

« Révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérées dans les précédents décrets, relativement aux individus juifs qui prêteront le serment civique, *qui sera regardé comme une renonciation à tous privilèges* et exceptions introduits précédemment en leur faveur. »

Ce décret fut promulgué par le roi à la date du 13 novembre 1791. Mais il allait donner naissance à de graves inconvénients et à bien des désillusions.

A peine est-il adopté que Rewbell monte à la tribune et se plaint de la hâte apportée à son adoption qui a été votée sans discussion. Il fait pressentir toutes les difficultés d'exécution auxquelles il va donner

(4) *Archives parlementaires*, XXXI, pages 441 et suiv.

lieu et déclare qu'en présence de la précipitation du vote de l'Assemblée qui écarte toute discussion « dans l'Alsace, les ennemis du bien public feront croire aux habitants que les usuriers ont trouvé à Paris de puissantes protections ». Et comme les murmures de la majorité accueillent ces paroles : « Eh bien ! s'écrie-t-il, si l'Assemblée ne veut pas être instruite, je la rends responsable de tous les troubles que peut susciter en Alsace le décret d'hier, dans un moment où les prêtres réfractaires redoublent les intrigues du fanatisme et où le royaume se trouve momentanément sans autorité. »

Recherchant les moyens propres à faciliter l'exécution du décret sans secousses, sans troubles, Rewbell rappelle que « depuis quarante ans des convulsions continuelles résultent de l'oppression usuraire dans laquelle gémit la classe pauvre du peuple. Les Juifs eux-mêmes sentent qu'ils ne peuvent vivre à côté de ces malheureux avant que tous ces procès ne soient terminés. Les cahiers des Trois-Ordres ont chargé les députés de l'Alsace de demander que les Etats Généraux prissent des précautions pour liquider ces créances ; « faites donc que nous puissions enfin dire à nos concitoyens que vous avez voulu venir à leur secours et que l'Assemblée Nationale n'est pas moins bien intentionnée pour eux que pour les Juifs ».

Il montre la nécessité absolue de calmer « cette classe nombreuse et malheureuse qui vit sous l'oppression usuraire des Juifs ». Il parle à l'Assemblée du chiffre considérable de leurs créances en Alsace. « Les Juifs, dit-il, sont dans ce moment, en Alsace, créanciers de douze à quinze millions tant en capital qu'en intérêts de cette classe du peuple. Si l'on considère que la réunion des débiteurs ne possède pas trois millions, et que les Juifs ne sont pas gens à prêter quinze millions sur trois millions de vaillant, on sera convaincu qu'il y a au moins sur ces créances

douze millions d'usure. Les Juifs disent eux-mêmes que si on leur donnait quatre millions pour la totalité de ces créances, ils seraient fort contents. »

Rewbell propose donc à l'Assemblée d'assurer la liquidation des créances des Juifs sur la classe pauvre d'Alsace, en décidant que dans le délai d'un mois les Juifs d'Alsace donneraient aux directoires des districts du domicile de leurs débiteurs des états détaillés de leurs créances tant en principal qu'en intérêts; et que les directoires des districts prendraient tous les renseignements nécessaires sur les moyens de libération des débiteurs afin que, sur l'avis motivé des directoires des départements, le Corps législatif pût statuer sur les moyens de liquider ces créances.

L'Assemblée Constituante, frappée des justes observations de Rewbell, se rallie à sa proposition et adopte, le 28 septembre 1791, le second décret suivant :

« L'Assemblée Nationale décrète :

« 1^o) que dans le mois, les Juifs de la ci-devant province d'Alsace donnent aux directoires des districts du domicile des débiteurs, l'état détaillé de leurs créances, tant en principal qu'en intérêts, sur les particuliers non Juifs, dénommés dans les anciens règlements de la ci-devant classe du peuple de la même province;

« 2^o) que les directoires de district prendront aussitôt tous les renseignements nécessaires pour constater les moyens connus des débiteurs pour acquitter ces créances; qu'ils feront passer ces renseignements avec leur avis sur le mode de liquider ces créances aux directoires des départements du Haut et du Bas-Rhin.

« 3^o) que les directoires des départements du Haut et du Bas-Rhin donneront sans délai leur avis sur ce mode de liquidation des créances juives. »

Ce décret, fait pour décourager les prêteurs, se tra-

duisit en fait par une diminution des deux tiers dans le montant des créances alléguées par eux. Mais la victoire morale que les Juifs remportaient ne leur semblait pas trop chèrement acquise.

Le Juif nancéen Bing se fait leur porte-parole dans la lettre suivante (7) :

« J'ai perdu les deux tiers de ma fortune, et il ne me reste plus beaucoup de choses. Mais aussi je ne regrette pas cette perte, puisque je suis à présent citoyen français et vrai républicain, et quand il ne me resterait que cela, je suis riche assez. »

Cependant cette mesure devait être insuffisante; les pressentiments de Rewbell n'étaient que trop fondés, il existait encore trop d'hostilité entre Juifs et chrétiens pour que la loi du 28 septembre 1791 pût opérer un rapprochement immédiat entre eux.

L'animosité des rapports entre les adversaires persistait donc toujours et les plaintes très vives des populations de l'Est contre l'usure sans cesse renouvelée des Juifs, allaient forcer Napoléon à prendre contre eux de nouvelles mesures très rigoureuses; nous voyons dans ce fait la preuve la plus saisissante de la vanité du décret d'émancipation rendu par la Constituante dans un mouvement d'élan généreux.

Pourtant, la journée du 28 septembre 1791 marque pour les Juifs une date décisive : « cette date qui ne nous rappelle rien à nous chrétiens est le 14 juillet de toute une race, et la Bastille renversée en cette pâle journée d'automne avait de plus hautes et de plus vieilles murailles que celles du faubourg Saint-Antoine. De tous les centenaires que nous a légués la Révolution, aucun peut-être n'a été célébré en plus de langues (8). »

(7) GODCHOT, *Revue des Etudes juives*, tome LXXXVI, p. 32.

(8) Anatole LEROY-BEAULIEU: *Israël chez les Nations*, Paris, 1937, p. 2.

CONCLUSION

Pendant tout le cours de l'évolution historique, depuis la prise de Jérusalem par Titus jusqu'à Napoléon, les Juifs dispersés dans tous les pays du monde n'ont pas cessé de former un corps isolé et distinct au milieu des nations qui les ont recueillis. Invités par l'esprit particulariste de la loi de Moïse à ne pas se mêler aux autres peuples, afin de conserver dans leur pureté la religion et les mœurs de leurs ancêtres, ils ont été entraînés dans la suite, sous l'influence néfaste du Talmud, qui leur prêchait la haine et le mépris des chrétiens, à vivre complètement à part.

S'obstinant à s'isoler, les communautés juives demeurées fidèles non seulement à leur religion, mais aux mœurs antiques de Jérusalem, parlant la langue hébraïque, vivant sous l'empire de lois propres, ayant leurs administrateurs, leurs magistrats, leurs assemblées, constituaient une société étrangère, un véritable Etat dans l'Etat. Là est la raison fondamentale qui justifie la plupart des mesures d'exception prises à leur égard.

Leur persistance obstinée à s'isoler et à former une société distincte fut donc la cause de tous leurs maux. « L'Eglise juive, dit Basnage, haïe et persécutée pendant dix-neuf siècles, ne laisse pas de subsister et d'être nombreuse. Les rois ont souvent employé la sévérité des édits et la main des bourreaux pour la faire périr. La multitude séditieuse a fait des massa-

eres et des exécutions infiniment plus tragiques que les princes. Le peuple et les rois, le païen, le chrétien et le mahométan, opposés en tant de choses, se sont réunis dans le dessein d'anéantir cette nation et n'ont pu réussir. Le Buisson de Moïse environné de flammes a toujours brûlé sans se consumer. On a chassé les Juifs de tous les lieux de l'univers. Ils ont passé de siècle en siècle au travers de la misère, de la persécution et des torrents de leur propre sang qu'ils ont répandu. Ils vivent encore malgré la haine qui les suit en tous lieux pendant que les plus grandes monarchies sont tellement tombées qu'il ne nous en reste plus que le nom (9). »

Chacune des époques de l'histoire est marquée par les mesures particulières que nos gouvernants durent prendre à leur égard. Sans doute, parmi ces lois, il y en a qui peuvent apparaître excessives. Mais réserve faite de ces dispositions qui tiennent surtout à la barbarie du temps, à l'ignorance des esprits ou aux préjugés populaires, l'ensemble des mesures prises à l'égard des Juifs se justifie et s'explique par cette considération générale : les Juifs, à toutes les époques, ont formé un corps original, étranger et distinct, en antagonisme irréductible avec la société française. Là étaient le danger et la raison de toutes les lois d'exception prises à leur égard par les souverains.

Tel est le trait essentiel qui se dégage de notre étude. Tel est le principe général qui gouverne la législation des Israélites à toutes les périodes de notre histoire. Les différentes variations par lesquelles passe leur condition dépendent seulement de la mise en harmonie de ce principe avec les divers régimes politiques qui se sont succédé en France. Les changements survenus dans leur situation sont en corres-

(9) BASNAGE, *op. cit.* 1.

pondance étroite avec les modalités d'adoption de la même idée aux diverses phases de l'état social.

Partout étrangers, ils se heurtent dans tous les temps à toutes les sociétés, à tous les gouvernements, à toutes les puissances. Continuellement en insurrection contre la domination romaine, en état d'hostilité déclarée contre l'Eglise chrétienne, vivant à l'écart dans la société barbare, ils ne parviennent pas à trouver une place définitive dans les cadres de la société féodale. Leurs mœurs, leur Loi, et surtout leurs préceptes du Talmud tendent de plus en plus à les rejeter du sein de cette société. Constituant un élément hétérogène et irréductible dans la société du moyen âge, ils se voient considérés comme des étrangers; les expulsions succèdent aux expulsions jusqu'au décret de 1394 qui les boute définitivement hors du royaume. Ils reviennent quand même en France où ils continuent à mener une existence de fait. A force d'habileté, de souplesse et de ruse, ils réussissent à échapper à la domination royale, et plus que jamais ils constituent un Etat étranger dans l'Etat.

C'est en vain que la Révolution française, dans un mouvement généreux, par le décret du 28 septembre 1791, émancipe tous les Juifs de France et les admet à la jouissance de tous les droits civils. La Révolution elle-même, effrayée des troubles et des querelles que l'usure soulève sans cesse entre les Juifs et les cultivateurs de l'Alsace, est obligée de prendre des mesures relatives à la liquidation de leurs créances.

La Révolution, en décrétant leur émancipation, espérait les assimiler à la nation française : c'était une généreuse utopie. L'assimilation n'eut pas lieu. « L'Assemblée Constituante, disait Portalis dans un rapport adressé le 8 juillet 1806 à Napoléon, avait cru que, pour rendre les Juifs bons citoyens, il suffisait de les faire accéder indistinctement et sans conditions à tous les droits dont jouissent les citoyens français; mais

l'expérience a malheureusement prouvé que si on n'avait pas manqué de philosophie, on avait manqué de prévoyance, et que dans certains milieux, on ne peut se permettre de promulguer utilement de nouvelles lois, qu'autant que l'on a travaillé avant tout à préparer et à former de nouveaux hommes.

« L'erreur vient de ce qu'on n'a voulu voir qu'une question de tolérance religieuse dans le problème à résoudre sur l'état civil des Juifs en France. Les Juifs ne sont pas simplement une secte, mais un peuple. Ce peuple avait autrefois son territoire et son gouvernement, il a été dispersé sans être dissous, il erre sur tout le globe pour y chercher une retraite et non une patrie, il existe chez toutes les nations sans se confondre avec elles, il ne croit vivre que sur une terre étrangère. » Et plus loin il ajoute : « De là les Juifs forment partout une nation dans la nation, ils ne sont ni Français, ni Allemands, ni Anglais, ni Prussiens, ils sont Juifs. De ce que les Juifs sont moins une secte qu'un peuple, il suit qu'il n'était pas prudent de les déclarer citoyens sans examiner s'ils pouvaient et s'ils voulaient même franchement le devenir; il suit encore qu'il ne saurait être déraisonnable ou injuste de soumettre à des lois exceptionnelles une sorte de corporation qui, par ses institutions, ses principes ou ses coutumes, demeure constamment séparée de la société générale (10). »

(10) *Minutes des décrets de l'Empereur*. Arch. nat. cote A. F. IV 2151. rapport du 8 juillet 1806 adressé par Portalis à l'Empereur. pages 4 et suiv.

BIBLIOGRAPHIE

1° Auteurs

- BALUZE (J.). — *Capitularia Regum Francorum*. (Paris, 1780.)
— *Vie des Papes d'Avignon*. (Paris, 1783.)
- BASNAGE (O.). — *Histoire des Juifs*. (La Haye, 1716.)
- BÉDARRIGE (J.). — *Les Juifs en France, en Italie, en Espagne*. (Paris, 1867.)
- BEUGNOT (Arthur). — *Les Juifs d'Occident*. (Paris, 1824.)
- BORETIUS. — *Capitulaires*. (Paris, 1883.)
- BOUQUET (D.). — *Rccueil des Institutions de France*. (Paris, 1669-1880.)
- BRUN (Henri-Lucien). — *Etude historique sur la condition des Israélites en France depuis 1789*. (Thèse, Lyon, 1900.)
- CAZENEUVE (L.). — *Du franc alleu*. (Paris, 1891.)
- COCHARD (J.). — *Les Juiveries au Moyen Age*. (Paris, 1896.)
- CODE THÉODOSIEN.
- CONRAD (G.). — *Brevarium Alaricum*. (Leipzig, 1903.)
- DELAMARRE (B.). — *Traité de la police*. (Paris, 1722.)
- DENISART. — *Collection de la Jurisprudence*. (7^e éd. Paris, 1771.)
- DEPPING (G.-B.). — *Les Juifs dans le Moyen Age*. (Paris, 1845.)
- DOHM (L.-G.). — *De la réforme politique des Juifs*. (A. Des-sau, dans la librairie des auteurs et des artistes, 1782. Traduction Jean Bernouilli.)
- DOM VASSETTE. — *Histoire générale du Languedoc*. (Toulouse, 1872.)
- DRUMONT (Edouard). — *La France Juive*. (35^e éd. Paris, 1886.)
- DURUY (Victor). — *Histoire de l'Europe et de la France au Moyen Age*. (Paris, 1890.)
- ESMEIN (A.). — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. (14^e éd. Paris, 1920.)

- FISCHER (Dagobert). — *De statu judæarum*. (Strasbourg, 1864.)
- GASNOS (C.). — *Etudes historiques sur la condition des Juifs dans l'ancien droit français*. (Thèse, Rennes, 1897.)
- GINSBURGER (L.). — *Le Comité de surveillance de J.-J. Rousseau*. (Paris, 1909.)
- GLASSON. — *Histoire du droit français et des institutions de la France*. (Paris, 1887.)
- GRÉGOIRE (Abbé Henri). — *Essai sur la régénération physique morale et politique des Juifs*. (Metz, 1789.)
- HAGANI (Baruch). — *L'émancipation des Juifs*. (Paris, 1928.)
- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*. (Paris, 1822.)
- KONIGSHOFFEN. — *Chroniques*. (Strasbourg, 1698.)
- LABBÉ (F.). — *Concilia*. (Paris, 1671.)
- LAZARE (B.). — *L'Antisémitisme*. (Paris, 5^e éd.)
- LAVISSE (E.). — *Histoire de France*. (Paris, 1926.)
- LEMANN (Abbé Joseph). — *L'entrée des Israélites dans la société française et les états chrétiens d'après des documents nouveaux*. (Paris, 1886.)
- LEROY-BEAULIEU (Anatole). — *Israël chez les Nations*. (17^e éd. Paris, 1937.)
- LINDENBROGG. — *Codex legum antiquarum*. (Francfort, 619.)
— — *Lex Wisigothorum*.
- LOI DES RIPUAIRES.
- MAIGNAL (M.). — *La loi de 1791 et la condition des Juifs en France*. (Thèse, Paris, 1903.)
- MALVEZIN (Th.). — *Histoire des Juifs de Bordeaux*. (Bordeaux, 1895.)
- MANSI (S.). — *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*. (Paris, 1901-1905.)
- MARTEUNE (N.). — *Thesaurus Novus*.
- MAULDE (H. DE). — *Des Juifs dans les Etats Français du Saint-Siège*. (Paris, 1891.)
- MERLIN. — *Répertoire de Jurisprudence*. (5^e éd. Paris, 1827.)
- MICHELET. — *Histoire de France*. (Paris, 1869.)
- MIRABEAU (V.). — *Sur Moïse Mendelssohn, sur la réforme politique des Juifs*. (Londres, 1787.)
- MONTESQUIEU. — *Esprit des Lois*.
- POTHIER. — *Traité de contrat de mariage*. (Paris, 1821.)
- REINACH (Th.). — *Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours*. (5^e éd. Paris, 1914.)
- RIGORD (A.). — *De gestis Philippi Augusti*. (Paris, 1612.)

- ROCHETTE (Jacqueline). — *La condition des Juifs en Alsace jusqu'au décret du 28 septembre 1791*. (Thèse, Paris, 1938.)
- SAIGE (F.). — *Les Juifs du Languedoc antérieurement au xiv^e siècle*. (Paris, 1881.)
- SAINT THOMAS D'AQUIN. — *Summa theologiae*.
- SCHIOEPFLIN. — *Alsacia Illustrata*. (Trad. Ravenez, Mulhouse, 1851.)
- TAINÉ. — *Origines de la France contemporaine*. (Paris, 1869.)
- ULRICH (J.-C.). — *Histoire des Juifs*. (Basel, 1763.)
- VAULABELLE (G. DE). — *Histoire de Louis XVI*. (Paris, 1891.)
- VIOLLET (N.). — *Institutions politiques de la France*. (Paris, 1890.)

2° *Revue et périodiques*

- Archives de Haguenau*.
- Archives Israélites*, années 1840-1881-1885-1887-1892.
- Archives parlementaires*, années 1787 à 1799.
- Bulletin des Lois* (Paris, 1806.)
- Minutes des décrets de l'Empereur*. (Paris, 1806.)
- Nouvelle revue historique de droit français et étranger*.
- Ordonnances du Louvre*.
- Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, années 1788 à 1798.

3° *Recueils et auteurs anonymes*

- BIBLE : *Ancien Testament*.
- Curiosités d'Alsace*. (Anonyme, Strasbourg, 1651.)

Vu : Vu :
Le Doyen, *Le Président de la Thèse,*
G. RIPERT, Achille MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Situation des Juifs en France depuis les origines jusqu'à l'Edit d'expulsion de 1394

CHAPITRE PREMIER. — Condition des Juifs à l'époque gallo-romaine	19
CHAPITRE II. — Les Juifs à l'époque mérovingienne	25
CHAPITRE III. — Les Juifs à l'époque carolingienne	34
CHAPITRE IV. — Les Juifs au Moyen Age, jusqu'à l'avènement de Philippe le Bel	43
Section I. — <i>Situation administrative des Juifs à l'époque de la Haute Féodalité.</i>	44
Section II. — <i>Situation juridique des Juifs à l'époque de la Haute Féodalité</i>	59
CHAPITRE V. — La Condition des Juifs sous la Basse Féodalité jusqu'à l'expulsion de 1394.	66

DEUXIÈME PARTIE

Situation des Juifs en France depuis l'expulsion de 1394 jusqu'à la Révolution

CHAPITRE PREMIER. — Les Juifs de Bordeaux, ceux de Bayonne et de Saint-Esprit	83
CHAPITRE II. — Les Juifs de l'Est	91
Section I. — <i>Les Juifs de Metz</i>	91
— II. — <i>Les Juifs d'Alsace</i>	95
— III. — <i>Les Juifs de Lorraine</i>	109
CHAPITRE III. — Les Juifs d'Avignon et du Com- tal Venaissin	111
CHAPITRE IV. — Situation de fait des Juifs en France après l'expulsion de 1394	117

TROISIÈME PARTIE

La Révolution et l'émancipation des Juifs

CHAPITRE PREMIER. — Prodiges de l'émancipa- tion	139
CHAPITRE II. — L'œuvre de l'Assemblée Consti- tuante	157
CHAPITRE III. — Le décret du 28 septembre 1791.	174
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE	185

Imprimerie des Presses Universitaires de France,
Montrouge (France)
